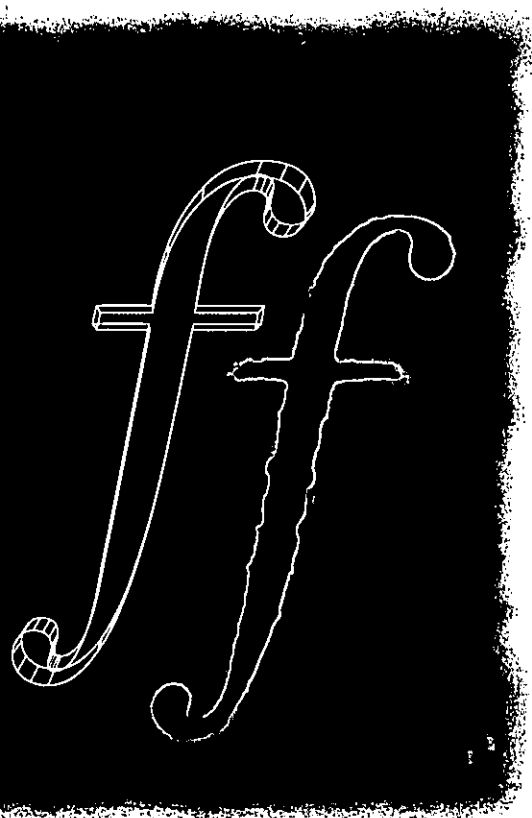


f r a n c e
o r u m

NOUVELLE SÉRIE • n° 12 10 €



*L'environnement
pour vivre*

REVUE TRIMESTRIELLE • DÉCEMBRE 2003

S o m m a i r e

France-Forum • n° 12 • Nouvelle série • décembre 2003

Éditorial	3
-----------------	---

L'ENVIRONNEMENT POUR VIVRE

A propos du développement durable PAR MARCEL BOITEUX	4
Une nouvelle politique de santé pour l'Europe : l'humanisme écologique PAR PHILIPPE SAINT MARC	9
S'adapter au changement climatique PAR MARCEL DENEUX	15
La loi de la jungle PAR JEAN-MARIE PELT	20
Fiscalité et protection de l'environnement PAR YVES MARTIN	24
Vous avez dit politique de l'environnement ? PAR CORINNE LEPAGE	31

DOSSIERS ET ÉTUDES

L'Europe au crépuscule ? PAR MAURICE BUN	37
La longue marche PAR RENÉ FOCH	45
L'Euro : à ne pas négliger PAR CHARLES DELAMARE	48
Un exercice de réflexion stratégique pour l'Europe à 25 PAR CHRISTIAN SAINT-ÉTIENNE	53
Un voyage interreligieux à Jérusalem PAR JEAN-PIERRE PRÉVOST	57
La vie politique française PAR HUGUES PORTELLI	65
Roumanie : le salut par l'Europe et l'orthodoxie PAR JEAN-MARIE DAILLET	68
Y a-t-il une culture européenne (suite) PAR ROLANDS LAPPUKE	72
Alain Poher, la passion de l'Europe PAR DAVID OUVARD	75

*
* *

La chronique des Lettres PAR PHILIPPE SÉNART	78
Dostoïevski, le grand vivisecteur PAR CHRISTIAN SAVÈS	82

MOTS ET HUMEURS

Le dictionnaire du sens interdit PAR ANDRÉ LE GALL	86
--	----

NOTES DE LECTURE

L'art qui glorifie la foi PAR JEAN CHÉLINI	87
La puissance ou la mort DE CHRISTIAN SAINT-ÉTIENNE PAR CLOTILDE SAINT-GIRONS	89
Les arbres ne poussent pas jusqu'au ciel... DE MICHEL DRANCOURT PAR CHARLES DELAMARE	90
Compétitivité et vieillissement DE L'INSTITUT MONTAIGNE PAR CHARLES DELAMARE	92
Concentration des multinationales et mutation des pouvoirs de l'Etat DE PIERRE BAUCHET PAR JEAN AUBRY	92
La vie à en mourir - Lettres de fusillés PAR GÉRARD VANIER	95
Les valeurs des modernes - Réflexions sur l'écroulement politique du nouveau siècle DE NICOLAS TENZER PAR CHRISTIAN SAVÈS	96
La terreur et l'empire DE PIERRE HASSINER PAR JACQUES MAILLET	98
Quand le capitalisme perd la tête DE JOSEPH STIGLITZ PAR SOPHIE LEDRU	101
Notre laïcité publique D'ÉMILE POULAT PAR CHARLES DELAMARE	102

L'environnement pour vivre

Il faut nous préoccuper de la Terre. Pendant des millénaires nous l'avons prise comme elle était, un don de Dieu que l'on remerciait par des prières ou des sacrifices ou auprès duquel on se plaignait de la "marâtre Nature". Depuis Descartes nous, Occidentaux, avons décidé de renverser les rôles et de devenir "maître et seigneur" de celle-ci. Un tyran plutôt, un exploiteur effréné, nous disent les scientifiques. Nos poumons, notre gorge, nos os nous tiennent le même langage. L'environnement ne relève plus seulement de l'art d'agrément, comme dans les jardins à la française ou à l'anglaise. Il est devenu à bien des égards, une menace.

Pour écarter celle-ci il ne suffira pas de prendre quelques mesures antiseptiques, de drainer les marais ou de canaliser les torrents. Il faut repenser toute notre civilisation avant de l'engager dans la voie du développement durable. Celui-ci n'a rien de nouveau. Rabelais nous a averti déjà que "l'on ne doit pas manger son blé en herbe". Mais depuis un siècle nous avons passé les bornes. Notre civilisation est devenue une trop grande mangeuse de bois, d'air pur, d'eau claire et d'espèces animales. Un ogre dans le monde de La Fontaine !

Le débat que nous avons ouvert sur la culture européenne rebondit sur la

menace d'autodestruction incluse dans la civilisation mondiale telle qu'elle va.

La vocation de notre continent, de notre culture, consiste à savoir résister à l'oppression ou à la fatalité, comme il l'a fait si souvent dans la douleur, face aux injustices sociales. Il possède une expérience bicentenaire des dégâts causés, à côté des bienfaits, par l'industrialisation. Il sait vers quelles impasses l'humanité s'enfonce, lorsqu'elle suit aveuglément les impératifs de la production, que ce soit en régime capitaliste ou en économie socialiste.

Remettre en question les structures mentales aussi bien que matérielles, qui enserrant notre vie ne nous effraie pas. Au contraire, cette attitude nous paraît constituer une des inspirations profondes qui donnent valeur et saveur à l'Union européenne.

Réfléchir pour agir. Rattraper le Destin par ses basques et donner un autre sens au Progrès, à la Croissance devenue l'idole des temps modernes, telle est l'ambition de *France-Forum*. Elle paraît démesurée par rapport à nos moyens, mais elle est inspirée par une conception de la vie qui nous dépasse et nous motive. Nous et combien d'autres !

Le comité de rédaction

A propos du développement durable

par Marcel BOITEUX

Cet article est tiré de la conférence présidentielle prononcée à l'Institut, le 18 novembre 2002, lors de la séance solennelle de l'Académie des Sciences Morales et Politiques

Gâce aux progrès de la Science, l'homme s'est extrait des équilibres naturels qui, depuis des millénaires, régissaient les effectifs de l'espèce par la famine et la maladie. La responsabilité lui revient, en contrepartie, de remplacer dorénavant les automatismes de la Nature par des comportements conscients, afin de restaurer de nouveaux équilibres compatibles avec le formidable accroissement des populations qui prolifèrent aujourd'hui sur notre petite planète.

Pendant des milliers d'années, mortalité et fécondité se sont équilibrées, avec un léger gain pour la vie. La Terre ne parvient à son premier milliard d'habitants qu'au début du XIX^{ème} siècle. Mais, cent ans après, les effectifs de l'espèce humaine dépassaient déjà le milliard et demi. Ils atteignent 6 milliards, soit près de quatre fois plus, en cette orée du XXI^{ème} siècle. Ainsi, comme ces énormes nuages de sauterelles qui s'abattent parfois sur l'Afrique, parce que leurs larves ont échappé aux équilibres qu'assument habituellement la faim et les prédateurs, l'espèce humaine vient, en deux siècles, d'envahir la Terre. Mais les nuages de sauterelles finissent par mourir sur place sans avoir pu se reproduire. Les hommes, eux, avec la complicité des agronomes et des médecins, s'installent, se reproduisent et se multiplient.

Les limites de la Terre

Certes, il est déjà arrivé dans l'histoire de l'humanité que des peuples prospèrent au point de devoir sortir de leur territoire pour nourrir leur développement, ou tout simplement pour s'enrichir. Il leur fallut, dans les temps anciens, affronter les mers, les steppes, ou les guerriers d'autres peuplades.

Mais, à l'époque, les espaces paraissaient illimités, et la Terre semblait si grande qu'on la croyait plate, donc infinie. Aujourd'hui, la Terre est définitivement ronde, et l'humanité se heurte à ses limites. Il ne suffit plus, quand une denrée se raréfie, d'aller plus loin pour en chercher : on a déjà fait le tour du monde. Et on ne peut plus se contenter de repousser nos déchets ailleurs, ou de les jeter au feu pour en disperser les fumées dans l'immensité de l'atmosphère ; car ailleurs, c'est chez quelqu'un d'autre, et l'atmosphère a cessé d'être immense. Après l'infinitude d'une terre plate, puis les dimensions à peine imaginables d'un globe encore couvert de contrées inconnues, nous arrivons aujourd'hui aux limites de la Terre, de cette petite boule qui, tel un vaisseau spatial, nous promène à travers les étoiles.

Or, dans un vaisseau spatial, tout est rare et indispensable : l'air à respirer et le conditionnement des déchets, qui font l'environnement ; mais aussi l'eau à boire, la nourriture et l'espace pour vivre, qui obligent à la solidarité entre spationautes. Que se passerait-il, dans l'un des satellites habités qui gravitent parfois autour de la Terre, si l'un des cinq occupants absorbait à lui seul 80 % des ressources et se rendait responsable des 3/4 des pollutions ? Et cela tandis que, parmi ses coéquipiers, l'un d'eux ne parviendrait même pas à manger à sa faim et que deux autres ne dépasseraient guère les limites de la survie ? On crierait au scandale.

Telle est pourtant la situation sur la Terre. Sur six milliards d'individus, un bon milliard d'occidentaux vivent largement et polluent allègrement la Nature. Un autre milliard vit plus modestement, mais tend à générer plus que sa part de pollutions diverses. Les quatre milliards restants survivent plus ou moins bien, mais un milliard d'entre eux ne mangent pas à leur faim, parmi lesquels les famines tuent chaque année quelques centaines de milliers d'êtres humains. Ne pourrait-on, au titre de la solidarité, sortir tous ces gens de la misère et les amener peu à peu à nos modes de vie occidentaux, dont ils rêvent ? Et cela sans renoncer pour autant à progresser encore nous aussi, puisque nos économies ne savent bien fonctionner sans croître ? Il est clair que, par le seul effet du nombre, un tel programme impliquerait, globalement, une très forte croissance. La ponction sur les ressources de la planète serait considérable, comme le serait l'accroissement des pollutions diverses dont la Terre, d'ores et déjà, commence à souffrir gravement.

Et pourtant, il est de notre devoir de permettre dorénavant à tout être humain de vivre convenablement l'instant d'éternité que lui offre son passage sur Terre. Un tel programme est-il possible ? Est-il soutenable ? Tel est l'enjeu du développement durable.

Gestion de l'eau, ralentissement de l'évolution des climats, maîtrise de la faim dans le monde, préservation de la biodiversité, voilà bien des défis auxquels l'humanité est confrontée, et qui seront d'autant plus difficiles à relever que la croissance économique mondiale continuera à puiser sans scrupules dans les ressources matérielles et environnementales de la Terre.

Malheureusement, qu'on le veuille ou non, notre système économique, comme la bicyclette, ne tient que s'il avance. Nous, occidentaux, ne savons pas encore comment échapper à la croissance sans tomber dans des systèmes à tendances totalitaires où les initiatives sont bridées et les libertés menacées. Mais si croissance il doit y avoir pendant un certain temps encore, même dans nos pays développés, faisons au moins en sorte que cette croissance soit soutenable, tant au plan environnemental que social.

Trois préoccupations

Il est, à vrai dire, assez artificiel de traiter successivement d'environnement, de croissance et de solidarité lorsqu'on prétend parler de développement durable. Car le concept même de développement durable implique *l'harmonieuse intégration de la croissance économique, du progrès social et du devoir écologique*.

Cette étroite imbrication n'est apparue que très progressivement. Dans les premières phases de la révolution industrielle, le développement économique s'opère au mépris du progrès social et de la préservation de l'environnement. Puis apparaissent peu à peu des contrepouvoirs. Les mouvements ouvriers, les syndicats de travailleurs, certains partis politiques combattent pour imposer le progrès social aux chefs d'entreprise, et un nouvel équilibre résulte de l'opposition des deux forces antagonistes. Plus récemment, les défenseurs de l'environnement alertent l'opinion, et les plus messianiques d'entre eux n'hésitent pas à prendre des positions tranchées contre la croissance économique, sans trop se soucier des conséquences sociales que pourrait avoir le plein succès de leurs revendications. Ainsi sont nées trois ambitions antagonistes dont les forces tendent peu à peu à s'équilibrer, mais dont chacune, poussée à l'extrême, nuirait fondamentalement aux deux autres. Les militants du développement durable prétendent aujourd'hui remplacer cet équilibre entre forces opposées par une convergence au service d'une même ambition pour l'humanité. Il s'agit non plus d'opposer mais d'apparier la croissance économique, le progrès social et la préservation de

l'environnement, et cela à un rythme tel que, dorénavant, aucune de ces trois préoccupations ne soit étouffée par les deux autres.

Il reste, en l'état actuel des choses, que le progrès économique et social diffuse mal dans les pays pauvres du monde sous-développé, comme, d'ailleurs, dans les banlieues pauvres du monde développé. On observe toutefois une évolution significative de l'approche du sous-développement. Ce qui était autrefois une relation d'assistance, puis de coopération, s'érige aujourd'hui en relation de partenariat. L'idée se répand que le développement ne se parachute pas et que l'aide, pour être réellement efficace, doit conduire les bénéficiaires à s'appropriier pleinement les outils et les savoir-faire qui leur sont dispensés. Et puis, le développement est d'abord endogène, et le décollage par l'exportation ne saurait avoir lieu sans qu'ait pu se construire, d'abord, un marché intérieur solide, et suffisamment protégé, où se seront développées l'agriculture vivrière et les productions substituables aux importations. Alors seulement, l'ouverture sur le monde et une certaine spécialisation permettront à ces pays, enfin réellement en voie de développement, de tirer profit de leur intégration dans les marchés mondiaux. Il est clair que cette évolution implique un effort soutenu d'éducation. Il devrait être tout aussi clair que le rôle des femmes est essentiel dans ce processus de décollage. Un progrès majeur n'est-il pas acquis lorsque les filles, au lieu d'être requises pour la corvée de bois, peuvent aller à l'école ?

*
* *

Mais si cette lutte contre la pauvreté réussit, si les pauvres sont enfin moins pauvres tandis que les riches sont un peu plus riches, l'heureuse convergence ainsi établie entre le progrès social et la croissance économique reste-t-elle vraiment compatible avec la préservation de l'environnement ? La question se pose et l'on est fondé, pour finir, à se demander avec Jean-Baptiste de Foucauld¹ si le temps n'est pas venu, dans une autre conception de l'homme, de mettre sur le même plan les besoins matériels, les besoins relationnels et les besoins spirituels, au lieu de privilégier systématiquement les premiers.

La science au service de l'Homme

Mais la menace sur l'environnement est-elle vraiment si grave qu'aucun progrès des connaissances et des techniques ne puisse la maîtriser ? Si grave qu'il faille tout faire, aux besoins par la contrainte, pour forcer nos contem-

¹ *Les trois cultures du développement humain*, Odile Jacob 2002.

porains à renoncer à la vanité de leurs consommations de prestige et de luxe superfétatoire ? Depuis la révolution industrielle, et même avant, c'est sur la Science, bienfaisante, que les hommes ont misé pour se protéger des cruautés de la Nature. Mais maintenant, fait observer Luc Ferry, c'est la Nature qui nous semble admirable, et la Science qui est maléfique. Pourtant, on peut difficilement le contester, la Science nous a toujours tirés, jusqu'ici, des mauvais pas où nous avait mis la croissance. Le charbon est venu relayer à temps les forêts ravagées par le besoin de bois. Pasteur a transformé la médecine. Et la « révolution verte » a complètement renouvelé le potentiel agricole de la planète, qui excède dorénavant tout niveau prévisible des besoins. Nouveaux matériaux, nouveaux processus, nouvelles découvertes, pourquoi la Science, et les techniques qu'elle induit, devraient-elles aujourd'hui déclarer forfait face au XXIème siècle qui s'ouvre ?

D'où le dilemme sur lequel je conclurai : peut-on encore avoir une foi totale en la Science pour continuer à nous tirer d'affaire ? ou devient-il urgent d'en appeler à un homme nouveau, uniquement féru de croissance immatérielle et éperdu de solidarité ? Entre ces deux issues, assez improbables l'une et l'autre dans leur formulation absolue, il reste à espérer une voie intermédiaire où les évolutions parallèles de l'Homme et de la Science se marieront pour faire face tant bien que mal aux défis redoutables que le développement durable lance à l'humanité.

Marcel BOITEUX

NOTA : On retrouvera ces propos dans l'introduction de l'ouvrage « L'homme et sa planète », PUF, juin 2003, où sont présentées les vingt-neuf conférences prononcées sur le sujet lors des séances tenues en 2002 par l'Académie des Sciences Morales et Politiques.

Une nouvelle politique de santé pour l'Europe : l'humanisme écologique

par Philippe SAINT MARC

Qu'y a-t-il de plus important que la santé ?

Dans la nouvelle culture européenne cette question occupe une place centrale.

Au moment où l'Europe connaît une avancée décisive, il est essentiel de s'interroger sur le visage que nous souhaitons donner à son avenir. Or l'un des problèmes les plus aigus qui se posent à elle, est celui de *la crise de la santé de l'homme, menacée par le risque d'un déclin de son état physique, psychique et moral*. Ce qui met en cause son bonheur et peut même à plus long terme saper la survie de notre société par la montée conjuguée de rejets, dans la fuite et dans la violence.

A travers une réflexion sur le cas français on proposera une analyse et une politique qui puissent être étendues à l'échelle de l'Europe de demain en impliquant la conjonction des efforts des gouvernements et des Institutions européennes et la mobilisation populaire.

Ne nous y trompons pas : la politique "classique" actuelle de la santé vit ses dernières années : parce qu'elle était fondée principalement sur la lutte contre les *conséquences* de la maladie et s'attaquait très peu - beaucoup trop peu - à leurs *causes*, alors que ces causes des maladies étaient multipliées par un développement traumatisant. Ainsi la politique classique de la santé s'es-souffle à courir après l'expansion irrésistible des dégradations du corps et de l'esprit que provoquait aveuglément un type de "progrès" déshumanisant !

Nous ne pouvons plus nous abriter derrière un événement épisodique - la canicule - ou la mise en cause d'un ministre pour nous cacher cette réalité :

que la politique de la santé est devenue inadaptée aux maux de notre temps et que pareille à un bateau qui fait eau de toutes parts, elle coule... et nous avec ¹. La part de la dépense de santé dans le PIB de la France a progressé d'un tiers en 20 ans et atteint 10% du PIB.

D'abord, son poids financier est de plus en plus lourd et usagers de la sécurité sociale, contribuables, médecins, laboratoires se rejettent conflictuellement les uns sur les autres, cette charge énorme et grandissante. Mais aussi, techniquement, parce que l'arme sur laquelle reposait l'optimum médical des XIX^e siècle et XX^e siècle - le médicament chimique - s'émousse, que les antibiotiques ont perdu beaucoup de leur pouvoir, que les effets secondaires de ces substances chimiques deviennent préoccupants et que le psychisme, bien souvent rebelle à un traitement strictement pharmaceutique, tient de plus en plus de place dans la montée des maladies de civilisation. Et par une symétrie - qui au premier abord déconcerte - *la crise de notre système de santé trouve son pendant dans la crise de notre système de sécurité : parce que notre développement déshumanisant en dégradant l'environnement fabrique à la fois des "malades" et des "révoltés"*.

Bien entendu, il ne s'agit pas de trouver dans des facteurs écologiques, la seule cause de la maladie comme de la violence, mais le réalisme commande d'y voir une raison majeure de la progression des rejets de société, lésant la santé et perturbant l'ordre social. Ce qui doit donc pousser les acteurs de la politique du développement à supprimer ces dynamiques destructrices de l'homme, physiquement et psychologiquement, pour éliminer ainsi les causes de maladies ou de violence qui dépendent de l'organisation et du fonctionnement de la société et non pas exclusivement de la personnalité de chacun et de sa résistance psychologique aux assauts de la maladie ou aux tentations de l'agressivité.

L'environnement clé de la santé

L'environnement, dans sa triple dimension, psychique et morale, est un déterminant essentiel de la santé et l'un des domaines dans lesquels l'homme a le plus de pouvoir. Il intervient à deux niveaux : comme *facteur déclenchant* et comme *facteur facilitant*. Il contribue à déclencher la maladie par ses agressions comme par ses carences. Il agresse par l'assaut interminable du bruit, de la pollution de l'air et de l'eau, par l'intoxication chimique de la nourriture bourrée de nitrates et de pesticides et puis, sur le plan de l'espace, par le déferlement du béton.

¹ Extrait du livre *L'économie au secours de la vie. Une médecine pour demain*, à paraître en décembre aux éditions Frison Roche.

Or, toutes ces nuisances ont un impact fort sur la progression des maladies cardiovasculaires, des cancers, des maladies digestives, des troubles psychiques. A quoi s'ajoutent les carences de l'environnement social et de l'environnement moral : la dégradation du tissu social par la désagrégation de la famille et le vide spirituel par la disparition de l'idéal.

A l'effet spécifique de chacune de ces agressions et carences s'ajoute l'effet redoutable de leur combinaison : elles produisent physiquement une synergie - qui en potentialise la nocivité - et, psychologiquement un stress qui fragilise l'individu en affaiblissant ses défenses immunitaires. La dégradation de l'environnement, en réduisant la capacité de défense de l'être vivant, facilite la pénétration de la maladie ou du trouble psychique.

La crise montante de l'homme

La montée du "mal vivre" s'exprime à travers des chiffres impressionnants ². De 1960 à 2000, la population française a augmenté de 25% mais le nombre des personnes mises en congé de longue maladie a plus que triplé et atteint 720.000 personnes par an. Parmi ces cas, trois maladies ont "explosé" - qui apparaissent assez largement liées à la dégradation de l'environnement physique et social : les cancers (191.000) qui ont plus que sextuplé, les psychoses et troubles mentaux (105.000) en triplement et l'hypertension artérielle (60.000) dont le nombre a été multiplié par 12.

Parallèlement à la progression des maladies de civilisation, la perte de vitalité est alarmante. Elle se révèle par la réduction de la qualité biologique du sperme déposé dans les centres officiels : la quantité de spermatozoïdes du sperme déposé au Centre de l'Hôpital Cochin à Paris a baissé de 40% depuis 20 ans. Montent aussi les réactions de rejet par la fuite dans les produits d'évasion : hausse de consommation de tranquillisants, d'alcool, de tabac et de drogue (1.000 fois plus d'arrestation par an aujourd'hui qu'en 1960 pour usage ou trafic de drogue). Et la violence déferle sur notre société : la criminalité a quadruplé de 1965 à 2000. Et la violence gratuite - la plus révolutionnaire car elle casse intentionnellement pour détruire et non pour s'enrichir - est passée de 29.000 cas en 1965 à plus de 500.000 par an maintenant.

Pour une politique écologique de la santé

Il est parfaitement illusoire de croire qu'on pourra maîtriser ce flot si vaste des maladies de sociétés et des réactions de rejet dans la fuite et la violence sans s'attaquer en profondeur à leur cause fondamentale : la dégradation alar-

² Philippe Saint Marc : "De la dégradation de l'environnement à la crise de l'homme", chapitre VIII du livre *Les problèmes actuels de l'Economie française*, PUF, 2001.

mante de l'environnement physique et social dans le monde occidental. Tout est à repenser pour créer en France un cadre de vie écologique qui épanouisse au lieu de traumatiser et serve d'exemple à l'Europe de demain.

Cette dimension environnementale d'une politique efficace de prévention de la maladie préconisée depuis plus de vingt ans par des pionniers tels que les animateurs de l'Association SIRES³ a été longtemps considérée comme "farfelue". Elle fait maintenant son apparition dans l'action gouvernementale puisque M. Jacques Chirac dans son discours de Nantes, au début de 2003, a annoncé la sortie au printemps prochain d'un plan national "Environnement - Santé". Cette heureuse initiative s'inscrit d'ailleurs dans la ligne d'une prévention de l'accident par une action forte sur le système de circulation qui, depuis l'automne 2002, a permis de réduire de 30% le nombre des tués sur les routes et dans les rues.

Mais on ne peut pas se borner, pour faire reculer massivement ces agressions contre la vie, à quelques mesures ponctuelles. Ce sont toutes les orientations essentielles du développement de notre société qu'il faut changer pour l'Europe de demain.

Et d'abord, transformons notre alimentation par l'essor de l'agriculture biologique

Nitrates et pesticides sont à l'origine de maladies digestives et cardiovasculaires et de cancers en particulier du sein et de la prostate. Or, les Français consomment par personne et par an 45 kg de nitrates et 1,8 kg de pesticides et la France, vient parmi les derniers pays d'Europe pour l'agriculture biologique : 1% seulement de sa production agricole. Pourtant, il y a 2.500 ans, Héraclite nous avertissait déjà : "La santé de l'homme est le reflet de la santé de la Terre".

Une politique préventive de la santé implique au contraire au niveau européen un vaste plan de financement de la conversion progressive d'exploitations classiques à l'agriculture biologique, et de l'aide à la mise en place de réseaux de commercialisation.

Autre réforme indispensable : *une industrie et des transports "propres"* dont le développement aurait comme objectif majeur la dépollution grâce à une politique européenne de crédits très substantiels à la recherche dans cette voie, à une taxation modulée des activités les plus polluantes et à une aide

³ SIRES : Société internationale de Recherches pour l'environnement et la santé. Association regroupant médecins et écologistes à la recherche d'une amélioration de la santé par l'environnement. Secrétaire général : Philippe Saint Marc - 18, rue de l'Assomption - 75016 Paris.

financière au développement des activités non polluantes ou dépolluantes.

Nouvelle voie aussi : un *rééquilibrage du territoire* par une stabilisation démographique des grandes agglomérations pathogènes et une stimulation des cadres de vie épanouissants : villes moyennes et monde rural. Les très grandes agglomérations ont un effet nocif pour la santé : par leur haut niveau de pollution de l'air et de bruit mais aussi par le stress élevé et permanent et la violence au quotidien qu'elles suscitent. 48% des habitants à Paris, sont soumis à un bruit supérieur à 65 décibels - dangereux - mais 8% seulement de la population dans les villes de moins de 20.000 habitants. Les jours de forte pollution de l'air sont 5 fois plus nombreux à Marseille qu'à Caen et 10 fois plus qu'à Angoulême. Tout ceci constitue un environnement agressif dont le stress peut se mesurer à la quantité de tabac fumée par habitant, trois fois plus élevée à Paris qu'en Mayenne ou en Maine-et-Loire. Et la délinquance est 2,5 fois supérieure à Paris que dans les villes de moins de 50.000 habitants.

Autre clé d'une politique écologique de la santé : l'inversion de l'aménagement urbain : *verdir les villes plutôt que les bétonner*. Les espaces verts sont d'incomparables sources de bien-être en apportant l'air pur et le silence, la détente, le cadre d'activités sportives, culturelles, sociales. Foyers de rencontres, d'échanges et d'amitié, ils sont une clé de la cohésion sociale. Parcs et jardins publics sont une source de la joie de vivre dans les villes.

Un hectare de forêt produit par an 10 tonnes d'oxygène. Par rapport aux rues voisines, le Jardin du Luxembourg réduit de 4/5ème le bruit et le Jardin public de Bordeaux la pollution de l'air de 9/10ème. D'où la fréquentation considérable des espaces verts publics, d'autant plus forte qu'ils sont proches des cœurs de la ville : ainsi aux portes de Paris, le Bois de Boulogne accueille par an 9.000 visiteurs par hectare ; le Square du Temple au centre de Paris reçoit 80.000 visiteurs par hectare et par an. A l'inverse, la pénurie d'espaces verts porte une grande responsabilité de la solitude et de la fatigue des métropoles. Que l'Europe lance donc un Plan vert encourageant les villes à se reverdir pour leur santé.

Développer la vie communautaire

L'une des grandes carences actuelles est la pénurie d'affection par la montée de la solitude physique (6 millions de solitaires en France, deux fois plus qu'il y a 15 ans) mais aussi de l'isolement psychique par le repli si fréquent de chaque individu sur lui-même au sein de sa famille, dans un climat général d'exaltation égoïste de l'individu. Or, la solitude est source d'une pathologie multiple : troubles psychiques et digestifs, drogue, violence. Dans les familles

désunies, un enfant sur cinq est déviant (drogué, délinquant ou suicidaire).

Une politique écologique ne doit donc pas seulement viser au progrès de l'environnement physique mais aussi de l'environnement social par des aides appropriées à l'essor de la vie associative et de la vie familiale pour la dynamisation des communautés existantes. Mais ce mouvement de générosité conviviale implique aussi un vaste effort spirituel collectif : un nouveau système de valeurs porteur d'un idéal et d'une aspiration à des communautés vivantes plutôt qu'une exaltation d'un égoïsme individualiste et solitaire.

Europe, prends garde à ton âme !

Il est vain de croire qu'on peut maîtriser la crise de l'homme en Europe et faire avancer les Européens dans la voie du bonheur par le progrès de leur environnement si nous ne transformons pas fondamentalement les principes qui gouvernent leur économie et donc leur type de développement. Sinon la domination de ces considérations économiques empêchera toute modification écologique profonde dans les structures et le fonctionnement de notre société.

Il faut donc un changement fondamental de l'état d'esprit des Européens : le passage d'une "Economie Babare"⁴ fondée sur le culte exclusif de matérialisme et de l'ultra libéralisme à une Economie humaniste qui, sans ignorer la rentabilité et la compétitivité, donnera cependant pour les choix du développement la priorité aux grandes mutations qu'impliquent la sauvegarde biologique de la nourriture, de l'air, de l'eau, la lutte contre le bruit, la récréation d'espaces verts, la protection de la beauté des paysages, l'essor de la convivialité par le rayonnement et la vitalité des communautés affectives.

Nous voici donc confrontés à un choix économique fondamental : Matérialisme ou Humanisme qui commandera l'avenir des générations futures. *Le problème essentiel du XXI^e siècle pour l'Europe n'est pas seulement "quelle Terre laisserons-nous à nos enfants", mais aussi et surtout, quels enfants laisserons-nous à notre Terre ?*

Philippe SAINT MARC

⁴ Philippe SAINT MARC : *L'Economie Barbare*, éd. Frison Roche, 1994.

S'adapter au changement climatique

par Marcel DENEUX

Le bio-carburant permet d'utiliser la Nature pour sauver la Nature.

Avec les événements récents (inondations, tempêtes, canicule) la question, multiforme, des conséquences du changement climatique sur la France, apparaît plus que jamais préoccupante, d'autant qu'elle nécessite une sensibilisation du plus large public possible.

En effet, après avoir analysé le phénomène mondial, variable, complexe, contrasté, et méconnu du climat, force est de constater que l'Homme ne le maîtrise pas. Cette analyse ressort des conclusions que j'ai présentées à la presse d'un rapport adopté par l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (OPECST) sur « les changements climatiques en 2025, 2050 et 2100 » contenant près d'une centaine de propositions relatives à l'agriculture, l'aménagement du territoire, l'eau, l'économie, l'énergie, la fiscalité, les institutions, la recherche, les relations internationales, la santé, la sécurité civile, la sensibilisation de l'opinion, les transports, l'urbanisme et l'habitat.

Nous savons que l'effet de serre est un phénomène très favorable à la vie. En son absence, la température moyenne de la terre ne serait que de -18° au lieu des $+15^{\circ}$ que nous connaissons. *Aucune inquiétude ne vient donc de l'effet de serre en lui même* mais de l'effet de serre additionnel provenant principalement de la combustion à grande échelle des combustibles fossiles (charbon, pétrole, gaz naturel) par la civilisation industrielle pour les besoins de l'habitat, des transports, de l'industrie mais aussi de l'émission d'autres gaz à effet de serre par l'agriculture et par l'élevage ; les forêts et les océans ne parvenant plus à compenser l'ensemble de ces émissions.

L'enjeu

L'enjeu pour l'humanité est le suivant : lui est-il possible de suivre la voie tracée jusqu'alors par les pays développés ou bien la réduction des émissions de gaz

à effet de serre doit-il aller jusqu'à remettre en cause le modèle actuel de développement ? Cependant, aujourd'hui deux composantes majeures du climat restent méconnues : les nuages et les océans. Si dans le domaine de la prévision météorologique à court terme de grandes avancées ont été réalisées et qui permettent une prévision relativement fiable, en revanche, en ce qui concerne la modélisation de l'évolution du climat à long terme, les prévisions restent très incertaines du fait de la complexité, de la diversité et de la variabilité des données prises en compte dans de tels systèmes. Par définition le climat n'a pas un fonctionnement mécanique avec un mode d'emploi. Néanmoins, dans les faits, c'est l'homme qui lui en fournit un à partir des objectifs de développement qu'il s'est fixé, avec le devoir de ne jamais compromettre, de manière irréversible, son environnement. Malgré des avancées spectaculaires, les scientifiques ne sont pas à même de fournir aujourd'hui toutes les réponses. Or, les décideurs politiques ne peuvent pas attendre pour prendre aujourd'hui des décisions (aménagement des territoires, choix énergétiques, modes d'habitat) dont les effets ne se feront sentir que dans quelques dizaines d'années tandis que les gaz à effet de serre possèdent des durées de présence dans l'atmosphère supérieures au siècle, voire atteignant plusieurs milliers d'années.

Face à ces durées séculaires, le rythme des alternances au pouvoir et celui des mandats politiques apparaissent bien décalés. D'où l'idée de lancer un vaste débat inter-disciplinaire pour que l'opinion publique elle-même devienne, le plus tôt possible, la garante d'une *volonté à très long terme correspondant au rythme des questions climatiques*. Dans un tel contexte, les solutions proposées par l'OPECST dès janvier 2002 ne sauraient être que globales puisque l'ensemble des pays du monde partage la même atmosphère ; elles s'inscrivent dans le cadre d'un développement durable retenant comme priorités les économies d'énergie, la limitation du recours aux énergies fossiles et le développement maximal des énergies renouvelables. Cela impose aussi de sélectionner les techniques agricoles, d'améliorer les techniques industrielles et de repenser les transports et l'habitat. Le Sommet de la Terre auquel je me suis rendu, à la fin de l'été 2002, à Johannesburg, m'a conforté dans cette opinion.

Aménager l'environnement

Un aménagement du territoire intégrant davantage le long terme devrait s'imposer, d'autant plus que les évolutions climatiques en cours ne seront bénéfiques que pour certains Etats tandis que d'autres auront des raisons de les redouter. Dans cette perspective de nombreuses actions ont été entreprises par les collectivités locales depuis les premières lois relatives à la prévention et à l'indemnisation des catastrophes naturelles (la loi du 13 juillet 1982 qui met en place le système d'indemnisation des catastrophes naturelles ; la loi du 22 juillet 1987,

modifiée par la loi du 2 février 1995 qui instaure les plans de prévention des risques naturels et qui prévoit également que tout citoyen a droit à l'information sur les risques auxquels il est soumis, ainsi que sur les moyens de s'en protéger). Dans ce domaine, la mise en place des Plans de Préventions des Risques (PPR) a joué un grand rôle, en particulier dans la prise de conscience des populations des risques qu'elles encourent. Le PPR s'inscrit dans un ensemble de réflexions et de dispositifs de prévention des risques.

La prévention des risques est inscrite dans les contrats de plan et dans le schéma des espaces naturels et ruraux. L'information préventive des citoyens, selon l'article 21 de la loi du 22 juillet 1987, doit favoriser la prise de conscience des risques. La protection des lieux habités, par des ouvrages réalisés par l'Etat ou par les collectivités locales, contribue à réduire la vulnérabilité de l'existant, et vise à améliorer les conditions de vie face aux risques. Enfin, des plans de secours et d'évacuation fixent à l'avance les conditions d'organisation de la gestion de crise dans les implantations soumises à un événement naturel. Les documents réglementant l'occupation du sol (plan d'occupation des sols - P.O.S., schéma d'aménagement, ...) doivent prendre en compte les risques naturels (article L 121-10 du code de l'urbanisme). Ainsi, le PPR doit être annexé au P.O.S. de la commune. Mais le PPR permet d'aller plus loin. Il vise à la prise en compte spécifique des risques naturels dans l'aménagement, la construction et la gestion des territoires. A cette occasion, il permet de préciser les connaissances des phénomènes naturels, d'informer les populations sur les risques pris en compte, et enfin de privilégier certaines dispositions en matière d'urbanisme et de construction.

Aujourd'hui chacun à son échelle a un rôle à jouer dans la lutte contre l'intensification de l'effet de serre. Les comportements les plus simples de la vie quotidienne comme les choix de consommation ou d'investissements peuvent être des leviers au moins aussi puissants que la négociation de conventions internationales du type de celle de Kyoto. Ainsi, en France, de nombreuses réflexions sont menées dans cet objectif dans le domaine des énergies renouvelables afin de les favoriser au maximum (énergie éolienne, solaire, hydroélectricité) par des dispositifs fiscaux intéressants, mais aussi dans le domaine des énergies fossiles moins polluantes (recherche sur les centrales nucléaires à fusion par exemple) ou des bio-carburants. J'estime d'ailleurs que la recherche dans ce dernier domaine est aujourd'hui le seul moyen pour la France de tenir ses engagements internationaux, à court terme, relatifs au protocole de Kyoto, sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre, à savoir faire passer de 16% à 21% la part des énergies renouvelables. Les biocarburants peuvent être d'origines diverses. Au gazole, on incorpore des esters méthyliques d'huiles végétales, tirés d'oléagineux

comme le colza ou le tournesol ; à l'essence, on incorpore de l'éthanol (ETBE – éthyltertiobutyléther), lui-même d'origines diverses – betterave ou blé.

Les bio-carburants : une solution française

Les esters sont utilisés comme additifs au gazole routier ou au fioul de chauffage. L'impact de cette filière sur l'effet de serre est particulièrement intéressant, puisqu'elle permet d'économiser 2,5 tonnes d'équivalent CO₂ par tonne d'ester par rapport au gazole. L'ETBE est quant à lui utilisé comme additif oxygéné dans la formulation des essences sans plomb. Il permet d'économiser 2,7 tonnes d'équivalent CO₂ par tonne d'éthanol par rapport à l'essence. On estime ainsi qu'en 2002, les *biocarburants ont permis d'éviter la production de 1 million de tonnes d'équivalent CO₂* en France. Notons en outre que les biocarburants offrent également un bilan énergétique beaucoup plus performant (énergie restituée/énergie renouvelable non mobilisée) que les carburants fossiles : ce bilan est deux fois meilleur pour l'éthanol que pour l'essence et trois fois meilleur pour le biodiesel que pour le gazole (selon une étude Ecobilan PricewaterHouse).

D'après l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, en 1999, les surfaces cultivées en France pour la production de biocarburants atteignaient 308.000 hectares pour le colza (ce qui se traduit par un gain de 1,2 million de tonnes d'équivalent CO₂), 62.000 hectares pour le tournesol, 18.000 hectares pour le blé et 12 000 hectares pour la betterave (d'où un gain de 140.000 tonnes d'équivalent CO₂). D'une manière générale, on constate que la consommation de biocarburants a significativement augmenté entre 1994 et 2000 : la consommation d'éthanol obtenu à partir de betteraves et de blé a progressé de 38.500 tonnes à 92.550 tonnes (soit une croissance de 140 %) et la consommation d'esters d'huile végétale de colza et de tournesol a évolué de 64.400 tonnes à 308.600 tonnes (soit une progression de 380 %), selon l'ADEME. Selon la même source, en 2001, 400 000 tonnes de biocarburants (dont 308 000 tonnes de biodiesel) ont été consommées en France, soit 1 % de la consommation française de carburants. En 2002, la France, qui se situe au deuxième rang européen, a produit au total 365 000 tonnes de biodiesel, mais *seules 317.500 tonnes ont été utilisées en tant que biocarburant, ce volume constituant le contingent maximum actuellement autorisé* (le reste de la production ayant été exporté ou utilisé en lipochimie). Il faut noter cependant que la filière est actuellement dans l'attente d'un nouvel agrément de 70.000 tonnes par an qui devrait rapidement permettre d'accroître la production. La France produit en outre actuellement 90.500 tonnes de bioéthanol par an. Cette production est assurée à 70 % à partir de betteraves et à 30 % à partir de blé, pour être ensuite transformée en ETBE. Les instances communautaires ont largement souligné la nécessité d'accroître la pro-

duction de biocarburants. Ainsi, selon les préconisations du Livre blanc sur les énergies renouvelables, adopté par la Commission européenne le 26 novembre 1997, l'objectif pour 2010 consistait à substituer à 12 % de l'énergie consommée par l'Union européenne des énergies renouvelables. Dans cet objectif, les biocarburants devaient représenter 2 % de la demande à l'horizon 2010. Par la suite, le Livre vert de la Commission européenne du 29 novembre 2000 a fixé un objectif de 7 % de biocarburants pour 2010 et de 20 % en 2020 pour l'ensemble des carburants de substitution.

L'Union européenne a par ailleurs récemment fait le choix d'un renforcement de la production de biocarburants, avec la directive du Parlement européen et du Conseil du 8 mai 2003 visant à promouvoir l'utilisation de biocarburants ou autres carburants renouvelables dans les transports. Celle-ci fixe en effet aux Etats membres des objectifs de référence pour la consommation de biocarburants, qui sont au minimum de 2 % de l'essence et du gazole routiers d'ici le 31 décembre 2005 et de 5,75 % pour le 31 décembre 2010 . De 1924 à 1974, on a incorporé 10 % d'alcool à l'essence ; c'était la règle, mais elle a été supprimée sous la pression d'intérêts divers. Actuellement, la réglementation permet d'incorporer des dérivés d'esters méthyliques, mais pas d'alcool éthylique. Aux USA, la moitié des Etats incorporent directement de l'alcool dans la limite autorisée de 10%. En Europe, seuls deux pays, la France et l'Espagne, n'autorisent pas encore l'incorporation directe d'alcool. De ce fait, la France risque de rester le seul et dernier pays à conserver cette réglementation, alors que l'ADEME a mis en évidence l'avantage de l'incorporation d'alcool pour réduire l'effet de serre et que, sur le plan technique, aucune autre solution ne se profile avant quinze ans – les véhicules à piles à hydrogène ne seront disponibles, au mieux, que vers 2020.

L'homme, agent climatique inattendu, a modifié le climat au détriment de son bien-être sur Terre. Il doit aujourd'hui faire face à ses responsabilités. Aura-t-il maintenant la volonté et la capacité d'enrayer à temps les conséquences les plus négatives de sa quête accélérée d'abondance dans un monde fini ?

Marcel DENEUX

¹ cf. : Rapport DENEUX adopté par l'OPECST en juillet 2000, *Les changements climatiques en 2025, 2050, et 2100* (Assemblée nationale n°3603 ; Sénat n°224).

La loi de la jungle

par Jean-Marie PELT

Nous remercions l'auteur et les éditions Fayard qui nous ont autorisé à reproduire le chapitre 22 "Regards sur de lointains futurs" du livre venant de sortir, intitulé "La loi de la jungle".

Tandis que violence et agressivité s'étalent chaque jour sur nos écrans comme la fine fleur de notre culture, portées aux nues et semées aux quatre vents par la production cinématographique et télévisuelle d'outre-Atlantique, partout des hommes et des femmes s'emploient à en contrarier les funestes effets.

Et l'on se prend à se poser tout de go cette simple question : mais pourquoi donc accepter de tels déferlements ? Ce à quoi le "politiquement correct" répondra sans hésiter : parce qu'il est interdit d'interdire, de censurer - et, de surcroît, de s'en prendre à la liberté du commerce. Ainsi, les œuvres ultraviolettes déferlent sans restriction tout simplement parce que leur commerce rapporte plus d'argent que les autres.

Aux parents donc de protéger, d'éduquer leurs enfants, de porter une attention vigilante aux programmes qu'ils ingurgitent. Lourde charge, en vérité, qui les contraint à exercer une veille permanente sur ce que regardent et consomment leurs petits. Mais quel soulagement pour eux si on en limitait la production ou la diffusion en amont ! Car comment réduire la violence omniprésente si ce n'est en s'engageant dans une véritable révolution culturelle mettant davantage en avant les valeurs de respect, de tolérance et de solidarité ? Demain, peut-être ? Car les cultures changent et demain sans doute sera autre.

Dans le même temps, des comportements altruistes, tendres et amènes se développent, débordant les limites de notre espèce. On voit avec quel soin sont traités les oiseaux mazoutés sur nos plages souillées par les marées noires.

Par ailleurs, beaucoup reportent leur affection sur des animaux souvent peu aptes au mode de vie des bêtes de compagnie. Voici que jardins et appartements se peuplent de serpents, d'iguanes, de perroquets, de chiens de prairie - ces écureuils qui "aboient" -, de singes ou de tortues. Après tout, disent-ils, pourquoi ne point les domestiquer comme on fit jadis des chevaux, des chiens et des chats, et s'en faire dès lors des amis ? Mais les choses ne sont pas aussi simples : ces "nouveaux compagnons" sont capturés en pleine nature sans tenir compte des mesures de protection dont ils bénéficient. Ils font l'objet d'un commerce illégal, presque aussi lucratif que celui de la drogue. Ce soudain engouement pour des animaux souvent fort éloignés de nous a peut-être un sens caché qu'il convient de décrypter. Notre empathie pour de nouvelles espèces non encore domestiquées annoncerait-elle de nouvelles alliances que les hommes voudraient contracter avec elles ? Seraient-ce les prémisses d'une nouvelle vague de domestication, ou seulement un aspect "ludique" des relations que nos sociétés technologiquement avancées prétendent nouer avec une nature dont elles ne savent plus grand-chose ? Si tel est le cas, l'avenir de ces animaux risque d'être bien incertain...

Parallèlement, beaucoup se veulent végétariens. Tuer les animaux pour les manger leur pose problème. Le carnivore, l'omnivore deviendrait-il herbivore ? Nos ancêtres australopithèques étaient végétariens, ainsi qu'en témoigne l'usure de leurs dents. La nourriture carnée n'apparaît qu'avec l' *Homo habilis*, il y a deux millions et demi d'années. Peut-on imaginer dans un lointain futur une évolution inverse vers le végétarisme, cette fois dictée par une conscience accrue de notre proximité avec le monde animal ? On sait que les plantes suffiraient à nous nourrir. Dès lors, pourquoi élever des bêtes pour les tuer ? Nous contenterons-nous un jour d'élever des vaches pour leur lait et des poules pour leurs œufs, en réduisant du même coup le lourd tribut que font peser sur le monde animal nos comportements de prédateurs ? La mode du McDonald et de ses hamburgers recule aux Etats-Unis même et ailleurs, jusque chez les jeunes. On en revient aux fruits et aux légumes, avec la bénédiction des diététiciens et des nutritionnistes.

Cette décote du steak par rapport aux simples fruits de la terre nous ramène à des croyances très anciennes liant l'agressivité à la nourriture. Dans *La Pensée sauvage*¹, Claude Lévi-Strauss évoque les traditions légendaires des Indiens Osage dont les ancêtres étaient à l'origine divisés en deux groupes : "l'un, pacifique, végétarien [...] l'autre, belliqueux, carnivore". Il rejoint là

¹ Claude Lévi-Strauss, *La Pensée sauvage*, éd. Plon, Paris, 1962.

une série de croyances et de traditions, repérées ici et là, selon lesquelles la nourriture carnée s'accompagnerait d'une plus grande agressivité.

Toujours dans cette mouvance, la souffrance animale est dénoncée et devient même insupportable à beaucoup. Car la conscience humaine s'affine, et l'éthologie nous révèle combien les animaux nous ressemblent. Nous sommes ici loin de Descartes et de Malebranche qui les prenaient pour de simples machines. L'empathie envers les animaux grandit et l'on peut rêver à des lointains futurs où nous n'en mangerons plus ; mieux encore : à des avancées de la domestication telles qu'ils deviendront nos compagnons familiers. Car des liens surprenants peuvent se nouer entre espèces éloignées, voire ataviquement ennemies. Il advient même que le prédateur sympathise avec sa proie.

L'information nous vient de Nairobi, au Kenya ; elles date de décembre 2002. La lionne Kamuniac - *la Bénie*, en langue locale - était devenue célèbre, depuis quelques mois, pour avoir offert aide et affection à un bébé oryx : cette petite antilope vivait en amitié avec elle. Une relation hors normes qui dura deux semaines, avant que le bébé adopté ne finisse dévoré par un autre lion. Mais la lionne, obstinée, persista et adopta aussitôt un deuxième bébé oryx ! Pour épargner à celui-ci le sort du premier, les gardiens du parc décidèrent de les séparer et de transporter l'antilope dans un orphelinat pour animaux, à Nairobi. Entêtée, la lionne adopta alors son troisième bébé auquel elle témoigna la même affection. Mais, cette fois, l'attention se porta sur la mère naturelle du bébé qui, restant à proximité de cet équipage inédit, profitait des absences de la lionne pour donner la tétée à son petit. Puis elle le récupéra et l'emmena loin du lieu où le gardait la lionne... Le même manège se reproduisit jusqu'à l'adoption du sixième bébé. Car, chaque fois, la mère antilope, se tenant à l'écart, parvenait à récupérer son petit qu'elle continuait d'allaiter dès que la lionne avait le dos tourné. On sut alors que cette lionne était stérile : incapable d'adopter un lionceau qu'aucune mère lionne ne lui eût concédé, elle jetait son dévolu sur de petites antilopes. Ce faisant, elle détruisait le tabou des déterminismes rigoureux qui assujettissent la proie au prédateur.

Une lionne dispute à leurs mères naturelles de petites antilopes pour les couvrir de son affection : un déni absolu aux lois mémorielles de la prédation ! Le triomphe de l'amour sur la mort.

On se prend dès lors à rêver à ces temps eschatologiques où l'empathie finirait par avoir raison de l'agression... Un monde nouveau où le mythe prend corps, celui qu'évoque Isaïe, le prophète, mais aussi le poète déjà évoqué dans

La Terre en héritage² : Le Lion vivra avec l'agneau ; le tigre gîtera près du chevreau ; le veau, le lionceau seront nourris ensemble, et un enfant les conduira. La vache et l'ours auront même pâture, leurs nouveau-nés étroitement mêlés. Le lion et le bœuf mangeront de la paille. Le nourrisson jouera près du repaire du cobra et, dans l'ancre de la vipère, il plongera la main.

Sur toute la montagne sainte, plus de méfaits et plus de violence³.

Jean-Marie PELT

Jean-Marie Pelt avec la collaboration de Franck Steffan. Ed. Fayard, 2003, 18 euros

² J.-M. Pelt, *La Terre en héritage*, Fayard, Paris, 2000.

³ Isaïe, XI, 6-8.

Environnement d'autrefois

Francis Jammes

LA PETITE VIEILLE

Une brebis perdue sur la mousse a bêlé,
Voici midi. C'est l'heure où il me faut aller
Cueillir, pour composer des baumes salutaires,
Les rameaux endormis des plantes vulnérables.
Leurs feuilles assombries dorment dans les fourrés
Où la couleuvre lisse et froide s'est nouée.
Le long du vif ruisseau sableux je cueillerai
La menthe, dont l'odeur s'écrase sous les doigts.
Dans la chaude prairie où le vent fait de l'ombre
Poussent le lychnis rose et l'oseille sauvage,
Qui pourpre et cannelée, berce sa tige longue.
La grande-marguerite est une jeune fille,
Le renoncule est l'œil doré de la prairie,
Et le myosotis est l'œil bleu du ruisseau.
Le pissenlit est la quenouille du cri-cri,
Les asphodèles sont les cierges du soleil,
Les pervenches sont des étoiles qui ont poussé,
L'Iris est un oiseau penché sur la rivière.
Les chèvrefeuilles sont les lèvres de la haie,
Et l'églantier tremblant les joues de fiancées.

Fiscalité et protection de l'environnement

par Yves MARTIN

La taxe est bien plus efficace que le règlement, quand on veut modifier les comportements. Taxons donc là où il faut et créons des péages urbains.

O n ne pourra porter la protection de l'environnement au niveau nécessaire que si on sait optimiser les mesures prises pour en réduire le coût. On ne fera accepter ce coût que si chacun peut avoir l'assurance que le même effort est demandé aux autres et si la protection de l'environnement n'introduit pas de distorsion de concurrence dans un marché mondialisé. L'optimisation indispensable de la protection de l'environnement ne peut être obtenue qu'en substituant des taxes, aux règlements actuels, chaque fois que c'est possible : la réduction des pollutions de l'air et de l'eau, la lutte contre le bruit, l'économie des matières premières non renouvelables relèvent de cette approche, seules les questions de sécurité, des installations et des produits y échappent.

Pas de règlements tatillons : des taxes

Notre développement économique est performant, par ce qu'il est porté par les mécanismes du marché ; la protection de l'environnement est quant à elle obstinément organisée selon les méthodes de la planification à la soviétique. Si la confrontation entre développement et protection continue à opposer deux compétiteurs qui jouent sur des registres aussi différents, il n'y aura pas de « développement durable ». La protection de l'environnement ne peut être efficace que si elle s'insère dans les mécanismes du marché en les corrigeant par des taxes, ajoutées aux prix et représentatives des atteintes à l'environnement qui sont liées au fonctionnement d'une installation ou à l'utilisation d'un produit. Les règlements sont des décisions centralisées prises par une administration qui ne peut pas connaître le coût des mesures qu'elle impose à chaque pollueur ; le coût, par unité de polluant évité, est très différent pour les divers pollueurs. Pour obtenir un résultat donné, il serait globalement

beaucoup moins coûteux de demander à chacun de mettre en œuvre les réductions de pollution dont le coût marginal soit le même pour tous. La taxation suscite, au contraire, toutes les initiatives décentralisées les moins coûteuses dont le coût unitaire est inférieur au montant de la taxe qui s'applique à tous. L'approche fiscale présente en outre l'avantage d'être moins coûteuse à mettre en œuvre que le contrôle des règlements qui exige toujours plus de fonctionnaires. Nous continuons, néanmoins à privilégier l'approche réglementaire par ce qu'il est politiquement beaucoup plus facile d'édicter un règlement qui cache son coût que d'instaurer une taxe qui affiche le sien.

Trois fiscalités écologiques devraient notamment être créées ou développées : la taxation de l'énergie, la taxe sur les carburants et le péage urbain.

La taxe sur l'énergie

Taxer l'énergie fossile. Maîtriser le changement de climat, en stoppant l'augmentation de la concentration en gaz à effet de serre de notre atmosphère, ne sera possible que si nous savons diviser par deux les consommations d'énergie fossile de la planète responsables de nos émissions de CO₂. Compte tenu de la croissance inévitable et légitime des émissions des pays en développement, les pays industrialisés doivent se fixer pour objectif de diviser par 4 leurs propres émissions dans les 50 ans qui viennent.

Atteindre cet objectif n'est possible que par un infléchissement, progressif et programmé à long terme, des comportements de chacun et des techniques développées par nos entreprises. Seule la mise en place d'une fiscalité sur l'énergie fossile peut organiser cette évolution. Son taux devrait croître de façon programmée pour atteindre, au minimum, 150 euros par tonne de carbone dans 10 ans et 300 dans 20 ans ¹. Cette fiscalité doit être instaurée au niveau européen pour ne pas introduire de distorsions injustifiées au sein du marché unique. Contrairement à ce qui est dit parfois, cette fiscalité n'aurait pas les effets néfastes d'un choc pétrolier : elle resterait dans l'économie des pays qui l'institueraient, elle serait progressive et programmée, permettant ainsi l'adaptation au moindre coût de nos infrastructures, de nos technologies et de nos comportements. Elle ne serait pas non plus un accroissement des prélèvements obligatoires ; elle permettrait d'abaisser d'autres impôts générateurs d'effets pervers pour notre économie.

Cette économie est fondée sur les deux facteurs de production majeurs que sont la main-d'œuvre et l'énergie fossile. La main-d'œuvre est renouvelable,

¹ Une tonne de pétrole coûte aujourd'hui 185 euros.

nous en importons très peu et sa non utilisation est génératrice des coûts budgétaires et sociaux du chômage ; l'énergie fossile n'est pas renouvelable, nous l'importons en quasi totalité et son utilisation est génératrice des coûts futurs du changement de climat ². Or 38% de nos prélèvements obligatoires sont aujourd'hui assis sur les salaires (cotisations sociales, taxe sur les salaires, taxe d'apprentissage, 1% logement, versement transport...) et 3,5% seulement sur l'énergie fossile (taxe sur les carburants évoquée ci-dessous). Une taxe sur l'énergie devrait être utilisée à baisser les prélèvements sur les salaires, remplaçant une incitation à économiser la main-d'œuvre (et donc à créer du chômage) par une incitation à économiser l'énergie : non seulement cette taxe ne serait pas une augmentation des prélèvements obligatoires, mais elle permettrait de les diminuer en réduisant le coût budgétaire du chômage ³.

Gaspillage dans le transport

Réguler la mobilité. La mobilité est un facteur de liberté et la liberté n'a pas de prix, mais la mobilité a un coût élevé pour la collectivité ; les coûts collectifs induits par les transports, principalement par les transports routiers, sont multiples : coûts des infrastructures, des accidents et des atteintes à l'environnement tels que le bruit, l'effet de coupure dû aux infrastructures, la pollution locale de l'air et la pollution globale évoquée ci-dessus. Les tarifs, les péages et les divers impôts spécifiques du secteur transport (taxe sur les carburants, taxe à l'essieu, taxe sur les voitures de sociétés...) sont très loin d'équilibrer les coûts externes de notre mobilité. En subventionnant la mobilité des marchandises et des personnes, nous provoquons une demande de transports qui excède leur utilité sociale réelle et nous orientons, de façon peu réversible, l'organisation de nos villes et du territoire, dans une direction qui accroît toujours plus la consommation de carburants ⁴. Le bilan doit être fait d'une part pour les transports interurbains et d'autre part pour les transports en agglomération .

Dans les transports interurbains, l'automobile à essence paie ce qu'elle doit, mais c'est loin d'être le cas de l'automobile diesel et surtout du transport routier de marchandises qui ne paierait tous ses coûts, que si la taxe sur le gazole était multipliée par 2 ou 2,5. Cette sous-tarification, s'est aggravée depuis 1985, alors que la prise en compte de l'effet de serre aurait dû nous inciter à la réduire et que la baisse du prix du pétrole constituait une opportunité pour le faire : depuis 1985, les prélèvements spécifiques annuels sur les usagers de

² Si ce n'est les coûts présents des phénomènes extrêmes dont la fréquence a peut être déjà augmenté : tempêtes, inondations, sécheresses.

³ 50 G euros.

⁴ De 1980 à 2000, notre pays a su diminuer de 18% ses émissions totales de CO₂ mais celles des transports ont augmenté de 53% et représentent aujourd'hui 40% de l'ensemble.

la route ont baissé de 4,26 G euros, sous l'effet de la baisse du taux de TVA sur les automobiles neuves, de la suppression de la vignette et de la récupération de la TVA sur la TIPP du gazole à usage professionnel. On dit souvent, à tort, que la suppression de cette sous-tarification, ne changerait pas grand chose à nos consommations de carburants ; ceux qui le pensent, sous-estiment la sensibilité au prix de la demande de transport.

A très court terme, un relèvement du prix des carburants n'induit, il est vrai, qu'une réduction faible, en moyenne, de l'usage que chacun fait du véhicule qu'il possède (la réduction immédiate de consommation provoquée par une augmentation de 10% de ce prix, est seulement de 3%). Mais, si l'augmentation est durable, nombreux sont ceux qui en tiendront compte pour choisir, tous les 5 ans, leur nouvelle voiture parmi les modèles présents sur le marché ; 3 ans plus tard, les constructeurs sortiront des modèles plus économes utilisant les technologies déjà disponibles, puis ils réorienteront leurs recherches sur des technologies nouvelles qui interviendront ultérieurement ⁵.

Sur un autre plan, à l'occasion d'un déménagement rendu nécessaire par un motif quelconque, les choix de localisation (parmi les logements disponibles) seront infléchis par le coût des transports. Les collectivités tiendront compte du coût d'usage prévisible des véhicules particuliers pour développer des transports collectifs en site propre, très longs à mettre en œuvre. L'implantation des constructions nouvelles sera enfin modifiée si le signal donné par le prix des transports est fort et crédible dans la longue durée. L'organisation de la production industrielle et l'aménagement du territoire seront aussi modifiés ; la sous-tarification des transports routiers n'a-t-elle pas par exemple, étendu indûment l'hinterland de Rotterdam au détriment des ports français ?

Pour apprécier l'impact à très long terme du prix des transports sur la consommation de carburants il faut observer que les USA, qui n'ont jamais taxé les carburants, consomment 3,5 fois plus de carburant routier par habitant que nous. Ce résultat a été atteint sans freiner le développement de notre économie et sans nuire à la compétitivité de notre industrie automobile qui est, au contraire très bien placée sur le marché mondial.

Comme pour la taxation de l'énergie au titre de l'effet de serre, c'est au niveau de l'Europe que nous devons susciter le relèvement programmé de la taxe sur les carburants, en nous inspirant de la politique du Royaume-Uni qui

⁵ La stabilité de l'écart de taxe entre l'essence et le gazole, plus élevé en France que chez ses voisins, n'est pas étrangère à la supériorité acquise par les constructeurs français, sur leurs concurrents étrangers en matière de moteur diesel.

a mis en œuvre depuis 1993 une augmentation annuelle systématique de cette taxe (en monnaie constante) : dans ce pays, la taxe sur le gazole, supérieure à la nôtre de 28% en 1993, l'est aujourd'hui de 78%.

La ville n'est pas une autoroute

La gratuité de l'usage de nos rues par les automobiles constitue une subvention à la mobilité très supérieure à celle observée pour les transports interurbains ; elle est injustifiée et a des conséquences perverses sur l'évolution de notre urbanisme. L'automobile est responsable du coût élevé des transports collectifs urbains ; soit en effet ces transports collectifs s'enterrent pour échapper à la congestion engendrée par l'automobile ce qui coûte très cher en investissement, soit ils restent en surface et subissent la congestion, qui accroît leur coût d'exploitation et diminue leur attractivité. Simultanément, les automobilistes bénéficient de toute amélioration des transports collectifs qui leur enlève des concurrents : 10 % de véhicules en moins permettent de passer d'une congestion sévère à une circulation fluide.

Enfin, l'ajustement de l'offre et de la demande pour l'utilisation de nos rues se fait par le mécanisme de la file d'attente ; *un embouteillage n'est en effet rien d'autre qu'une queue*, comme il y en avait devant les magasins vides de l'ex Union Soviétique. Dans tous les autres domaines de notre organisation économique, nous savons bien que, pour ajuster l'offre à la demande sans gaspillage (c'est-à-dire sans perte collective), on utilise les prix : nous économiserons beaucoup de carburant et de temps, le jour où l'utilisation de l'automobile en ville sera régulée par un péage.

Les automobilistes urbains sont donc responsables d'une part importante du coût des transports collectifs, ils bénéficient de ces transports et auraient intérêt à une régulation de la concurrence qu'ils se font entre eux par un péage ; or jusqu'ici, pour subventionner les transports collectifs, c'est à ceux qui créent des emplois que l'on demande une contribution, par le versement transport, non aux automobilistes, par un péage.

Les économistes nous enseignent que le péage qui conduit à optimiser l'usage d'une voirie fortement congestionnée, est égal au coût de développement de la surface offerte à la circulation. Pour augmenter cette surface, nous investissons dans des parcs de stationnement souterrains qui permettent de réduire le stationnement sur la voirie ; le coût de ces parcs, rapporté au véhicule x km supplémentaire rendu possible, est de 0,3 à 0,45 euro, soit 6 à 9 fois plus que la taxe sur le carburant. Face à la concurrence de l'automobile, pour

maintenir une attractivité suffisante des transports collectifs, les usagers de ces derniers paient eux-mêmes le tiers de ce qu'ils coûtent.

La subvention que nous accordons aujourd'hui à la mobilité urbaine est donc considérable : subvention implicite pour l'automobile qui bénéficie de la gratuité de nos rues et explicite pour les transports collectifs dont l'impôt doit équilibrer les comptes. Compte tenu de la décroissance rapide du prix des terrains quand on s'éloigne du centre ville, cette subvention à la mobilité crée une incitation très efficace à habiter loin, dans un urbanisme de moins en moins dense où les déplacements sont de plus en plus longs et où l'on ne peut plus organiser de transports collectifs ⁶.

On doit souligner que la taxation de la main-d'œuvre, déjà évoquée, a elle aussi des effets pervers sur notre développement urbain : pour la distribution d'une même marchandise (du lieu de production, au domicile du consommateur), le supermarché en centre ville crée deux fois plus d'emplois et consomme deux fois moins de carburant que l'hypermarché en périphérie. De la même façon, pour le transport d'un passager sur 1 km, l'autobus crée deux fois plus d'emplois et consomme deux fois moins de carburant que la voiture particulière. En taxant la main-d'œuvre et en subventionnant la mobilité, nous avançons artificiellement l'hypermarché en périphérie et l'automobile au détriment de leurs concurrents qui permettent d'économiser de l'énergie.

D'autres politiques publiques sont des incitations perverses à dé-densifier l'urbanisme : la taxe de publicité foncière décourage les changements de résidence qui permettraient de réduire la distance domicile travail ; le fait de déduire du revenu imposable les frais de déplacements et non le coût du logement avantage ceux qui font le choix de se déplacer plus pour trouver un logement moins cher ; l'aide à l'accession à la propriété encourage les ménages à revenus modestes à investir là où leur capacité d'emprunt le leur permet, c'est-à-dire là où le terrain est le moins cher, mais le coût des transports le plus élevé...

On peut penser que l'urbanisme, de moins en moins dense, que nous bâtissons tous les jours, n'est pas le fruit légitime d'une préférence profonde des Français pour le pavillon isolé et pour l'automobile, mais le résultat de *la perte d'aménité du centre-ville* dont les rues ont été abandonnées gratuitement à l'automobile et de diverses politiques publiques qui avantagent insidieusement la dispersion de la ville. Nous ne pouvons continuer à développer tous

⁶ Dans la région Ile de France, les ménages de la périphérie consomment 4 fois plus de carburant que ceux de Paris.

les jours, à la périphérie de nos villes, un urbanisme invivable sans automobile alors que le centre-ville est rendu invivable par l'automobile.

Un péage urbain est la seule façon de réorienter notre développement urbain ; la révolution culturelle qu'il représenterait est bien moindre que celle qui a consisté, il y a 30 ans, à instaurer le stationnement payant sur la voie publique. Comment gérerait-on nos villes si le stationnement payant n'avait pas été inventé à Paris en 1968 ?

Un péage ne sera pas anti-social, s'il s'accompagne d'un fort développement des transports collectifs, au bénéfice de ceux qui n'ont pas accès à l'automobile (parce que trop pauvres, ou trop jeunes, ou trop vieux) et s'il sert à acheter des terrains mieux situés pour les logements sociaux. Il y aura sans doute des "cas sociaux" à traiter, parmi les ménages que l'on a encouragé à habiter loin. Des procédures d'exemption, au moins temporaires, seront nécessaires ; notre société a déjà affronté un tel problème dans d'autres domaines, elle devrait pouvoir le faire si c'est nécessaire pour mettre en place le péage urbain.

Yves MARTIN

Mme de Sévigné à Mme de Grignan

« Je pensai pleurer en voyant la dégradation de cette terre. Il y avait le plus vieux bois du monde ; mon fils, dans son dernier voyage, lui a donné les derniers coups de cognée. Il a encore voulu vendre un petit bosquet qui faisait une assez grande beauté, tout cela est pitoyable ».

Vous avez dit politique de l'environnement ?

par Corinne LEPAGE

*L'économie n'est qu'un sous-système de l'écosystème écologique. Qui le sait ?
Qui le dit ?*

Ya-t-il une politique de l'environnement en France ? La vérité consiste à dire que le grand écart est chaque jour plus important entre les propos et la posture du président de la République, défenseur d'un développement durable version hard : « la maison brûle et nous regardons ailleurs » et la politique menée par le Gouvernement. Mais il ne s'agit que d'une communication, voire même parfois d'une véritable publicité mensongère ; ainsi, à propos de la pollution par l'ozone et de l'annonce du plan censé faire respecter les directives communautaires qui, en réalité, ne prévoit de mesures qu'à partir d'un seuil quasiment jamais atteint et en violation de nos obligations communautaires.

Un ministère en trompe-l'œil

Au-delà, la régression apparaît générale. Tout d'abord, le ministère de l'Environnement a abandonné des pans entiers de sa compétence qui préfiguraient le développement durable. En définitive, le ministère de l'Environnement ne s'est jamais aussi peu investi dans le développement durable que depuis qu'il existe un secrétariat d'Etat à cet effet. Tous les sujets d'interface avec les autres ministères qui nécessitent précisément un arbitrage entre le long et le court terme, l'intérêt économique, l'intérêt social et l'intérêt environnemental ont en réalité quitté l'avenue de Ségur.

Outre l'aménagement du territoire, séparé de l'environnement qui opte désormais pour une démarche expressément anti-environnementale (la DATAR est aujourd'hui le promoteur du détricotage de la loi Littoral), certains sujets phares n'entrent apparemment plus dans les centres d'intérêt du

ministre de l'Ecologie. A commencer par l'axe santé environnement, qui appartient pourtant à la compétence du ministre de l'Environnement depuis que je l'y ai fait inscrire en 1995. A aucun moment, on a entendu la ministre de l'Ecologie s'intéresser à la Directive Reach sur les produits chimiques, destructeurs de la santé humaine (en particulier les pesticides), communiquer sur les conséquences des pics d'ozone au regard de la mortalité durant la canicule (le rapport publié par l'ADEME (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie) est relativement accablant pour la Ministre) ou encore, s'intéresser à la présence d'hormones ou d'antibiotiques dans les eaux.

Le sujet des organismes génétiquement modifiés, qui est censé être co-géré entre le ministère de l'Agriculture et celui de l'Environnement (au moins au stade de la Commission du génie bio-moléculaire) n'intéresse visiblement pas davantage la Ministre puisque aucun représentant des associations de l'environnement n'y siège depuis deux ans, pas plus du reste que de représentant des associations de consommateurs.

La question de la pollution des mers a été largement abandonnée au secrétariat d'Etat aux transports et celle des conséquences environnementales de l'agriculture intensive n'est visiblement pas à l'ordre du jour. Aussi, le ministère de l'Environnement est désormais redevenu ce qu'il était à la fin des années 80, celui de la nature et des risques, oubliant le principe d'intégration dans les autres politiques publiques qui constitue pourtant un des principes fondateurs de l'Union européenne.

En même temps, le ministère de l'Ecologie s'est coupé du monde associatif puisque celui-ci a été la principale victime des purges budgétaires. Les licenciements se sont multipliés, y compris dans les associations gérant un service public comme Réserves Naturelles de France. France Nature Environnement est aujourd'hui exsangue, la politique étant volontairement poursuivie non pas tant pour des raisons budgétaires que par volonté de priver les associations de moyens leur permettant de s'opposer en saisissant le juge à des décisions prises en violation flagrante du droit de l'environnement.

Conséquences attendues

Cette politique a trois conséquences particulièrement fâcheuses sur le moyen et le long terme. Outre les conséquences en terme d'emploi, elle a eu pour effet de rendre très difficile, voire impossible, toute action efficace du monde associatif français, laissant à Greenpeace et WWF, associations dont le travail est par ailleurs incontestable, le monopole de la défense de l'environnement.

Le second effet de cette politique a été de déconnecter totalement le monde associatif du ministère de l'Environnement, dont il était pourtant un soutien et un allié, et de renforcer l'idée désormais largement répandue que la Droite est incapable de mener une politique environnementale et associative. Pour le long terme, cette politique conduira à rendre de plus en plus virtuel un droit de l'environnement que les associations ne pourront pas faire sanctionner par le juge et par voie de conséquence, à accroître le sentiment de frustration d'une grande partie de nos concitoyens. Enfin, et ce n'est pas le moins négligeable, ce type de politique vise à supprimer tout contre-pouvoir et constitue un danger particulièrement grand dans le domaine de l'environnement et de la santé où les actions de prévention et de précaution s'avèrent particulièrement indispensables.

Cette politique régressive s'est aussi traduite dans les textes. Plusieurs amendements parlementaires, acceptés par le Gouvernement, ont ainsi conduit à écorner un certain nombre de nos grands textes législatifs et notamment les lois de protection de la montagne et du littoral, un véritable détricotage de la loi Littoral étant aujourd'hui en gestation. La loi sur l'eau a été abandonnée et si la Ministre pense y revenir, des mesures ne sont durant ce temps pas prises, ne serait-ce que pour permettre à notre pays de respecter ses engagements communautaires. Les arrêts de condamnation de la France pour non respect de la directive nitrate et plus généralement des textes communautaires s'accumulent.

La loi sur l'air n'est toujours pas appliquée ; le plan climat sans cesse annoncé est reporté et, dans sa version actuelle, sa faiblesse est extrême alors même qu'il est désormais généralement admis, en particulier après l'épisode de cet été, que la question du changement climatique est bien devenu un sujet majeur. Ce plan climat, préparé sous la direction de Dominique Dron, présidente de la mission Effets de serre, est d'une structure tout à fait remarquable ; malheureusement, la commande a été de ne proposer que des mesures qui ne coûtent rien et d'éviter tous les sujets délicats, qu'il s'agisse des déchets ou du transport. Dans ces conditions, il est bien peu probable que la France soit à même de respecter ses engagements en terme de réduction de gaz à effet de serre en 2010.

Enfin, dans le domaine du nucléaire, sujet retiré purement et simplement au ministère de l'Environnement, censé pourtant cogérer l'industrie nucléaire, après un pseudo-débat destiné à légitimer l'EPR, solution inutile et coûteuse, l'intervention en plein mois d'août d'un arrêté classant secret défense toute

information concernant les matériels nucléaires, constitue incontestablement une régression grave et une atteinte à tous les textes internationaux et communautaires, sans parler de la loi française assurant le droit à l'information dans le domaine de l'environnement. L'environnement, par définition, implique un droit à l'information reconnu par de nombreuses conventions internationales, dont la Convention d'Aarhus ratifiée par la France et publiée, et un droit d'accès à la justice. Depuis plusieurs mois, la politique de l'environnement menée dans notre pays tente à revenir sur l'un et sur l'autre.

La Charte de l'Environnement

Reste la question de la Charte de l'Environnement. Tout défenseur de l'environnement ne peut qu'être favorable à l'élaboration d'une charte reconnaissant un droit constitutionnel à l'environnement, droit qui existe déjà dans de très nombreuses Constitutions de par le monde. La question est celle du contenu de ce droit. Si la reconnaissance d'un droit constitutionnel à l'environnement ne s'accompagne pas de la définition des principes fondateurs du droit de l'environnement, la situation juridique finale sera moins favorable que ce qu'elle était antérieurement. De plus, dans la mesure où les traités de l'Union européenne reconnaissent ces principes fondateurs, le conflit serait patent.

La copie sortie de la Commission Coppens et du ministère de l'Environnement n'était pas acceptable. En effet, non seulement elle ne proposait aucune innovation, mais de surcroît elle n'admettait ni le principe pollueur-payeur, ni le principe de précaution. Le président de la République a fait modifier le texte en y insérant deux innovations fondamentales : la reconnaissance d'un droit individuel à un environnement qui ne nuise pas à la santé, ce qui établit le lien santé environnement, et la reconnaissance du principe de précaution. Malheureusement, cette charte pêche encore sur deux points et les menaces que fait planer sur son adoption, la majorité UMP, sont considérables. Deux points majeurs manquent : le principe pollueur-payeur puisqu'il ne s'agit que d'une simple contribution à la réparation du dommage (c'est ce qui existe, avec le succès que l'on connaît, pour les pollutions marines) et l'étendue du principe de précaution, réduit à sa plus simple expression puisqu'il ne concerne que les personnes publiques, et il se limite à l'environnement, sans prendre en considération la santé. Il va de soi que si le socle minimum de la charte n'était pas maintenu en l'état actuel, il serait bien évidemment très préférable qu'elle ne soit purement et simplement pas votée. D'une part, elle n'apporterait sur le plan juridique aucune avancée, mais plutôt un recul ; d'autre part, elle constituerait un principe qui trompe l'opinion publique.

Le développement durable pour fédérer le monde

Ce constat est d'autant plus regrettable que les enjeux de société sont aujourd'hui précisément ceux du développement durable conçus non pas comme un moyen de supprimer la contrainte environnementale, comme certains le croient, mais comme un moyen de régler le plus intelligemment possible les conflits. Le développement durable n'est pas la forme de consensus mou sur lequel tout le monde se met d'accord dès lors qu'il s'agit de lier l'économique, le social et l'environnemental et d'en faire de la publicité, qu'elle soit commerciale ou politique. Le développement durable est un outil de gestion des conflits et des intérêts, entre le court et le long terme, entre les pays du Nord et les pays du Sud. Il constitue aujourd'hui, en réalité, le seul projet politique fédérateur susceptible d'apporter des solutions viables à la crise de civilisation que nous vivons. Qu'il s'agisse d'énergie, de transport, d'agriculture, d'industrie, de gouvernance, de choix économiques, de questions politiques et géostratégiques, la question du long terme, c'est-à-dire de la capacité des ressources existantes pour permettre le développement, est posée. L'empreinte écologique est aujourd'hui l'outil le plus simple pour comprendre que *la planète utilisant chaque année 120% de ressources produites, notre développement n'est pas viable*. Autrement dit, dans une seule optique économique, il ne peut y avoir de progrès économique en continuant sur le mode de croissance que nous avons choisi.

L'éco-économie prônée par Lester Brown consiste à admettre que l'économie n'est qu'un sous-système de l'écosystème écologique. En conséquence, elle doit, par ses méthodes et ses produits, s'adapter à la résolution de la crise écologique et est en réalité la seule solution à notre disposition. Cela implique la réorganisation de notre système productif, centré sur l'éco-efficacité et les écoproduits permettant de fabriquer des produits équivalents avec quatre fois, voire dix fois moins de matières premières et d'énergie, de répondre à l'immense défi énergétique qui nous est lancé par le changement climatique.

C'est incontestablement aujourd'hui la question du transport dans les pays industrialisés qui est la question la plus préoccupante et ce sujet n'est pas traité, car il implique avant tout une redistribution des moyens entre le rail et la route et une taxation du transport aérien.

L'éco-économie s'accompagne bien évidemment d'une transformation dans les méthodes de gouvernance et d'une véritable mise en place de contre-pouvoir. Dans un ouvrage très récent « Pouvoir et contre-pouvoir à l'heure de la mondialisation », Ulrich Beck, déjà auteur du livre essentiel « La société du

risque », propose à cet égard des pistes tout à fait passionnantes qui impliquent le renforcement du politique grâce à la société civile. Ceci a dépassé les limites de l'Etat nation et constitue donc une raison supplémentaire d'une construction européenne rapide et exigeante.

En 2003, l'heure de la politique de l'environnement est passée. Dommage que la France, après avoir été en pointe sur ces sujets dans les années 70, n'ait cessé d'être la lanterne rouge de l'Europe, qu'il s'agisse de protection de la nature, de protection de la santé ou de développement d'un véritable secteur de l'industrie écologique. Aujourd'hui, c'est d'autre chose dont il s'agit. La crise écologique comme la crise de civilisation que nous vivons, ne trouveront de solution que pour autant que nous accepterons de nous changer nous-mêmes, de redéfinir notre mode de développement et de gouvernement. Plus nous attendons, plus la crise sera grave et plus les mesures à prendre seront difficiles. Il est donc urgent d'agir.

Corinne LEPAGE

Génie du christianisme
CHATEAUBRIAND

« Il y a dans l'homme un instinct qui le met en rapport avec les scènes de la nature. Eh ! qui n'a passé des heures entières, assis sur le rivage d'un fleuve, à voir s'écouler les ondes ! Qui ne s'est plu, au bord de la mer, à regarder blanchir l'écueil éloigné ! Il faut plaindre les anciens, qui n'avaient trouvé dans l'Océan que le palais de Neptune et la grotte de Protée ».

L'Europe au crépuscule ?

par Maurice BLIN

*« Aux jeunes gens, les durs travaux ;
à l'homme mûr, l'expérience et le conseil ;
à l'homme d'âge, un coeur pur
et qui se souvient des dieux »
Hésiode, poète grec du Vème siècle av. J.C.
Les travaux et les jours.*

*L'Europe est "vieille". N'est-ce pas une supériorité, comme disait Brassens,
poète plus moderne qu'Hésiode, par rapport à des "jeunes"
plus inexpérimentés...*

Dans un article intitulé « Puissance et faiblesse », Robert Kagan, l'un des inspirateurs du néo-conservatisme américain donne une interprétation qu'on pourrait appeler nietzschéenne de l'antagonisme qui opposent aujourd'hui nombre d'Européens à l'Amérique.

L'exaltation du droit dont la France s'est faite le héraut, le refus opposé à l'usage de la force pour éliminer un régime de terreur, masqueraient, selon lui, une réalité beaucoup moins brillante, à savoir l'incapacité où se trouve l'Europe parce qu'elle est faible, de faire respecter les beaux principes dont elle se prévaut. Il ne suffit pas en effet de proclamer les droits des peuples opprimés. Encore faut-il disposer des moyens et manifester la volonté de les faire respecter.

C'est ainsi que dans le conflit des Balkans, lors de la première guerre du Golfe, seule l'intervention armée des Etats-Unis a permis que soient rétablis, face à la Serbie, les droits de la Bosnie, de la Croatie ou du Kosovo et face à l'Irak, ceux du Koweït. C'est elle encore qui a contenu le terrorisme en le frappant à son coeur supposé, l'Afghanistan. Il en a été de même en Irak.

De la « vieille » Europe, pour reprendre l'expression condescendante d'un ministre du Président Bush, qui dit bruyamment le droit et de l'Amérique qui met sa force à son service, c'est bien cette dernière qui est son vrai défenseur.

Cette accusation portée contre une Europe moralisante mais impuissante comme l'est en effet souvent le grand âge, peut paraître sommaire. Cependant, si la guerre que mènent les Etats-Unis pour assurer leur sécurité mise à mal par l'attentat du 11 septembre 2001 peut se justifier, elle sert aussi à l'évidence des intérêts matériels bien réels. Entre les deux parties, l'hypocrisie est donc partagée. Tant il est vrai que la politique et la morale n'ont jamais fait bon ménage.

L'Amérique a sauvé l'Europe d'elle-même

Toutefois, l'Amérique reste aujourd'hui comme hier persuadée du contraire. Car cette conviction est le fruit de son histoire. Ses fondateurs étaient les hommes qui cherchaient une terre où ils pourraient pratiquer librement leur foi. Colonie de l'Angleterre, elle rejeta sa tutelle au nom du droit qu'elle revendiquait de se gérer elle-même. C'est encore librement que les Etats qui la composaient décidèrent de s'unir. La guerre qu'au XIX^{ème} siècle ceux du Nord menèrent contre ceux du Sud, le fut contre l'esclavage. A deux reprises au XX^{ème} siècle, ils vinrent au secours d'une Europe en proie à des conflits suicidaires puis, vingt ans plus tard, menacée par la terreur nazie. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, c'est à la même Amérique qu'elle dut d'échapper à celle du communisme. Avec le plan Marshall, celle-ci l'aida à se reconstruire. Ce fut sous son égide que fut encore créé l'OTAN en réponse à la surpuissance militaire de la Russie soviétique. C'est grâce enfin à son immense effort d'armement qu'elle lui lança comme un défi que cette dernière, incapable d'y répondre, finalement s'effondra.

Plus encore que le droit piétiné par des dictatures, c'est la force de l'Amérique qui a permis à l'Europe d'exorciser des démons qui, faut-il le rappeler, étaient nés d'elle. Sans son assistance qui lui ouvrit à nouveau le chemin de la prospérité, sans sa protection qui sauva ses libertés, l'Europe aurait été purement et simplement rayée de la carte du monde.

Ce bilan tragique n'est guère contestable. Il explique le comportement actuel de l'Amérique. Incarnation de la liberté dès l'origine, devenue son bras armé et vainqueur au bénéfice de l'Europe, elle est aujourd'hui aux yeux de ses gouvernants, plus que jamais seule face à un monde qui se partage entre des Etats soit impuissants tels ceux d'Europe, soit malfaisants. Pour suppléer les uns et se protéger des autres, elle ne peut compter que sur sa force.

Ainsi, la divergence qu'a mise en lumière le conflit irakien entre une Europe dont l'opinion a pris majoritairement parti contre la guerre et une Amérique blessée dans sa chair et dans son orgueil, s'explique par l'issue

contrastée des guerres qu'elles ont menées hier. La première a perdu les siennes tandis que la seconde les a gagnées. Et cela à leur commun bénéfice. La domination que les Etats-Unis exercent aujourd'hui sur la planète est donc moins le fait d'une volonté délibérée de puissance que la conséquence des défaillances et des erreurs tragiques de sa partenaire.

C'est pourquoi, plutôt que de la dénoncer, l'Europe serait bien inspirée de s'interroger sur les raisons de sa propre faiblesse. On ne construit pas une politique sur la jalousie ou le ressentiment. Ni sur l'exaltation, fut-elle lyrique du droit, cette arme du faible face au fort. Telle est l'éthique d'inspiration toute nietzschéenne qui est aujourd'hui celle du néo-conservatisme américain et qu'il lance comme un défi à l'Europe. Or, ici, un constat s'impose.

L'Europe frappée au coeur

Les deux guerres que celle-ci a subies au cours du XXème siècle lui ont porté un coup dont elle ne s'est jamais tout à fait remise. Les dommages matériels qu'elles ont entraînés pour la France, l'Allemagne, la Russie, pour ne parler que d'elles, ont mobilisé les forces de toute une génération. Celles-là même que les Etats-Unis physiquement épargnés par le conflit ont pu consacrer à leur propre croissance. Mais ce handicap compte peu face à la perte irréparable des vingt millions d'hommes et femmes, militaires ou civils, victimes du conflit. La disparition de la partie de sa population, la plus jeune et la plus valeureuse, l'a amputée d'un potentiel d'innovation et de créativité sans prix. Plus grave encore. Entre 1935 et 1945, les membres les plus éminents de son élite culturelle ont émigré aux Etats-Unis. Parmi eux nombre d'intellectuels juifs. Ainsi fut frappée au coeur la remarquable culture judéo-germanique qui avait tant apporté à l'Allemagne et à l'Autriche. Accueillis à bras ouverts par l'Amérique, ses représentants allaient jouer un rôle éminent dans les deux domaines qui sont devenus les éléments dominants de sa puissance : la culture - que l'on songe à Hollywood - et les armes avec la mise au point de la bombe atomique.

On ne dira jamais assez ce que cette sélection pour le meilleur a apporté à l'Amérique au cours de sa jeune et brillante histoire. Au début du XXème siècle, des émigrants venus par millions d'Europe laissèrent derrière eux, leur patrie, leurs habitudes, leurs morts pour venir chercher fortune chez elle. Beaucoup échouèrent. Mais les autres et leurs descendants adoptèrent tout naturellement la règle de la compétition qui avait consacré leurs pères. Le mirage de la liberté, le culte du vainqueur n'ont pas pâli. Au cours des vingt dernières années, une vague d'immigrants non moins importante que la première est venue cette fois d'Asie et d'Amérique du sud. Elle constitue un

apport de sang neuf, un réservoir d'ambition, un appétit de liberté, de volonté de réussir, enfin un complément de population spectaculaires. Elle témoigne d'une fidélité renouvelée à l'égard d'une société qu'elle a choisie et au sein de laquelle elle aspire à trouver sa place.

Là aussi, le contraste avec l'Europe est frappant. La fécondité de ses peuples ne cesse de fléchir. Les plus doués de ses fils résistent mal à la fascination de l'eldorado américain. Dans le même temps, la vague des immigrants venus des pays du Sud ou de l'Est, déjà haute, risque de s'amplifier encore demain en raison du tarissement de sa population active. Ceux qui l'ont d'ores et déjà rejointe sont en grande majorité de religion musulmane, c'est-à-dire membres d'une religion qui privilégie la sécurité, le rite, la protection par la famille beaucoup plus que la liberté et l'initiative individuelle. Comme Rome autrefois avait recouru aux barbares pour la défendre, l'économie européenne aura besoin des ressortissants d'une culture qui lui est étrangère pour assurer le fonctionnement de son économie. Et le choc sera rude. En effet, si les Germains, peu nombreux, sans religion ni Etat fortement établis firent rapidement leurs mœurs et les cultes de l'empire qu'ils avaient envahi, il en ira tout autrement dans l'Europe du XXI^{ème} siècle. La natalité de ses immigrants est supérieure à la sienne, leur foi plus ardente et plus assurée. Rupture démographique, disparité culturelle, tels sont les deux défis sans précédent qu'il lui faudra relever.

Cette dépendance à l'égard d'autrui est la rançon du vieillissement. Patente à l'égard de l'Amérique, elle s'accroîtra à l'égard de la main-d'œuvre qu'elle devra importer. A quoi s'ajoutera l'augmentation de la population inactive et de son poids électoral. Comme chez l'individu en proie à l'âge, l'équilibre entre le souci de la conservation et le goût de l'aventure, l'attachement à l'acquis et l'attrait du nouveau, bref entre le passé et l'avenir, risque de se rompre. De cette évolution, les effets sont déjà visibles en Europe.

Les effets de l'âge

Le premier, c'est le conservatisme dont le socialisme « à la française » en particulier est la redoutable illustration. La priorité donnée au partage de la richesse, puis du travail, la défense aveugle des « droits acquis », l'appel répété à l'Etat, symbole de stabilité caractérisent une société dont le regard est tourné vers le passé. Comme l'homme d'âge, elle devient indifférente au temps. Le financement des retraites par répartition se justifiait dans la France rajeunie des années 60 où la charge était assumée par des actifs nombreux. Or, celle-ci s'est ridée. Et l'immobilisme, cet autre signe du vieillissement, lui interdit de le comprendre. Le déséquilibre entre libéralisme et socialisme

dont la France a pâti depuis vingt ans et auquel son gouvernement actuel s'efforce laborieusement de remédier est beaucoup plus qu'un débat idéologique. Il est la conséquence et le reflet fidèle du fléchissement de la démographie.

Un autre de ses signes, c'est l'individualisme. Il avait été le ressort et le fondement du libéralisme. Il offrait à chacun la liberté de créer, d'oser, bref, de *faire*. Et cela à ses risques et périls. Or, l'individualisme contemporain est tout autre chose. Il revendique pour chacun la liberté, non plus de faire, mais *d'être*, sans règle ni contrainte, sans devoirs à l'égard de la collectivité, ce qui lui plaît. Synonyme de tolérance, il instaure en réalité le règne de l'irresponsabilité. L'on retrouve ici un des traits du grand âge : détaché de l'action, il n'est plus responsable de rien, sinon de lui-même.

Mais en même temps, l'individu est de plus en plus dépendant d'autrui. A mesure que l'assistance familiale se distend, il se tourne de plus en plus vers l'Etat qu'il charge de répondre à sa place aux menaces qui se précisent lors du déclin de l'âge. La tentation de sous-traiter sa vie se répand. Les retraités de plus en plus nombreux attendent de la collectivité ce qu'ils considèrent comme leurs droits. D'où l'explosion de ses charges et des prélèvements obligatoires opérée sur la richesse vive de la nation. Si ceux-ci ne suffisent pas, il reste à l'Etat à s'endetter, c'est-à-dire à transférer une partie des ressources financières que les actifs d'aujourd'hui ne peuvent plus assurer, sur ceux de ... demain.

Du coup, le lien entre les générations se déchire. Hier, le père travaillait pour ses enfants. Celui d'aujourd'hui leur demande de travailler pour lui. Le présent n'est plus au service de l'avenir. Il l'étouffe et le parasite. Cette révolution dans le rapport de l'homme au temps est apparue dans un sondage qui révéla qu'une majorité de Français n'attendait plus de l'avenir une amélioration de leur niveau de vie.

Tandis que l'avenir perd l'attrait qu'il avait eu pour la génération de l'im-médiat après-guerre, le passé à l'inverse devient l'objet d'un culte grandissant. Comme l'homme d'âge résiste mal à la tentation de se raconter, une société qui vieillit, à défaut d'être acteur, devient spectateur de sa propre histoire.

Une culture narcissique

La prolifération des activités dites culturelles ne s'explique pas autrement. L'Etat en France, d'André Malraux à Jack Lang, s'est employé avec des fortunes diverses à répandre le goût des arts, en particulier celui de la musique

qu'il célèbre à cette fin, au cours d'une fête bruyante chaque printemps. On peut ne pas l'en blâmer. Même si ce beau zèle ne s'exerce pas sans trouble comme l'a montré la triste affaire des intermittents du spectacle.

Il reste que l'engagement des pouvoirs publics au service de l'art laisse pendante une question fondamentale. A combien d'œuvres en effet authentiquement nouvelles et donc durables, l'aide de l'Etat a-t-elle permis de voir le jour ? Si la réponse est incertaine, c'est pour une raison simple qui semble oubliée. La création artistique n'est affaire ni d'argent, ni d'équipe, ni ... de ministre. Elle est le privilège et le tourment de solitaires, souvent marginaux ou révoltés, bref, d'hommes ou de femmes qui font de leur œuvre un absolu et lui sacrifient parfois jusqu'à leur vie. Ils cherchent, ils espèrent un public et ne le trouvent pas toujours. En revanche, tout art officiel est par essence stérile. Tantôt il sert le pouvoir et alors, comme le réalisme nazi ou soviétique, meurt avec lui. Tantôt il entretient un art d'initiés sans public et sans lendemain. Tel l'homme d'âge enclin au narcissisme, il est replié sur lui-même alors que la création est tout au contraire un pari, une aventure, un effort coûteux, difficile, parfois désespéré pour rapporter au monde une lumière nouvelle qui éclaire l'homme sur son destin. C'est parce qu'elle tutoie la mort et supporte l'échec qu'elle est vivante.

Une immense différence sépare ainsi la diffusion d'une culture à caractère plus ou moins officiel et destinée à un public passif et l'acte du créateur qui l'appelle à sa hauteur, exigeant de lui effort et patience.

Il en va de même de la commémoration du passé baptisé du nom, passablement pompeux, de « devoir de mémoire ». D'appel à l'exemple, elle est devenue spectacle, non plus ressourcement mais distraction. Ainsi le 14 juillet, symbole de l'abolition de l'arbitraire royal, perd-il peu à peu son sens. En revanche, le voyage en pays lointain, la fascination de l'exploit sportif se répandent. Ces spectacles passifs où peut se mêler une bonne part de voyeurisme sont aux antipodes de la vraie curiosité qui implique le respect d'autrui ou de l'exemplarité active qui devrait susciter la performance du champion.

On objectera que les musées se remplissent. Et l'on ne peut s'en plaindre. Mais dans le même temps, les églises se vident. Les cultes de religions qui ont façonné l'identité de l'Europe se fanent. Leurs ministres se font rares. La raison, là encore, en est simple. La foi est un acte, l'engagement suprêmement libre de chaque individu au service d'une cause qui le dépasse. Elle n'est pas un spectacle monté par d'autres. Comme le soleil couchant empourpre le ciel mais annonce aussi le crépuscule, l'esthétisation d'une société, la place envahissante qu'y occupe le monde du spectacle, apparaît comme un signe de

fatigue et de déclin. Celui-là même que Renan, veuf de la foi de sa jeunesse, célébrait dans « La prière sur l'Acropole », lorsqu'il évoquait dans une belle image « le linceul de pourpre où dorment les dieux morts ».

Défi ou délire américain ?

Les peuples sans religion, pour reprendre une formule fameuse, seraient-ils condamnés à mourir de froid ? Sera-ce le sort de la « vieille » Europe aux églises et aux temples déserts, aux enfants rares, aux jeunes sans travail, éperdue de sécurité, assaillie par des revendications libertaires qui mettent en péril la cohésion et la survie, affrontée à la foi d'immigrés à laquelle elle ne pourra opposer que la réponse molle de la tolérance, de moins en moins convaincue de son identité, hésitant sur la voie qui devrait la conduire à l'unité, cette Europe s'est-elle d'ores et déjà exilée de l'histoire ?

Les néo-conservateurs américains le pensent et le disent sans fard. Elle a cru un moment pouvoir rivaliser avec l'Amérique. A leurs yeux, cette illusion est morte. Chez elle, le souci de la sécurité étouffe le goût de la liberté. Pour parler d'égal à égal avec les Etats-Unis, il lui faudrait disposer de l'arme qui fait leur force, c'est-à-dire la foi en soi et en l'avenir. Or, elle semble l'avoir perdue et a peu de chance de la retrouver. Politique, culturelle, militaire, religieuse, vue de Washington, la mort lentement mais sûrement l'envahit.

Disons-le tout net. Ce propos est abrupt, excessif, arrogant et s'adressant à un continent qui a tant apporté au monde, proche de l'insulte.

Est-ce à dire qu'il ne faille pas l'entendre ? Si la provocation dont l'Europe fait l'objet restait sans riposte, alors, oui, le verdict de l'histoire serait sans appel. Pour reprendre la formule sommaire mais éloquente, de Robert Kagan, entre une Europe vouée à Vénus et une Amérique, fille de Mars, le divorce est-il consommé ? Faut-il rappeler que dans la mythologie grecque d'où il tire son image, Vénus et Mars formaient un couple ? Faut-il hélas ! aussi rappeler que c'est l'Europe qui la première, avec le fameux slogan : « Faites l'amour pas la guerre » qui fleurit dans le Paris de 1968, l'a déchiré ? De fait, si le divorce s'aggravait entre une Amérique que sa force conduit à négliger le droit et une Europe impuissante à le défendre, c'est l'équilibre entre les deux pôles de la civilisation occidentale qui serait rompu.

En effet, le message qu'elle a apporté au monde moderne et qui a été son ferment repose sur le respect mutuel que se sont témoigné les pouvoirs spirituel et temporel. L'entreprise n'a pas été facile et a souvent dégénéré en conflit. Mais cette contestation, ce rappel à l'ordre, cette constante remise en

cause du pouvoir politique, agissant comme un aiguillon dans sa chair, ont été précisément le moteur de son progrès. Abolir cette insatisfaction de soi, c'est étouffer la liberté dont elle constitue le socle. En imposant une limite au pouvoir de l'Etat sur le peuple, elle a été le fondement de la démocratie. Elle a opposé un barrage infranchissable au totalitarisme. Elle reste le seul rempart contre le fondamentalisme.

L'Amérique à cet égard a été bien longtemps exemplaire. C'est ainsi qu'elle a condamné puis rejeté un Président convaincu de fourberie et de mensonge. C'est son intérêt et celui du monde, qu'elle le reste. Or, elle s'en éloigne lorsque, irritée par la méfiance que sa puissance suscite dans le monde, elle se borne à n'y voir que l'effet du ressentiment que susciterait chez des faibles le spectacle de la réussite. Aussi longtemps qu'elle n'acceptera pas, par exemple, de s'interroger sur la raison profonde de l'hostilité que lui manifestent de nombreux pays musulmans, la politique de force qu'elle oppose au terrorisme, sans doute utile dans l'immédiat, sera sans conséquences durables.

Et c'est pourquoi l'Europe, en dépit mais aussi en raison même de sa moindre puissance, mérite non le mépris mais le respect. A défaut du présent, le passé parle pour elle. Elle a noué, à travers bien des traverses, des relations apaisées avec l'Islam. Elle a renoncé à toute prétention à l'empire. Elle consacre une bonne part de ses forces à l'union de ses peuples. L'entreprise est longue, laborieuse comme toutes celles qui s'opèrent sous le signe de la démocratie. Elle peut décevoir les impatientes et faire douter les importants. Elle inquiète une Amérique qui redoute une rivale et s'efforce de la contrarier. Mais elle reste exemplaire et suscite l'intérêt du monde. A quoi il convient d'ajouter que son autorité morale serait renforcée si, par un effort courageux et conjugué d'assainissement de leur situation économique et sociale, la France et l'Allemagne, donnaient l'exemple.

S'il doit y avoir demain compétition entre l'Europe et l'Amérique, elle ne s'établira pas au niveau des armes. La disproportion des forces l'interdit. Elle se déroulera au niveau des principes et du droit. Elle sera affaire de culture.

La « vieille » Europe chargée d'ans, couverte de frontières, ces rides de l'histoire, est riche d'une expérience qui est sans prix. Elle s'est portée, au cœur du XXème siècle, des coups qui l'ont affaibli. Mais elle s'est libérée du vertige de la puissance. A la fougueuse Amérique, sa fille, ivre de sa force, elle a beaucoup à dire. Elle mérite d'être écoutée.

Maurice BLIN

La longue marche

par René FOCH

L'Europe, dans les années à venir, va se différencier par sa culture propre des autres centres de puissance. Il lui faut assurer son indépendance en constituant sa propre force de défense.

L'Europe a toujours progressé par réaction à des défis extérieurs. En 1949 les Américains ayant décidé de mobiliser la puissance économique allemande pour faire face à la menace soviétique voulurent libérer la production allemande de charbon et d'acier des contrôles qui lui avaient d'abord été imposés. Le trait de génie de Jean Monnet fut de proposer à la place de ces contrôles imposés aux Allemands une gestion commune assurée par une Haute Autorité commune. Ce fut la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier (1950). En 1956 lors de la nationalisation du canal de Suez par Nasser, Français et Britanniques, après avoir dans un premier temps occupé le canal, rembarquèrent sans gloire sur l'ordre d'Eisenhower. Dans le même temps les blindés soviétiques écrasèrent la révolte hongroise. Chacun des deux grands imposait sa loi dans son camp. A la lumière des événements actuels on peut penser qu'Eisenhower nous a évité une aventure sans issue mais sur le moment ce fut un choc terrible pour notre amour propre national. Toute la politique européenne en fut marquée pour cinquante ans. Les Anglais en tirèrent la conclusion qu'ils devaient toujours coller à Washington pour assurer le maintien de la présence américaine en Europe, les continentaux qu'ils devaient s'organiser pour exister à l'abri de la protection militaire que leur garantissait l'OTAN.

A cette époque il existait déjà deux organisations européennes : l'une économique, l'OECE, qui avait géré le plan Marshall ; l'autre politique, le Conseil de l'Europe qui regroupait à peu près les mêmes pays que l'actuelle Union européenne plus la Turquie. Purement intergouvernementaux ces organismes n'avaient qu'une efficacité limitée. Les 6 pays membres de la CECA décidèrent d'étendre à l'ensemble du secteur économique le système institutionnel plus efficace imaginé pour le charbon et l'acier, ce fut la Communauté

Economique Européenne. Les Américains appuyèrent le mouvement des Six et la Grande-Bretagne après avoir crié au scandale et à la division de l'Europe se résigna au bout de plusieurs années à rejoindre cette avant-garde et fut progressivement suivie par d'autres pays jusqu'à constituer l'actuelle Union européenne des Quinze.

Survint un événement majeur : la chute du mur et la réunification de l'Allemagne dans laquelle le premier Président Bush joua un rôle décisif. L'Allemagne réunifiée allait-elle continuer à se sentir liée par le Traité de Rome ? Le chancelier Kohl répondit positivement. Des études avaient été entreprises depuis longtemps pour doter le marché unique d'une monnaie unique. La signature par l'Allemagne réunifiée du Traité de Maastricht instaurant une Union économique et monétaire vint confirmer solennellement son ancrage européen.

Par la suite, les différents pays occupés par la Russie retrouvèrent leur liberté et l'Union européenne s'apprête à les accueillir progressivement dans son sein. A cette fin, la Convention présidée par Valéry Giscard d'Estaing a dressé un projet de Constitution européenne que la conférence Intergouvernementale doit maintenant transformer en projet de Traité. Comme on le voit, notre Europe actuelle s'est faite en réponse à des défis successifs, en partenariat avec Washington pour contenir d'abord, repousser ensuite la menace soviétique. En un sens on pourrait presque renverser la formule de De Gaulle et dire que l'Europe économique actuelle est largement la fille de l'Amérique dans la mesure où elle a pris les Etats-Unis pour modèle avec leur marché unique et leur monnaie unique.

Or voici que la disparition de la menace russe ne garantit plus l'alignement automatique des positions européennes sur celles de Washington et que la crise irakienne a mis à mal à la fois l'unité atlantique et l'unité européenne au moment où celle-ci se préoccupe de réorganiser ses institutions. Ce processus en sera-t-il perturbé ?

Cette réunification de l'Europe est conforme à la fois aux intérêts des Européens et des Américains qui, dès le lancement du plan Marshall, se l'était fixée comme objectif.

Néanmoins, s'il est un point qui fait problème c'est celui de la défense. C'est un fait que, aux yeux des Européens, l'OTAN a perdu une partie de son utilité avec la disparition de la menace russe mais il garde tout son intérêt aux yeux des Américains en tant que justification politique de leur présence conti-

nue en Europe et comme base pour intervenir au Moyen-Orient. Les Européens en sont globalement d'accord et personne ne peut penser faire l'Europe contre les Etats-Unis. En même temps il n'est pas possible d'imaginer qu'un ensemble de la taille de l'Europe ne dispose pas de forces adaptées à ses besoins et à ses possibilités.

Au moment où l'Amérique est occupée au Moyen-Orient et préoccupée en Extrême-Orient il serait irresponsable pour l'Europe de compter une nouvelle fois sur les forces américaines au cas où des troubles reprendraient dans les Balkans ou en Afrique. L'opposition plus ou moins obsessionnelle des Etats-Unis à tout regroupement européen en matière de défense devra tenir compte de certaines données nouvelles. La doctrine américaine récente selon laquelle ce n'est pas l'alliance qui définit la mission mais la mission qui définit l'alliance remet évidemment en cause le rôle central de l'OTAN en matière militaire. La manière dont tournera la crise irakienne ne sera pas non plus sans conséquence. Ceci ne remet nullement en cause, au contraire, le rôle politique central de la relation Amérique-Europe mais en modifie les données. Celle-ci s'est longtemps exprimée dans une alliance forcément inégale entre les Etats-Unis d'Amérique et les Etats désunis d'Europe. Au fur et à mesure que ceux-ci se regroupent progressivement au sein de l'Union européenne, l'actuel protectorat militaire américain devra se transformer en une alliance de type bilatéral entre les deux continents. Cela prendra du temps mais comme nous le rappelle François de Rose ¹, dans vingt-cinq ans il y aura 8 milliards d'hommes sur notre planète dont un milliard d'occidentaux. Voici qui devrait nous inciter à un effort de compréhension réciproque et à des compromis constructifs.

C'est seulement dans la mesure où l'Europe élargie saura s'organiser que l'Alliance atlantique sera équilibrée. Notre prochain défi c'est l'adoption d'une Constitution qui permette à l'Europe réunifiée de se gouverner.

René FOCH

¹ Revue *Commentaire*, automne 2003.

L'euro : à ne pas négliger

par Charles DELAMARE

Quand l'euro est affaibli par les erreurs de ses partenaires, ceux-ci prétendent l'égaliser au dollar. Ils devraient plutôt penser le contraire.

La parité du dollar à l'égard des autres monnaies n'a jamais été une affaire prise vraiment au sérieux. Elle est traitée, à Washington, avec "une négligence bénigne", c'est-à-dire par-dessus la jambe. Les détenteurs de la puissance américaine le répètent sans aucune gêne. Ils le prouvent à l'envi ; le gouvernement Bush, le dernier en date, depuis deux ans. Le choc du 11 septembre avait amplifié la grave récession de 2001, causée par l'éclatement de la bulle spéculative, celle de la "nouvelle économie". La réaction du gouvernement des Etats-Unis, saisissant l'occasion, a consisté à injecter dans l'économie faiblissante une masse énorme de liquidités. L'excédent budgétaire de 237 milliards de dollars laissé en 2000 par Clinton a été converti en 2003 en un déficit de 374 milliards, et d'après les prévisions officielles de 535 milliards l'an prochain ¹. Une différence de 750 milliards de dollars, soit à peu près le PIB de toute l'Italie. L'augmentation du Produit intérieur brut (PIB) américain de 8,2% au troisième trimestre 2003 a donc été achetée au prix fort !

Les impôts avaient été réduits sensiblement, si bien que le Trésor Public a déjà remboursé pendant l'été 14 milliards de dollars aux contribuables : des "trop perçus" résultant de la décision d'appliquer immédiatement les baisses d'imposition décidées par le Congrès. En même temps la mise du taux directeur de la banque fédérale à un niveau proche de zéro dégageait les emprunteurs, en particulier dans l'énorme secteur immobilier, d'une partie importante de leur dette. La croissance rapide de la consommation des particuliers en a résulté pour ainsi dire mécaniquement. Elle entraîne à son tour une forte reprise des investissements de la part des entreprises qui veulent mieux répondre à l'augmentation de la demande. Ainsi l'Amérique est sortie de la stagnation. Qui oserait s'en plaindre ? Chacun dans le monde s'en félicite, au

¹ Voir *France-Forum* - septembre 2003 - "Le beurre et les canons" par Marc Varangot.

contraire. Rapidement, la forte croissance aux Etats-Unis qui représentent un tiers de l'activité mondiale entraînera partout malgré l'affaiblissement de la parité du dollar vis-à-vis de l'euro et du yen, une demande accrue de produits et de services importés.

L'Union européenne ne manipule par l'euro

Pourquoi l'Union européenne ne suivrait-elle pas cet exemple ? C'est probablement ce que les ministres des Finances de l'Allemagne et de la France se sont dit. Pour lutter contre la menace de dépression, ils ont laissé "filer" leur déficit budgétaire et social. Celui-ci a bondi bien au-dessus des 3% du PIB dans chacun de leur pays. Aux Etats-Unis la proportion du déficit est plus élevée encore ! Elle atteindra bientôt 6% du PIB. Alors, pourquoi ce gêner ? Pourquoi ne pas jeter dans la Meuse les critères de Maastricht ?². Parce que l'Europe n'a pas la possibilité de le faire en raison de son passé et surtout de son avenir.

Au moment d'instaurer leur monnaie commune les Européens se remémoreraient encore avec douleur les désastres successifs qu'avait engendrés dans tous leurs pays le laxisme monétaire. Leur préoccupation première consistait à mettre un point final à l'inflation et aux dévaluations en chaîne qui ruinaient plus ou moins rapidement les couches sociales les plus faibles. Surtout elles entraînaient "une course à la dépréciation compétitive" de plus en plus nuisible à la stabilité sociale de chacun d'entre-eux. C'est pourquoi ils prirent la décision courageuse et rationnelle de mettre en commun, du moins implicitement, leurs politiques budgétaires en même temps que leurs réserves monétaires. Ils n'ont donc plus le droit de s'affranchir de leurs engagements sans avoir obtenu préalablement l'accord de leurs associés. Dans une copropriété l'un ou l'autre des occupants ne peut pas décider à lui tout seul de faire repeindre le hall d'entrée à frais communs sans l'approbation des autres copropriétaires ! Quand on répète sans cesse qu'il faudrait que soit créé un gouvernement économique unifié, déterminant la politique monétaire, on suppose le problème résolu, celui de l'intégration complète de toutes les nations de l'Union. Dans ce cas celle-ci serait certes en mesure d'adopter une attitude similaire à celle des Etats-Unis. Théoriquement elle pourrait faire preuve de cette irritante "benign negligence" à l'égard de l'euro. Celui-ci s'affaiblirait vis-à-vis des autres monnaies comme le fait actuellement le dollar, sans que les citoyens de l'Union s'en préoccupent sérieusement. Ils pourraient alors dire aux autres comme l'a fait plus d'un responsable américain en parlant du dollar : "L'euro est notre monnaie. Il est votre problème !".

² Traduction : "Pont sur Meuse".

Ce n'est pas possible, ce n'est pas souhaitable. Pour deux raisons.

La première est que cette négligence n'est pas si bénigne que cela à terme. Même les Américains vont en souffrir d'ici quelques mois. Leur puissante relance est subventionnée par le reste du monde. Celui-ci fait doublement crédit à l'Amérique : pour combler d'une part le déficit de la balance commerciale, d'autre part celui du budget fédéral. L'endettement des Etats-Unis à l'égard de l'étranger s'accroît ainsi chaque jour de 1,5 à 2 milliards de dollars. Chaque jour ! La dette s'accumule et représente déjà 35% du PIB. Mais il faudra la rembourser. La valeur du dollar, ce mulet chargé de plus en plus lourdement, est atteinte. Elle baisse, ce qui augmente, d'autant le poids de la dette et annonce une vague d'inflation qui se déchaînera en 2004. Ce processus cumulatif se transformerait vite en débâcle si les prêteurs, plus ou moins obligés tels la Chine ou le Japon, n'étaient persuadés qu'après les élections présidentielles de novembre 2004, l'assainissement habituel en vue du remboursement se produira, quel qu'en soit le coût. Et puis l'Amérique est l'Amérique ! L'Europe ne bénéficie pas de la même cote. Elle ne peut pas se permettre les excès monétaires d'une hyper-puissance militaire. Elle n'en a d'ailleurs pas besoin parce qu'elle ne supporte pas le fardeau de la responsabilité de l'ordre mondial. Elle se tromperait si elle tentait soudain de rattraper son influence perdue en se mettant au diapason du cousin d'Outre-Atlantique. Beaucoup de commentateurs encore imbus des préjugés légués par les raisonnements impérialistes du XIX^e siècle, repoussent avec mépris l'idée que l'Union européenne puisse devenir "une grande Suisse". Comme si c'était l'abomination de la désolation ! Or c'est précisément ce destin dont peut bénéficier l'Union européenne si ses dirigeants souhaitent transmettre à l'humanité un autre message que celui du conflit perpétuel entre gros blocs hostiles et batailleurs. La dérogation au "Pacte de stabilité et de croissance" qui a été consentie à l'Allemagne et à la France le 26 novembre par le Conseil des ministres des Finances ne peut être que provisoire et circonstancielle.

L'Europe : un autre avenir

Il existe en effet une deuxième raison pour que l'euro ne devienne pas un pâle imitateur du dollar. Elle tient à une conception nouvelle de l'avenir européen.

Notre continent serait frappé de deux handicaps majeurs s'il voulait se lancer dans la compétition mondiale à la manière de tous les empires passés. Il ne dispose (et ne disposera pas) de l'unité politique indispensable aux démonstrations de force sur la scène mondiale, d'autant plus que sa population diminue (et diminuera encore plus) de façon inexorable. L'originalité, et le succès prévisible, d'une politique vraiment européenne consistera à tourner ces désavan-

tages en autant d'atouts. D'ouvrir ainsi une ère nouvelle dans les relations internationales. Hisser l'humanité à un degré supérieur de civilisation !

La diversité de langages et de cultures nationales empêchera la politique commune d'adopter l'attitude offensive conquérante et violente qui sied aux entités soucieuses de se distinguer sur le théâtre du monde. L'Union ne se paiera jamais une expédition du Mexique ou... une guerre d'Irak ! Elle ne pourra que se concentrer sur la défense de ses intérêts. Cette dernière nécessite certes de ne pas se fier aux bonnes paroles des chancelleries et d'organiser sérieusement sa propre capacité de résistance aux pressions et aux lubies d'autrui. Comme l'explique Christian Saint-Etienne dans ce numéro, "l'Europe sera obligée de se constituer en puissance autonome" tant au point de vue militaire qu'économique et social. Mais quelle sorte de puissance ? Avec quel objectif ? L'Union sera mesurée à l'aune de la sécurité pour tenir ouverte, envers et contre tous, la voie originale que ce continent prétend poursuivre : une société des égaux, tenant la bride aux piaffants étalons de la spéculation. La justice sociale primera l'ambition impériale. Quant au déclin démographique il est déjà inscrit dans les registres de naissance ouverts de Brest à Brest-Litovsk et même jusqu'à Vladivostok ! La perpétuelle déploration de ce fait irréfutable empêche de faire ressortir les avantages que l'Union doit en tirer en contrepartie. Ils sont multiples : depuis l'allègement dans chaque nation des frais d'études et d'éducation jusqu'à la meilleure utilisation de l'espace urbain et des transports en passant par la baisse de pression des jeunes générations sur la demande d'emplois. Les inconvénients on les connaît également. On ne cesse de les trompeter : retraites en berne, consommation déclinante, etc... mais quand la "diane chante dans les cours de casernes" ce n'est pas pour inviter au sommeil, c'est pour inciter à l'action. L'Union européenne dans ce domaine doit montrer la voie, inventer la civilisation qui se développera en réponse au déclin démographique. Le Japon est déjà sur la même longueur d'ondes et tous les autres, sauf à périr, sauf à écraser l'écologie de la planète sous la masse humaine, proliférant sans retenue, suivront un jour cette évolution, à commencer par la Chine. Débarrassés de la hantise de la croissance indéfinie, les Européens pourront se consacrer à la sauvegarde de l'environnement, à inventer une nouvelle manière de vivre en harmonie sur la planète, notre "grand vaisseau spatial".

L'euro, point d'appui capital

Dans cette perspective, l'euro, tel le franc suisse, remplira beaucoup mieux sa vocation s'il est conservateur de valeur plutôt que s'il est utilisé comme vecteur de relance. Sa force tranquille sera ainsi mise au service de la grande ambition qui se substituera dans l'Union à la gloire funeste des empires : la

conquête de l'Est. On a choisi (qui ?) d'en minimiser la portée pour ne pas effrayer les électeurs en la désignant sous le nom "d'élargissement", un terme emprunté aux ambitions de la petite propriété. On élargit son jardin, un chemin vicinal ou son trottoir. Trop peu d'hommes politiques ou d'administrateurs de l'Ouest sont allés regarder de l'autre côté de ce qui fut la clôture la plus hermétique de l'Histoire : le rideau de fer. Ils y auraient découvert cent millions d'individus proches du désespoir. Parce que leurs "frères occidentaux" font à peine mine de les regarder sans parler du fait qu'à part 0,15% du PIB de l'Union européenne, péniblement extrait des portefeuilles bien serrés, personne n'envisage sérieusement de dépenser ce dont les nouveaux adhérents ont un urgent besoin. On l'a chiffré. Cela représente cent milliards d'euros, moins du double de ce que l'on va consacrer à l'Irak. Mais il faut rebâtir les infrastructures déficients, assainir les dommages causés par la bolchevisation industrielle, transformer les agricultures archaïques en entreprises modernes?

Ces investissements potentiels à étaler sur dix ans qui remettraient à niveau les économies et par conséquent les sociétés brinquebalantes de l'Est procureraient évidemment une considérable masse de travail à l'Ouest aussi. L'euro s'il est resté stable et fiable permettra dans les années à venir de financer cet effort, pour l'essentiel en faisant appel aux capitaux accumulés dans le monde, par exemple en Suisse, à la recherche de placements rentables. Qui douterait des capacités intellectuelles de nos compatriotes de l'Est ? Le seul acquis, et il n'est pas mince, que leur a laissé le régime soviétique, c'est l'instruction. Il faut la valoriser. Il faut employer au mieux ces excellents éléments. Pourquoi parle-t-on d'aller chercher de nouveaux techniciens au Congo ou en Chine alors que les autorités de Bruxelles s'apprêtent à contingenter strictement, férocement, les Européens de l'Est sur le marché du travail de l'Ouest ? La stabilité monétaire est la base de l'investissement à long terme.

Cet ensemble de considérations nous indique quelles multiples possibilités, encore fort mal exploitées, gisent dans cet euro que l'on commence à décrier ou à affaiblir par manque de clairvoyance et du sens de la prospective. Et aussi bien souvent pour satisfaire de médiocres préoccupations électoralistes. Décidément non, l'euro n'est pas doux et sans conséquence. Il n'est pas bénin ! Faisons en sorte qu'un jour proche il soit béni ! L'euro n'est pas un acquis, c'est un projet.

Charles DELAMARE

Un exercice de réflexion stratégique pour l'Europe à 25

par Christian SAINT-ETIENNE

Ces pages sont extraites du livre de Christian Saint-Etienne "La puissance ou la mort" (chapitre 4 - Quel modèle démocratique et quelle vision stratégique pour l'Europe à 25 ?) aux éditions du Seuil. Nous les publions avec l'accord de l'éditeur. Nous le remercions.

Le débat politique européen porte essentiellement sur des choix institutionnels qui recouvrent des ambitions différentes. Deux couples de choix opposent, d'une part ceux qui veulent une Europe fédérale à ceux qui préfèrent une Europe intergouvernementale, et, d'autre part, ceux qui veulent une Europe-puissance à ceux qui préfèrent une Europe-"espace ouvert".

Mais il n'y a pas de lien nécessaire entre les deux premiers termes de ces choix et les deux seconds. On pourrait supposer que les tenants de l'Europe fédérale veulent nécessairement l'Europe-puissance ou que les avocats de l'intergouvernemental choisissent l'espace ouvert. C'est de moins en moins net. Beaucoup de fédéralistes s'opposent à une politique de puissance et de nombreux partisans de l'intergouvernemental veulent bâtir une Europe-puissance. Comme le débat européen se pose essentiellement en termes de choix institutionnels, on ne peut en déduire une nécessaire vision stratégique pour l'Europe. On en est donc réduit à réfléchir à notre avenir en termes d'organisation institutionnelle, sans avoir une idée claire de l'Europe que l'on souhaite construire afin de lui permettre de s'imposer dans le monde des années 2020.

Si l'on fait un parallèle avec l'entreprise, le fait de réfléchir à l'avenir de l'Europe uniquement en termes d'organisation institutionnelle s'apparente à une entreprise qui préparerait son avenir en s'interrogeant uniquement sur

son organisation opérationnelle (organisation hiérarchique, ou fonctionnelle, ou géographique, ou matricielle), sans définir ses objectifs stratégiques : les marchés sur lesquels elle veut être présente et à quelle place (*leader, challenger* ou suiveur), les produits et services qu'elle veut fabriquer, pour quelles clientèles, avec quel degré d'intégration du processus de production, face à quels concurrents et à quels produits et services de substitution, actuels et prévisibles.

Bien conscient de cette difficulté, Valéry Giscard d'Estaing écrit, avec une prudence de chat : "Il apparaît, me semble-t-il, que la réflexion sur la structure institutionnelle de l'Union européenne a beaucoup à gagner à se concentrer sur la nature et sur les objectifs politiques de l'Union. La confusion qui entoure les débats sur la répartition des pouvoirs se dissiperait au fur et à mesure que s'affirmerait la double légitimité de l'Union - union des peuples et union des Etats - et que se préciserait davantage l'ancrage, tantôt dans la dimension communautaire, tantôt dans la compétence des Etats membres, des actions à conduire ¹".

M. Giscard d'Estaing est donc attentif, en tant que président de la Convention sur l'avenir de l'Europe, au fait que le débat institutionnel ne sera pas totalement clarifié tant que l'on ne posera pas les questions liées à l'avenir stratégique de l'Union européenne. En attendant les nécessaires clarifications stratégiques, on somme les Européens de choisir leur camp : le "bon" Européen serait fédéraliste et favorable à l'extension des pouvoirs de la Commission européenne au détriment de ceux du Conseil des ministres et du Conseil européen. Le "mauvais" Européen serait favorable à l'intergouvernemental et à l'extension des pouvoirs du Conseil des ministres et du Conseil européen, avec une Commission européenne fonctionnant comme un super secrétariat du Conseil européen.

Que la Commission européenne soit finalement le fer de lance de l'Europe- "espace ouvert", en oeuvrant pour un marché unique ouvert aux autres puissances économiques de la planète sans réciprocité réelle, et qu'elle mène une politique dite "de la concurrence", favorable au consommateur et au court terme plutôt qu'au couple "producteur-consommateur" et au long terme, est un élément factuel jamais pris en compte. Que certains Etats, perçus comme les plus étatiquement "ringards", soient à l'origine des quelques rares réussites réellement européennes et perçus comme telles - ainsi, Airbus ou Ariane - est un élément factuel rejeté avec mépris.

¹ *Le Monde*, 14 janvier 2003.

La création du marché unique est un excellent levier de dynamisation de l'économie européenne, mais il faut favoriser tout autant le producteur que le consommateur car qui peut consommer lorsqu'il ne produit pas et n'obtient pas les revenus qui résultent de la production ? De même, ouvrir le marché unique aux Américains, aux Japonais et aux Chinois, sans contrepartie, est suicidaire car nos concurrents s'enrichissent de notre pouvoir d'achat et nous nous appauvrissons de la fermeture de leurs marchés.

Que, même au cœur de sa politique "de la concurrence", la Commission commette des erreurs graves, en fait et en droit, condamnées par la Cour européenne de justice elle-même, comme dans le dossier Schneider-Legrand (deux équipements électriques), ou qu'elle se contredise ouvertement et avec un mépris d'une stupéfiante arrogance pour les personnes intéressées, comme dans le dossier Tetra Laval-Sidel, semble ne concerner personne. Comme l'écrit le journal *Les Echos* : "C'est une première. Un peu plus d'un an après l'avoir interdite, Mario Monti, le commissaire européen à la concurrence, a autorisé le 13 janvier 2003 la fusion entre le groupe suédois d'emballage pour boisson Tetra Laval et le français Sidel à des conditions quasi équivalentes à celles jugées inacceptables en octobre 2001. [...] Le 25 octobre 2002, le tribunal de première instance (TPI) de la Cour européenne de justice avait, en effet, annulé le veto prononcé en 2001 par la Commission [...] au motif essentiel que cette dernière n'avait pas suffisamment étayé ses preuves et son raisonnement pour démontrer qu'il existait un risque d'abus de position dominante ²". La Commission avait en effet interdit, le 30 octobre 2001, l'offre publique d'achat (OPA) amicale déposée, le 27 mars 2001, par Tetra Laval sur Sidel.

Dans le même temps, le vieil Etat français, le plus ancien des Etats vivants après l'Etat chinois, a stimulé pendant trois décennies l'aviation civile européenne pour imposer Airbus comme le premier avionneur commercial de la planète en 2001-2002, en termes de commandes d'avions (675 Airbus commandés sur deux ans, contre 586 Boeing). C'est toujours le même Etat qui a porté Ariane et qui a su changer de politique pour ne pas vendre ses licences de téléphonie mobile UMTS trop cher, en 2001, afin de ne pas "casser" les opérateurs de téléphone, alors que la Commission a été incapable de mener une politique cohérente au niveau européen dans ce même domaine. Suite aux erreurs commises par l'Europe sur ce dossier, les opérateurs européens sont affaiblis, l'Europe a perdu son avance sur l'UMTS et le consommateur européen paiera les pots cassés, au moins jusqu'en 2005.

² *Les Echos*, 13 janvier 2003.

Il est donc urgent d'arrêter de penser que l'avenir de l'Europe se joue sur son organisation institutionnelle et que les "bons" Européens sont "pro-Commission" et "anti-Etats". Nous considérerons, dans la suite, que *ce qui est "bon" pour l'Europe, c'est ce qui lui permet de se positionner de façon "positive" et offensive dans l'univers économique et politique des années 2010 et 2020.*

Un *exercice de réflexion stratégique* consiste à se représenter l'"objet" de l'exercice (entreprise, association, Région, Etat, Union d'Etats), dans son contexte et face à ses alliés et concurrents, aujourd'hui et à un horizon jugé pertinent, compte tenu des temps de mise en œuvre des décisions appropriées.

L'appréciation de l'objet dans son contexte d'aujourd'hui permet d'analyser ses forces et ses faiblesses et de mesurer ses moyens relatifs face à ses concurrents. On n'est pas faible ou puissant dans l'absolu, mais relativement aux autres acteurs stratégiques pertinents.

La représentation de l'objet dans son contexte prospectif, à l'horizon jugé pertinent, oblige à spécifier ses objectifs et à préciser les moyens nécessaires pour les atteindre.

Un *exercice de réflexion politique*, à l'inverse de la réflexion stratégique, imagine ce que devrait être l'objet dans l'absolu, aujourd'hui et demain, sans prendre en compte le contexte, ou les stratégies des concurrents, ou les moyens nécessaires. En particulier, dans un exercice politique, on ne se pose pas la question du rapport coût-efficacité des moyens utilisés pour atteindre les objectifs assignés à l'objet. Le politique se pense seul au monde. Le stratégique se pense dans le monde.

Christian SAINT-ETIENNE

Un voyage interreligieux à Jérusalem

par Jean-Pierre PRÉVOST

Le voyage à Jérusalem a conduit des millions de pèlerins à une méditation sur la vie et l'au-delà. Les lignes qui suivent se rapportent à l'actualité brûlante, mais dans une perspective qui reste spirituelle, celle qui promet la paix aux hommes de bonne volonté.

« **J**e me souvenais du jasmin fleuri et de la fontaine dans la cour. J'ai voulu revoir notre maison à Jaffa. Une artiste peintre d'origine allemande l'occupait. Elle m'a ouvert la porte et m'a fait entrer, me laissant libre de la visiter. A mon départ, elle m'a dit, et cela m'a profondément touché : «Revenez quand vous voulez, cette maison est la vôtre ». Je n'y retournerai pas. Je ne veux pas regarder en arrière et suis solidaire de tous ces réfugiés dont les maisons, les villages ont disparu. Je suis maintenant citoyenne palestinienne ».

Cette confidence d'une haut fonctionnaire, nous recevant au ministère des Affaires Etrangères de l'Autorité Palestinienne à Ramallah, dans un bâtiment neuf à peine achevé, reconstruit sur les ruines vieilles de dix-huit mois encore visibles alentour, fut, pour moi, l'un des moments les plus instructifs du voyage interreligieux en Israël, organisé, à l'initiative de Michel Cool, directeur de l'hebdomadaire *Témoignage Chrétien* du 7 au 11 novembre dernier, sous le titre « La paix, nom de Dieu ».

Nous étions deux cents, de tous âges, - le benjamin était un jeune juif de 21 ans ; le doyen un vieux prêtre de 80 ans -, de toutes les régions de France et surtout de toutes religions, juifs et musulmans se mêlant aux chrétiens - catholiques, protestants et orthodoxes - auxquels s'étaient joints quelques agnostiques. Tous étaient unis par la même volonté de porter témoignage que la paix est possible et soucieux d'y contribuer.

Une manière insolite, sans doute, mais combien passionnante d'aller à la rencontre des Israéliens et des Palestiniens, non pas en touristes curieux ou en pèlerins, même s'il n'est pas possible d'aller en Terre Sainte, à quelque religion que l'on appartienne, sans éprouver une profonde émotion, ni surtout en partisans mais en témoins et en amis de tous.

Bien sûr on ne devient pas spécialiste d'un tel déchirement en cinq jours, même si ce n'était pas, en ce qui me concerne, mon premier voyage. Aussi est-ce avec prudence et modestie que j'essaierai ici de rassembler mes impressions tirées tant des échanges au sein de notre groupe que des rencontres avec les protagonistes de ce drame.

Nous avons notamment été reçus par Yasser Arafat, dans sa résidence de la Mouquata, à peine reconstruite elle aussi, l'aile sinistrée où il résidait lors de l'attaque israélienne ayant été conservée à titre de souvenir, avant de nous rendre dans un camp de réfugiés. Nous nous sommes recueillis au Mémorial Yad Vashem, une expression tirée du Livre d'Isaïe « un monument, un nom » qui conserve précieusement la mémoire des victimes de la Shoah, des enfants massacrés – plus d'un million - et où des arbres sont plantés pour commémorer chacun des Justes qui sauvèrent des Juifs pendant la guerre. Nous avons rencontré un haut diplomate venu nous présenter la version officielle de la politique israélienne. Dans la vieille ville de Jérusalem où nos logions, nous avons côtoyé juifs et arabes mêlés les uns aux autres comme un peu partout dans ce pays aux proportions si réduites qu'à la fois elles expliquent et rendent invraisemblables un conflit commencé avant même la création de l'Etat d'Israël.

Notre groupe était en lui-même scandaleux en première approche. Il était conduit par des représentants des différentes religions et non des moindres, tous unis dans le même recueillement et qui animaient avec quelques autres, dans un esprit fraternel, les méditations spirituelles qui ponctuaient notre voyage.

Mais même si le père d'un jeune élève de l'école du camp de réfugiés palestinien montrait avec fierté à une musulmane de notre groupe la photo de son fils, une kalachnikov à la main, et ne comprenait pas les remontrances de cette dernière, même si jusque dans l'avion du retour, de jeunes juifs venaient injurier notre ami rabbin pour avoir osé serrer la main d'Arafat – la photo de cette rencontre avait été reprise par la presse et la télévision -, nous avons pu constater, dans l'ensemble, l'intérêt, l'attention que, d'un côté comme de l'autre, notre voyage éveillait.

Les sondages le disent, notre impression personnelle le confirmait, israéliens et palestiniens sont fatigués de ce conflit et dans leur immense majorité aspirent à une paix véritable. Et pourtant l'engrenage fatal est loin, semble-t-il, de se bloquer. Les israéliens sont obsédés par l'insécurité, les palestiniens vivent sous la pression d'une occupation cruelle et humiliante et chacun rejette sur l'autre la responsabilité de cet état de fait. Terrorisme et répression s'alimentent l'un l'autre et rendent la vie de tous insupportable.

Les accords d'Oslo sont enterrés. La « feuille de route » que les Américains avaient tenté d'imposer aux deux parties reste inappliquée et le restera tant que le président Bush ne daignera pas peser sur la négociation. Or si l'on en croit la presse américaine, il semblerait qu'il veuille renvoyer ce dossier, malgré son urgence, après l'élection présidentielle, soit en 2005 !

Diaboliser Arafat conduit à l'impasse, on commence à le comprendre dans le camp adverse. Il symbolise la volonté du peuple palestinien de conquérir son indépendance quelles que soient ses responsabilités dans la poursuite des attentats. Le nouveau Premier ministre palestinien, Ahmed Qurei, a dû lui laisser le contrôle des services de sécurité, ce qui pourtant ne semble pas compromettre la reprise des négociations.

D'ailleurs, vouloir désarmer les organisations terroristes n'est-il pas hors de sa portée ? Ne sont-elles pas soutenues et alimentées de l'extérieur, par la Syrie notamment qui n'a peut-être pas intérêt à voir un Etat palestinien devenir une nouvelle puissance du Moyen-Orient, avec l'aide éventuelle... d'Israël, de l'Union européenne, qui dépense déjà beaucoup là-bas et même des Etats-Unis.

Sur place, les pressions et les initiatives en faveur d'une solution négociée se développent. Arafat ne vient-il pas lui-même de lancer un nouvel appel à Israël, lors de l'installation de son Premier ministre : « Le temps n'est-il pas venu, Israéliens, d'échapper à ce cycle d'une guerre destructive qui n'apporte ni sécurité, ni justice, ni paix à aucun d'entre-nous ». Il est manifestement soutenu par son opinion qui approuve à la fois les actions terroristes, accepte de manière irréversible l'existence d'Israël et manifeste un réel désir de cohabiter avec les Israéliens, leurs employeurs, pour un grand nombre. Mais ceci n'est pas acceptable pour Israël, l'opinion demeurant obsédée, et on la comprend, par l'insécurité quotidienne, sournoise, aveugle et meurtrière. Prendre le bus, s'asseoir dans un café, c'est depuis trois ans un pari sur la mort. Elle préfère, même si le doute s'installe, écouter son gouvernement, toujours

convaincu, si l'on en croit les déclarations officielles, qu'une solution militaire est possible.

A cet égard un peu d'histoire est nécessaire. Depuis la déclaration Balfour de 1917, reconnaissant Israël comme « le home national de la population juive », les émigrants qui se limitaient jusque-là à une poignée de jeunes et à quelques vieillards souhaitant être ensevelis à Jérusalem, n'ont cessé d'arriver. D'abord principalement des ghettos de Russie et de l'Europe de l'Est où les pogroms étaient fréquents puis, plus tard, d'Allemagne et des pays environnants devant la montée du nazisme. Mais le scepticisme était général.

« C'est une idée folle de vouloir rassembler dans ce pauvre pays toute la juiverie du monde » écrivaient en 1924 Jérôme et Jean Tharaud dans « *L'an prochain à Jérusalem* ». « Y faire vivre deux ou trois cent mille hébreux sera déjà bien difficile » Mais le miracle s'est réalisé envers et contre tout. Ils sont aujourd'hui six millions, dont un million d'arabes, à la fois fiers et conscients de la fragilité de leur situation. En effet « l'impression de la terreur », écrivaient déjà les frères Tharaud, « n'est pas de celle qui s'efface aisément de l'âme juive » et ceci est certainement encore plus vrai aujourd'hui chez les juifs d'Israël et d'ailleurs. Renforcée au-delà du paroxysme par la Shoah, elle s'est trouvée brutalement réveillée avec l'Intifada au point d'emporter tout raisonnement, toute évaluation objective de la situation.

La sécurité passe avant tout. Elle permet tout, elle excuse tout. C'est ce qui explique que Sharon ait pu imposer sa politique et emporter à deux reprises les élections, les partisans d'une solution négociée qu'ils appartiennent à la gauche ou à la droite modérée perdant tout support populaire. Et cela, même si, au fond d'eux-mêmes, les Israéliens pressentent que cette politique mène droit au mur.

Comme nous l'a expliqué le porte-parole du gouvernement israélien, la politique de représailles et de répression est payante puisque les Etats-Unis ont coupé tout contact avec les Palestiniens, que les pays européens, voire les pays arabes, ne les soutiennent plus que mollement et que leur économie est réduite à néant. Voilà qui rassure dans l'immédiat. Et lorsque l'on ne sait pas qui seront les victimes du prochain kamikaze, seul l'immédiat compte.

Alors chaque semaine, chaque mois qui passe, la barre est relevée un peu plus haut dans l'espoir chimérique qu'un jour les Palestiniens capituleront. Les colonies, nous en avons vu beaucoup jusqu'au fond du désert du Néguev, continuent de se multiplier dans les territoires occupés. De sauvages, quelques

roulottes au milieu des cailloux, elles bénéficient rapidement de subventions, une route goudronnée permet d'y accéder, des bâtiments en dur s'élèvent, une école s'ouvre.

De même le Mur, la « barrière » selon le terme officiel, continue de s'étendre. Officiellement elle devrait permettre d'interdire toute incursion terroriste en Israël. Mais à quel prix ! D'une part le Mur est construit sur les terres palestiniennes, largement à l'intérieur. Nous rendant chez les sœurs de Béthanie, installées près de l'endroit où la tradition situe le Tombeau de la Vierge, nous avons constaté que la moitié de leur propriété avait été expropriée, les oliviers arrachés et une large bande de 100 mètres environ préparée au bulldozer pour la construction du Mur. Dans le village en contrebas, le Mur provisoire longe les coquettes villas palestiniennes, bloquant l'entrée, la porte du garage et créant ainsi des situations kafkaïennes.

La situation sera pire à l'Est de Jérusalem où une grande superficie de terres cultivées sera absorbée, laissant de l'autre côté les paysans dans leurs villages, Bethléem deviendra, selon les Palestiniens, un véritable « ghetto », ce terme entre autres fit pleurer le rabbin de notre groupe lors de la visite à Arafat, de même que Jénine, encerclés par le Mur avec une seule issue pour entrer et sortir.

On imagine les frustrations, les ressentiments que cela peut inspirer surtout chez les jeunes Palestiniens, alors que jour après jour la presse annonce de nouveaux développements. Le *Jerusalem Post* du 11 novembre révélait ainsi que le ministère de la Défense devait édifier 400 kilomètres de Mur sans que l'on sache si tout sera terminé en 2005. L'image d'un garrot autour de la gorge vient à l'esprit. Comment un Etat palestinien serait-il encore viable après cela ?

Les protestations internationales ont beau se multiplier. Elles sont sans effet jusqu'à ce jour. Le cardinal Etchegaray, venu à Jérusalem pour l'ordination d'un évêque auxiliaire chargé de la communauté catholique de langue hébraïque, que nous avons également rencontré, a publiquement dénoncé à cette occasion cette « barrière de séparation » qui « dessine inexorablement une géographie d'apartheid et excite plus qu'elle ne maîtrise la violence », condamnation relayée depuis par Jean-Paul II lui-même : « La Terre Sainte n'a pas besoin de Murs mais de Ponts ».

Malgré l'exacerbation des haines, des violences, des agressions, d'aucuns s'emploient toujours à construire ces ponts entre les belligérants. L'espoir demeure en effet d'un règlement pacifique. On y travaille des deux côtés et aussi sans doute à Washington où l'on est conscient que le temps travaille

contre Israël. La parité démographique entre juifs et arabes est en effet proche et, comme l'écrivait récemment, de manière quelque peu emphatique, l'éditorialiste du *New York Times* : « L'horloge de l'histoire annonce irrémédiablement une solution à deux états ».

Du côté palestinien, le plan de règlement global mis au point, en octobre dernier à Genève, par des responsables des deux camps agissant à titre personnel est vu favorablement, le représentant de l'OLP nous l'a confirmé, en présence d'Arafat.

Si, officiellement, le gouvernement israélien, cela aussi nous a été confirmé par son porte-parole, rejette catégoriquement ce plan, d'autres au sein même de l'armée notamment, ont une position opposée, si l'on en juge par les cas nombreux d'officiers et de soldats, plusieurs centaines à ce jour, qui refusent de participer aux opérations dans les territoires occupés, et les déclarations qui se multiplient.

Dans le *Yediot Aharonot*, quotidien le plus lu en Israël, du 14 novembre, quatre anciens responsables du Shin Bet, le service de renseignements israélien, se sont expressément prononcés pour une solution politique globale du conflit israélo-palestinien, redoutant que sinon Israël cesse d'être une démocratie. Ne se préoccuper que de prévenir les prochaines actions terroristes, disent-ils, ne permettra pas de régler la crise actuelle. La politique des petits pas, celle de la « feuille de route », ne peut qu'échouer dans la mesure où, de chaque côté, personne n'avancera sans une concession majeure de l'autre côté. Un règlement général est nécessaire. Ces hommes, aujourd'hui à la retraite, savent de quoi ils parlent. N'ont-ils pas eu recours eux-mêmes au terrorisme, sous l'occupation anglaise, afin de favoriser la création de l'Etat palestinien ?

L'attentat du mess des officiers de l'Hôtel du Roi David le 22 juillet 1946, au cours duquel 116 militaires anglais trouvèrent la mort, précipitera le départ de la Grande Bretagne et le vote par l'ONU du plan de partage. Puis il y eut le massacre de Deir Yassin, le 8 avril 1948, récemment commémoré par des juifs et des arabes de bonne volonté, au cours duquel, à nouveau, les hommes de l'Irgoun et de Stern envahissant ce village arabe de 600 habitants massacrèrent, au fusil et à l'arme blanche, une grande partie de la population, femmes, vieillards et enfants compris.

Ce fut cette tuerie qui précipita l'exode de 80% de la population arabe, les réfugiés parqués, avec leurs enfants et petits-enfants, dans les territoires occupés ou en Jordanie et dont le sort a jusqu'ici bloqué toute perspective de règlement politique.

Mais, là encore, un espoir est en train de naître. Sans doute nous a-t-on affirmé que, pour le gouvernement israélien, cette question n'était pas négociable, ce qui se comprend. Le retour massif des Palestiniens mettrait en danger et en minorité les Israéliens. Mais la position palestinienne a évolué avec le temps. Cinquante-cinq ans après, les réfugiés ou plutôt pour l'essentiel leurs descendants, ne sont plus guère tentés de retourner sur la terre de leurs ancêtres. La nostalgie du « jasmin fleuri et de la fontaine dans la cour » ne joue plus guère. Ce que demandent les Palestiniens, c'est du travail, des conditions de vie décentes et bien entendu la tranquillité.

La visite d'un camp de réfugiés permet de le comprendre. Ni tentes, ni clôture, mais une agglomération en dur qui à certains égards est mieux équipée que bien des villes africaines, de nombreux commerces, des voitures, des écoles de construction récente plus confortables que les baraquements en préfabriqué de mon adolescence. Mais pas de travail pour la plupart, pas de ressources, un espace trop exigu, les habitants ne survivant que grâce à l'aide alimentaire des Nations unies, la France étant d'ailleurs une très faible contributrice.

Aussi ce que réclament les Palestiniens aujourd'hui, plus qu'un droit au retour qui ne serait vraisemblablement exercé que par une infime minorité, c'est une reconnaissance par Israël de ses responsabilités, un acte de repentance en quelque sorte, et sans doute des compensations financières.

La question des colonies est, elle aussi, brûlante. Il faudra bien qu'Israël abandonne la majeure partie des 150 colonies officielles, sans parler des autres, le gouvernement y semble résigné. Les Palestiniens, de leur côté accepteraient que certaines d'entre elles subsistent, sous réserve d'avantages territoriaux, précisément pour y installer des réfugiés.

Mais comment obtenir le départ des colons dont certains sont fanatisés et puissamment armés ? Les passions sont telles aujourd'hui en Israël que la moindre concession est interprétée comme une trahison. On vient de le voir à propos du projet de libération de 400 prisonniers arabes dont Sharon a arraché le principe à ses ministres (par 12 voix contre 11 !) et dont la mise en œuvre s'annonce laborieuse.

On ne peut s'empêcher de penser à ce que pourraient encore faire les extrémistes des deux camps à l'approche d'un règlement de paix, quand on se souvient de la fin de la guerre d'Algérie et de l'OAS.

Ni la peur, ni la haine, on ne le répètera jamais assez ne sont de bonnes conseillères. Seule la main tendue est signe d'humanité. J'y songeais, au début de ce voyage, face aux ruines de la ville antique de Beer Sheva, au puits des 7 ou du « serment », là où Abraham l'immigré fit alliance avec le seigneur des lieux, Abimelek (Genèse XXI, 22-34), en écoutant le rabbin juif et le musulman se répondre fraternellement l'un à l'autre en demandant, avec les chrétiens présents, à leur Dieu commun de faire de nous des ouvriers de paix et des bâtisseurs d'amour.

En une époque où rôde le spectre du choc des civilisations, notre avenir commun ne dépend-il pas aussi de ce qui se passe là-bas ? Jérusalem est sans doute la porte de la paix ou de la guerre pas seulement pour la Terre Sainte mais pour le monde entier.

Jean-Pierre PRÉVOST

Vient de paraître

« L'Europe, incarnation de la démocratie chrétienne »

de Charles Delamare et Francis Olivier

Ed. L'Harmattan, 302 p., 24,40 euros.

La vie politique française

par Hugues PORTELLI

Un trompe-l'œil dangereux, nous dit l'auteur, parce que les problèmes courent, croissent et propèrent derrière ce décor d'unanimité.

Depuis juin 2002, la vie politique française est en trompe-l'œil. En mars et juin 2002, les élections législatives et présidentielles ont montré une désaffection citoyenne doublée d'une fragmentation extrême de l'électorat, dont le premier tour de l'élection présidentielle a été l'illustration la plus éclatante. Mais le jeu du système électoral (majoritaire à deux tours et surtout avec une très forte sélection des candidats pour le second) a conduit à une bipolarisation formelle de la vie politique officielle : le parti du président (l'UMP) exerce une domination sans partage grâce à sa double majorité parlementaire (majorité absolue à l'Assemblée nationale et au Sénat) qui permet au président de la République de disposer d'un gouvernement à sa main. Face à lui, le parti socialiste règne sur les décombres de l'opposition, le système électoral ayant radicalisé le laminage de ses alliés et rivaux de gauche.

Simplification du jeu politique

L'effet utile du système électoral a été renforcé par la création de l'UMP. En ralliant sous la bannière présidentielle la plupart des notables du centre-droit et de la droite (issus du RPR, de Démocratie libérale et d'une partie de l'UDF, mais aussi des nombreux élus locaux « divers droite ») au lendemain de la présidentielle, Jacques Chirac a accéléré la simplification du jeu politique au nom d'une logique majoritaire menée jusqu'à ses extrêmes conséquences.

Cette simplification institutionnelle traduit en partie une réalité. A gauche comme à droite, la disparition (ou au moins la perte de substance) des anciennes cultures politiques qui opposaient les partis de gouvernement à l'intérieur de chaque camp a facilité la simplification de l'offre politique : la

fracture entre l'UDF et l'UMP n'est plus idéologique (du fait de l'étiollement du gaullisme et de la démocratie chrétienne au profit de conservatismes plus ou moins sociaux et plus ou moins libéraux) mais tient davantage à la rivalité de projets présidentiels ou à des modèles de parti différents ; de même, le parti communiste et les Verts ne sont que des appendices du parti socialiste dont l'existence tient surtout à des générosités électorales. Ce rapprochement entre les modérés de chaque camp a libéré un espace politique important au profit de forces politiques nouvelles qui ont investi depuis vingt ans, à gauche comme à droite, le champ laissé vacant de la révolte et de la représentation des couches populaires. Ces courants politiques, dont l'apparition a été facilitée par le développement de la représentation proportionnelle pour les élections considérées sans enjeu par l'électorat (régionales et européennes), ont pu s'implanter durablement et même jouer un rôle clé lors des élections à enjeu, au moins au premier tour (comme on l'a constaté au premier tour de la présidentielle de 2002).

Les réformes à cloche-pied

C'est dans ce contexte que la majorité présidentielle gouverne depuis le printemps 2002. Les difficultés auxquelles elle est confrontée ne tiennent pas qu'à la conjoncture économique. Pour l'essentiel, c'est à la gestion de l'agenda politique qu'il faut imputer l'essentiel des dysfonctionnements dans l'élaboration et la mise en œuvre des réformes.

En premier lieu, l'équipe gouvernementale de Jean-Pierre Raffarin est en grande partie nouvelle. Eloignée des responsabilités étatiques à l'exception de brefs séjours au pouvoir depuis 1981, la droite n'a pu former un personnel gouvernemental expérimenté. Le gouvernement Raffarin a du en partie apprendre son métier.

En second lieu, la majorité n'était pas prête. La victoire de la droite en 2002 n'était ni prévue ni préparée de longue main. A la différence de 1986 où les victoires successives depuis 1982 avaient permis de préparer une victoire inéluctable aux législatives et de mettre en œuvre immédiatement les projets de loi, le gouvernement Raffarin a du consacrer les premiers mois de gestion à la préparation des projets. Après une phase de surplace initiale, les textes sont arrivés en même temps, embouteillant l'agenda législatif, fédérant les opposants aux différents projets (retraites, éducation, décentralisation) et obligeant à des replis tactiques pour sauvegarder l'essentiel des réformes.

En troisième lieu, il semble que l'équipe dirigeante n'ait pas pris toute la mesure du raccourcissement du temps politique : la réduction du mandat pré-

sidentiel place le chef de l'Etat au niveau de l'agenda gouvernemental et parlementaire, rendant la reformulation de la division du travail entre président et premier ministre indispensable. De même, l'échéance de 2007 oblige le gouvernement à agir plus vite, ce qui rend tout retard initial périlleux : mais comment partir à temps lorsque l'on est pas prêt ?

Enfin la concomitance à mi-mandat d'élections sans enjeu à la proportionnelle (régionales et européennes de 2004), qui favorisent le vote protestataire, la dispersion du vote et les tentatives de francs-tireurs, démobilisent l'électorat majoritaire avant que le cumul d'élections majoritaires en 2007 (municipales, législatives, présidentielles) ne rendent à la politique de rassemblement tous ses droits à partir de 2006.

D'ici là, il faudra tenir. La majorité institutionnelle de 2002 doit à la fois gouverner et construire un rassemblement social qui aille au-delà du tiers des électeurs inscrits du premier tour des législatives. Sauf à admettre un taux d'abstention structurel et une représentation majoritaire dans les urnes et minoritaire dans la société, avec le risque permanent d'affrontement entre institutions et mouvement social.

Hugues PORTELLI

L'homme dans le fleuve du vivant

KONRAD LORENZ

« Le progrès technologique et la croissance démographique accélérée forcent l'humanité à des modifications écologiques et sociologiques si rapides que les normes culturelles tombent de plus en plus vite en désuétude et que l'écart d'adaptation nécessaire d'une génération à l'autre grandit à un rythme de plus en plus invraisemblable ».

Roumanie : le salut par l'Europe et l'orthodoxie

par Jean-Marie DAILLET

Le communisme n'a pas légué à ses anciennes possessions l'honnêteté et la droiture ! La religion restaurera-t-elle ces vertus indispensables au bon fonctionnement de l'Etat et de l'économie ?

La Roumanie, dont l'histoire est l'une des plus tourmentées des Balkans, valait d'être revisitée après douze ans d'absence, fût-ce à l'occasion-prétexte d'un périple touristique-culturel à travers ses plus beaux monastères¹.

Mon premier voyage avait été improvisé, le 26 décembre 1989, c'est-à-dire le lendemain même de l'exécution du couple Ceaucescu, avec une poignée de journalistes, en avion-stop. Bucarest était en pleine tragédie, sous la neige encore ensanglantée, avec les chars dans la rue, la station de métro "Université" transformée en hôpital d'urgence, les tombes fraîches des jeunes tués par les défenseurs du siège du Comité central du Parti communiste, l'anxieuse attente des Roumains qui, libérés du couple dictatorial, redoutaient la perpétuation au pouvoir d'une Securitate toute puissante sous le travesti d'un "front de salut national".

Le malaise politique : démocratie formelle et corruption

J'y étais retourné à deux reprises, observateur des premières élections libres, puis des soubresauts d'un pluralisme politique manipulé par les plus habiles des néo-démocrates, fraîchement convertis du régime hâtivement fusillé, tels Ion Iliescu, Petre Roman, Adrian Nastase, etc... Sous le soleil de

¹ Voyage organisé par Gérard Stéphanesco.

l'été 2003, Bucarest n'a plus grand-chose de commun avec la bouleversante capitale d'il y a 14 ans. On y vit en paix, sinon en prospérité, mais le moral du peuple n'y est guère meilleur qu'en 1991 : la vie publique y est bien loin de celle que réclamaient les dizaines de milliers de manifestants qui, jour après jour, contestaient la confiscation du pouvoir politique et économique par des dirigeants trop connus, trop malins, trop compromis.

Le malaise demeure, la classe politique est plus discréditée que jamais. D'ailleurs, le Parlement ne siège-t-il pas dans le gigantesque palais néo-classique, encore inachevé, qu'avait fait bâtir, au prix de la destruction d'une dizaine d'églises classées monuments historiques, Ceaucescu pour sa gloriole de dictateur vulgaire, ubuesque nouveau-riche insatiable de marbres, de cristaux, de marqueteries, de dorures ? Sous couvert d'une démocratie formelle - base irréversible, certes, de la liberté individuelle - confisquée par les pseudo-dissidents du règne Ceaucescu, c'est l'oligarchie des anciens agents de la Securitate qui s'impose, insolemment, avec la corruption qui caractérise le pouvoir absolu.

Isolé, piètre communicateur, l'infortuné ex-roi Michel, victime des palinodies de son père Carol II, puis du nazisme et du communisme, a pu finalement rentrer au pays, récupérer des biens, mais il ne joue aucun rôle politique. Et sa fille, la princesse héritière Marguerite, s'est discréditée aux yeux du peuple par son mariage avec l'acteur Radu Duda, annobli au rang de "prince de Hohenzollern-Veringen", alors qu'il est le fils de l'ancien secrétaire du Parti communiste à Jassy... Rien à voir avec l'avènement réussi de Siméon de Bulgarie, Premier ministre, "roi en république".

Le niveau de vie de la population roumaine est pire qu'en 1990, où il atteignait 3.414 \$ par habitant et par an, contre tout juste la moitié en 2001, avec, il est vrai, une croissance redevenue positive depuis l'an 2000. La perspective de l'adhésion à l'Union européenne, qui sera effective en 2007, offre aux Roumains le seul espoir de progrès économique et social relativement rapide, et de normalisation démocratique durable à long terme, par osmose avec le reste de l'Europe, qui garantit à leur pays, comme à la Bulgarie et aux autres nations des Balkans, candidates aujourd'hui ou à terme, une assurance sans précédent de paix et de solidarité. L'exemple de la Grèce voisine est, à cet égard, plus démonstratif encore, plus tangible que les brillants succès de l'intégration de l'Irlande, de l'Espagne, du Portugal ; sans parler de l'Italie, premier partenaire commercial de la Roumanie, sœur latine, et province romaine, depuis sa conquête par Trajan (101-106 après J.-C.), de 106 à 271.

Une orthodoxie florissante : renaissance chrétienne ou populisme récupéré ?

Surprise : contrairement à notre attente, nous découvrons que la Roumanie des monastères médiévaux n'est pas, aujourd'hui, qu'un "archipel monastique" de centaines de musées, legs d'un passé richissime et révolu. Erreur ! L'immense trésor architectural et artistique, unique au monde, dont nous n'avons vu qu'une partie en Valachie, Moldavie, Maramures et Transylvanie, est le patrimoine d'une église orthodoxe renaissante et même florissante. Rares sont les nefs désaffectées ou abandonnées. Bien au contraire, on en restaure partout avec le plus grand soin, on en construit ou agrandit dans beaucoup de localités, dans le style traditionnel le plus raffiné. Et toutes ces églises, tous ces couvents, sont fréquentés par des fidèles de tout âge, encadrés par des prêtres, des moines, des religieuses, dont la plupart sont jeunes et dynamiques. Pas de "crise des vocations" dans l'orthodoxie roumaine ! Le visiteur français n'en croit pas ses yeux : le fait est que ces centaines de sanctuaires, des plus anciens aux plus récents, ne témoignent pas seulement de "la foi des anciens jours", mais d'une impressionnante vitalité. Faut-il n'y voir qu'une résurgence naturelle, après un demi-siècle de "nuit et brouillard" qui a enfermé au goulag local 1.200.000 Roumains et en a tué 200.000 ? L'effet de la restitution au patriarcat d'une partie des biens ecclésiastiques ? La récupération, ordinaire, d'une église autocéphale, nationale pour ne pas dire nationaliste, avec rémunération du clergé par l'Etat ? Sans doute y a-t-il de tout cela, mais la ferveur populaire est incontestable, particulièrement spectaculaire en la vigile et le jour de l'Assomption, où des milliers de familles se pressent dans les couvents aux jardins fleuris, aux icônes portées en procession, aux accents des chorales, aux flambeaux.

L'Européen de l'Est qu'est le pape Wojtyla n'a cessé, dès le début de son pontificat, de travailler au rapprochement du catholicisme et de l'orthodoxie, notamment par ses visites officielles de pays où les chrétiens sont, en majorité, orthodoxes. Il n'a pas manqué de se rendre en Roumanie du 7 au 9 mai 1999, alors même que le patriarche orthodoxe de ce pays avait donné un avis négatif au projet de ce voyage pontifical. Or, le pape fut si bien reçu à Bucarest que ce même patriarche, Sa Béatitudo Téoctiste I^{er}, rendit non moins officiellement sa visite à Jean-Paul II à Rome le 7 octobre 2002, trônant tout de blanc vêtu à la droite du pape, place Saint-Pierre, à la surprise joyeuse de centaines de milliers de pèlerins, catholiques pour la plupart, et prononça un discours œcuménique, expressément favorable à l'unité des églises.

Devant notre délégation d'une vingtaine de Français, au mois d'août dernier, Téoctiste, vigoureux et éloquent nonagénaire, confirma sa déclaration de Rome, peu habituelle dans la bouche d'un dignitaire orthodoxe, et même car-

rément contradictoire avec les propos de ses homologues de Grèce, de Russie, d'Ukraine.

Au-delà du charisme de deux grands chefs d'églises chrétiennes, peut-être faut-il constater que la perspective politique d'Union européenne à court terme incite au dialogue constructif entre "frères séparés" et qu'en l'occurrence, le salut de la Roumanie, son épanouissement dans la stabilité de Balkans enfin pacifiés et désenclavés, c'est l'Europe politique, et la diffusion de sa culture originale, faite notamment de latinité, d'orthodoxie, et d'une remarquable fidélité à la francophonie, spectaculairement présente dans les grandes librairies de Bucarest et les milieux universitaires.

Jean-Marie DAILLET

« L'agressivité, composante indissociable de la vie, fait l'objet, dans la nature, de multiples stratégies de régulation. Elle est équilibrée par de subtiles systèmes de coopération et de symbiose. L'espèce humaine est l'une des plus agressives du monde animal. Comment maîtriser cette agressivité, condition indispensable à l'avènement de la paix et de la solidarité internationale ? Tel est l'enjeu majeur de notre temps ; les générations futures devront s'y employer avec courage et résolution, dans l'esprit de l'œuvre de Robert Schuman ».

Jean-Marie Pelt

Y a-t-il une culture européenne ? (suite)

Le débat instauré par nous se poursuit.

POINT DE VUE DE LA Lettonie

par Rolands LAPPUKE

Ambassadeur de Lettonie en France

Les peuplades baltes ont habité sur les côtes de la Baltique il y a déjà plusieurs millénaires. La langue lithuanienne est la plus ancienne langue indo-européenne parlée aujourd'hui en Europe, le letton en étant une forme quelque peu plus moderne. Cela a, sans doute, contribué à ce que les cultures baltes aient maintenu un caractère authentique. Elles sont un sujet d'étude privilégié des spécialistes de linguistique et même de mythologie indo-européenne comparée. Le support essentiel qui témoigne de l'authenticité de la culture lettonne sont les chants folkloriques – les dainas – répertoriés depuis le milieu du XIX^{ème} siècle à plus de un million.

Vu son ancienneté et la position géographique des Pays baltes, on aurait donc le droit de penser que la culture lettonne est une culture européenne par excellence. Pourtant, lorsque nous posons la question de savoir s'il existe une culture européenne, s'agit-il uniquement du substrat ancestral des cultures actuelles de chaque pays ? Il semble que nous soyons à la recherche aussi d'éléments culturels plus modernes qui seraient porteurs de valeurs fondatrices des institutions européennes au caractère plus supranational.

Dans ce cas, qu'est-ce qui permet d'affirmer que la culture lettonne d'aujourd'hui est porteuse de ces valeurs malgré un demi-siècle de totalitarisme à caractère colonial ?

Ma réflexion sur ce thème a été suscitée, il y a quelques années, par un ouvrage de Edgar Morin sur son père intitulé « Vidal et les siens ». Il y décrit la migration des juifs fuyant l'Inquisition espagnole, soit directement pour Salonique, ville d'origine de son père, soit indirectement par la Lombardie. En Lombardie, ces juifs auraient été en contact avec des idées modernes si bien assimilées qu'ils auraient influencé le mouvement des Jeunes Turcs de Salonique sous l'Empire ottoman du XIX^{ème} siècle. Ces Jeunes Turcs avec à leur tête Mustafal Kemal Attatürk auraient appliqué ces mêmes principes lors de la fondation de l'Etat moderne de Turquie. Dès lors, il n'est pas infon-

dé de dire que grâce à ce flux d'informations et de valeurs, la Turquie est à l'heure actuelle le seul état musulman laïc et, qui plus est, le seul dont on puisse envisager une intégration dans les institutions européennes.

Si nous prenons la liberté d'appliquer ce mode de raisonnement à la Lettonie (sans oublier, bien entendu, que le territoire actuel de la Lettonie a subi des changements de statut au cours des siècles), nous pouvons définir aisément un certain nombre d'événements historiques qui auront contribué à établir des réseaux, à favoriser ces flux d'informations et de valeurs qui auraient accroché la Lettonie à l'Europe intellectuelle et spirituelle.

La christianisation faite à la force du glaive à partir du XIX^{ème} siècle est sans conteste un événement majeur. Elle a été accompagnée par l'extension de la Ligue Hanséatique qui a joué un rôle important dans le développement d'une culture du commerce fondée sur des relations de confiance et sur une certaine éthique.

La Réforme a débuté très tôt à Riga et a stimulé une modernisation de la pensée théologique, tout en maintenant des échanges avec les autorités catholiques et notamment les jésuites de la région. Ces réseaux ont réussi à maintenir un esprit de tolérance religieuse et à stimuler l'utilisation des langues locales comme le suédois, l'allemand, l'estonien, le letton et autres. Parallèlement, le progrès de l'alphabétisation sera remarquable jusqu'au XIX^{ème} siècle et permettra une meilleure diffusion des idées. Il s'agira, entre autres, des idées des penseurs du Siècle des Lumières, de celles de l'Eveil national au milieu et des idées social-démocrates à la fin du XIX^{ème} siècle. Ces idées viendront souvent par le monde germanique, car la classe dominante était germanophone et les membres des classes inférieures devenaient éduqués par l'apprentissage de l'allemand. De plus, au sein de l'Empire tsariste auquel ce qu'il était coutume d'appeler les " Provinces baltiques " appartenaient depuis le XVIII^{ème}, la proximité des ports de Lettonie avec l'Allemagne ont favorisé le flux d'information par l'introduction de littérature interdite dans les bagages des marins.

Si nous comptons aussi les exilés de la révolution de 1905, nous comprendrons pourquoi, aussitôt après la création de l'Etat letton, les autorités lettonnes se sont attachées à trouver des appuis internationaux et à intégrer la Société des Nations. Ce même réflexe a été visible dès la restauration de l'indépendance en 1991.

Au contraire, dès l'annexion des Pays baltes en 1940, l'URSS a tout fait pour interrompre et éliminer toute forme de relation avec l'étranger qui ne passât

pas par Moscou. Le flux d'information devenait soudainement unidirectionnel, alors qu'il avait été jusque-là multidirectionnel. C'est le propre de tout totalitarisme de contrôler tout flux d'informations et de réécrire l'histoire. L'indépendance rétablie, et reconstruisant un Etat de droit démocratique, les Lettons n'ont eu de cesse que de recréer ces flux multidirectionnels.

Est-ce trop osé de dire que ce sont ces flux libres porteurs d'informations et des valeurs démocratiques qui seraient l'essence même de la culture des institutions européennes auxquelles adhère la Lettonie ?

Permettez-moi d'imaginer la culture européenne comme une mosaïque de cultures diverses dont le ciment serait ce flux de valeurs. Chaque élément de la mosaïque serait unique, mais le ciment serait commun. Il s'agit de diversité culturelle et de valeurs supranationales, sinon universelles.

Rolands LAPPUKE

Pensées

MARC AURÈLE

« Tout est plein de la providence divine ; le hasard ne va pas sans la nature, sans une trame et un entrelacement d'éléments gouvernés par la providence ».

Alain Poher, la passion de l'Europe

par David OUVARD

*Un homme de contrastes dont la modestie ne doit pas faire oublier
l'ardeur européenne.*

Lorsque la revue *France-Forum* s'est interrogée sur l'existence d'une culture européenne ¹, hormis l'incongruité de cette question, s'il est bien un homme qui aurait pu avoir quelque chose à dire à ce sujet, ce fût Alain Poher.

En effet, associé très tôt à la construction européenne, en raison de son engagement auprès de son « mentor » Robert Schuman, Alain Poher a porté l'entreprise européenne : « *Avons-nous le droit de renoncer à défendre la démocratie, les droits de l'homme, les valeurs qui ont fait la grandeur de l'Occident humaniste et chrétien, et de n'offrir que l'exemple de la désunion à un monde prêt à céder à la tentation de la violence ?* »² ; en affichant haut et fort ses convictions chrétiennes, car fortement marqué par son éducation, la guerre, et la Résistance en particulier.

Tout l'art du comportement d'Alain Poher développé en plus d'une quarantaine d'années de vie politique, a été de jouer d'une fausse candeur, mais d'une amabilité vraie, de ne contraindre personne et de ne plaire à quiconque. Cependant, cette sorte d'antihéros a su oublier sa modestie débordante pour défendre avec de surprenants accents d'indignation la République parlementaire, le bicamérisme, mais surtout la construction européenne et la nécessaire réconciliation des peuples, chaque fois qu'il les jugea menacés.

¹ *France-Forum*, n° 10, juin 2003.

² A. Poher, « L'impératif de la solidarité européenne », *L'Européen/Der Europaër*, mai juin 1980, n° 191-192, p. 5.

C'est ainsi qu'il est entré dans l'histoire par la petite porte. « *Aux côtés des politiques par ambitions, des politiques par destin et des politiques par devoir, Alain Poher a toujours semblé déplacé* »³ écrivaient deux journalistes du journal *Le Monde* après sa mort. Homme politique aux allures de père tranquille, l'histoire oublieuse de sa carrière discrète mais importante, a négligé son rôle actif dans la vie politique nationale en ne lui accordant qu'un raccourci aussi commode que trompeur. Cette question fait encore débat et certains mettent nettement en retrait son action, considérant qu'en bon serviteur de l'Etat, il n'a fait que son travail. En quelque sorte, il s'est trouvé au bon endroit au bon moment. Sans aucun angélisme, nous ne partageons, bien entendu, pas ce point de vue, une telle carrière n'est pas due au simple hasard. Certes, s'il ne demeure ni plan, ni loi « Poher », pour autant, il a su jouer modestement son rôle de serviteur discret mais influent. Alain Poher a été un homme de contrastes par sa modestie et sa discrétion mais de cette manière il fût un homme de symboles.

Ainsi, en mai prochain, nous célébrerons les 30 ans de la ratification par la France de la Convention européenne des droits de l'homme qu'il parapha en sa qualité de président de la République par intérim. A la tribune du Conseil de l'Europe le 6 mai 1974, en prenant la parole, ses premières pensées sont allées à son modèle, Robert Schuman, l'un des ardents promoteurs de cette convention adoptée par le Gouvernement français le 4 novembre 1950 mais jamais ratifiée jusqu'alors ! En déclarant « *le premier souci des fondateurs de l'organisation nouvelle fut, après les horreurs d'un conflit qui avait vu fouler aux pieds les droits les plus élémentaires de la personne humaine, d'élaborer et de faire adopter une Convention européenne des droits de l'homme* »⁴, il tint à préciser l'importance de la portée qu'il entendait donner à son geste. Néanmoins, il conserva en souvenir les réticences de certains membres du gouvernement. Certains considéraient le Président intérimaire comme gérant les affaires courantes, alors que ce dernier avait décidé de jouir des pouvoirs et de l'autorité de sa fonction en totalité. Ainsi, lorsqu'il signa le décret n° 74-360 portant publication de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales⁵, Alain Poher tint à clore le travail de son maître. « *Le plus beau tribut arraché par surprise à une France rétive mais soumise* »⁶.

³ A. Chaussebourg et G. Paris, « Alain Poher, le père tranquille de la politique », *Le Monde*, 10/12/1996, p.15.

⁴ Allocution d'Alain Poher le 6 mai 1974 lors de la séance solennelle de célébration du 25ème anniversaire du Conseil de l'Europe – 26ème session ordinaire – J.O. de l'Assemblée Consultative du Conseil de l'Europe, p. 29.

⁵ E. Zémour, *Le livre noir de la droite*, Grasset, 1998, p. 123.

⁶ Pour reprendre la conclusion de l'éditorial du n° 10 de *France-Forum* paru en juin 2003.

Commissaire général aux Affaires allemandes et autrichiennes à la demande de Robert Schuman ; président du Parlement européen ;... le parcours d'Alain Poher témoigne à lui seul de son engagement européen. Homme de devoir et de conviction il a su témoigner de la nécessité et de l'exigence de la construction européenne. Sa présence dans le débat actuel contribuerait grandement à « *rallumer la flamme de l'ambition européenne* »⁷. Comme le soulignait le bulletin de liaison de l'amicale du MRP⁸, c'est bien Robert Schuman, en le poussant dans l'arène européenne, qui eut une véritable prémonition et « *en définitive c'est l'Europe qui y gagnât* »⁹.

Ainsi, comme l'écrivait Robert Escarpit : « *On n'aura pas beaucoup parlé de lui. C'est bien et c'est dommage. Il méritait qu'on s'aperçût à quel point il a su passer inaperçu. C'est la rançon et le mérite de la discrétion. Elle a récompensé dans l'efficacité* ».

David OUVRARD

⁷ Pour reprendre la conclusion de l'éditorial du n° 10 de *France-Forum* paru en juin 2003.

⁸ *Le MRP vous parle*, supplément du n°85, avril 2000, p.22.

⁹ E. Zémour, *Le livre noir de la droite*, Grasset, 1998, p. 123.

⁰ op.cit., p.22.

La chronique des lettres

par Philippe SÉNART

• *Les lettres de Guizot à sa fille Henriette*

La correspondance échangée pendant près de quarante ans, de 1836 à 1874, moment de sa mort, entre Guizot et sa fille Henriette a pour point de fixation, pour centre de gravité, le Val Richer ¹.

1836, c'est la date à laquelle Guizot l'a acquis. La première lettre de cet épais recueil de mille pages est du 11 août 1836. Guizot écrit à sa fille pour lui dire qu'il va visiter une propriété à vendre dans les environs de Lisieux. « On m'a dit que cette petite terre est jolie, la maison est une ancienne abbaye, grande, bien bâtie, il y a de beaux bois tout autour, une source à côté de la maison... Par malheur, il y a pour y arriver une lieue de mauvais chemin, aussi la terre sera-t-elle vendue bien meilleur marché que celles qui sont au bord de la route ». Le cévenol, près de ses sous, flaire l'affaire. Surtout, familier de Broglie, un village voisin où il est souvent en été l'hôte de son ami Victor de Broglie, s'étant taillé dans ce pays d'Auge une circonscription politique, le méridional déraciné veut, de sa maigre garrigue à la grasse Normandie, opérer une transplantation. « Dix années de séjour à Broglie, plusieurs années de campagnes électorales ont fait de Guizot un vrai Normand », a dit M. Gabriel de Broglie dans la biographie qu'il lui a consacrée ². La transplantation effectuée avec des soins minutieux dont le détail dans ces lettres ne nous est pas épargné, réussit à merveille. Vingt ans après, Ximenès Doudan, le précepteur, le chef de cabinet et l'ami d'Albert de Broglie, futur président du conseil de la III^e République a écrit, dans une lettre du 11 août 1854, qu'il est allé au Val Richer et qu'il a pu y admirer des jardins bien fleuris, des arbres bien cultivés, des eaux bien distribuées.

D'un lieu défriché et labouré par les moines de Cîteaux, d'un lieu où sont venus prier au cours des âges Thomas Beckett, Saint Jean d'Eudes, l'abbé de Rancé, Mabillon, la Révolution avait fait un désert. Guizot l'a réhabilité. Il y

¹ Ed. Perrin

² Id

réintroduisit une règle. L'un de ses petits-enfants, Cornélis de Witt, a raconté une journée au Val Richer. « Comme il avait la passion de la méthode et de l'ordre, mon grand-père apportait dans tous les détails de sa vie une ponctualité très grande. Avant de déjeuner, on se réunissait dans son cabinet de travail pour le culte de la famille. Je n'ai jamais entendu lire la Bible comme il la lisait. Alternativement, ma mère et ma tante terminaient par la prière cette invocation quotidienne où les représentants de trois générations s'agenouillaient pour appeler sur eux la bénédiction de Dieu. Après le déjeuner... mon grand-père était tout entier à ses plantes et à ses fleurs et c'était pour nous un privilège de l'aider à arroser ses parterres ou à ramasser ses fruits. A deux heures, nouvelle concentration pour la leçon d'histoire de France... Dans la soirée, on faisait cercle autour de l'aïeul dans le grand salon. La lecture des grands classiques français alternait avec celle des romans de Fenimore Cooper et de Walter Scott. Ma mère, excellente musicienne, se mettait au piano. Quelquefois, on faisait des charades où des personnages fort graves, amis et invités de la famille, ne dédaignaient pas de jouer un rôle. A dix heures, extinction des feux sur le signal donné par mon grand-père ».

Guizot avait acheté le Val Richer pour donner à sa famille une assise de solidité et de durée. En fondant une terre, il avait voulu lui faire produire une postérité. Y a-t-il réussi ? Il perdit un fils, François, particulièrement doué et aimé, à vingt ans. Un autre, esprit léger, le déçut. « Guillaume était mon enfant, non mon fils ». Le Val Richer était destiné à devenir un matriarcat. La mère de Guizot, la vieille et rude cévenole en robe noire, y régnait, mais sans gouverner. C'est sa fille, Henriette qui en assurait le gouvernement. Dans une lettre du 21 juillet 1840, remerciant son père de ses conseils et de ses encouragements, elle lui écrivait : « j'ai bien des choses à faire avant de mériter complètement ta confiance. Mais, j'y fais tous mes efforts. Elle est si précieuse depuis que je tiens tous les comptes et il semble que je serai beaucoup moins prodigue à présent que je vois de près tout ce qu'il faut pour soutenir une maison comme la nôtre, cela m'effraye. Ces quinze jours, du 4 juillet au 17 ont été de 232 francs, mais, il est vrai, qu'il y avait eu à payer les places de la diligence, 117 francs. Tu vois comme je sais bien mes comptes par cœur ». Henriette Guizot, lorsqu'elle écrivait cette lettre, avait douze ans. Devenue Madame de Witt, ayant délégué les soins de l'exploitation du domaine à son mari, Conrad, elle dut, pour en combler les déficits annuels, se consacrer, tout entière, à un dur et incessant labeur intellectuel, soit en prenant le relais de son père et en terminant ses ouvrages inachevés, soit en écrivant et en publiant des récits pour enfants. Pour se rendre digne de la fonction seigneuriale qu'elle prétendait assumer, elle soutenait par ailleurs des oeuvres charitables. Son arrière-petite-fille Catherine Coste a raconté cette vie de « sainte », dans une préface à ces lettres.

Ximenès Doudan, après avoir visité le Val Richer, écrivait que c'était « le cadre idéal pour la retraite de M. Guizot ». Guizot y prit-il jamais sa retraite ? Tout au plus, il en avait fait une base de repli pour la réflexion. Ximenès Doudan avait relevé dans cette belle demeure « toutes les marques de l'homme d'état et du savant, les grands portraits de rois, de princes, de généraux, de ministres, une vaste bibliothèque ». Le Val Richer était ouvert sur le monde. Aux affaires, Guizot s'y revivifiait dans le contact de son sol ; après qu'il les eut quittées, gardant une foi inébranlable en lui-même, disait la duchesse de Broglie, il continuait d'entretenir à Paris, soit dans le salon de son amie, la princesse de Liéven, parfait observatoire européen, soit à l'Académie française où il dirigeait, dans une opposition intelligente à l'Empire, le fort parti d'Orléans, des têtes de pont d'où, contrairement à Royer-Collard qui avait jugé, dès longtemps, incurable le mal dont la France apparaissait atteinte, il pensait encore pouvoir exercer une action sur les événements et les hommes. Arthur de Boissieu l'a décrit dans la séance de l'Académie où fut reçu Prévost-Paradol « inflexible comme ceux qui n'ont jamais plié, supérieur à ses adversaires et à ses alliés... seul, mais debout, croyant et respecté ».

Dans la confusion et le désordre du temps, dans cet état d' « anarchie morale » où, écrivait Barante, la France était plongée depuis 1830, c'est en oracle que Guizot se dressait. Il n'avait pris le pouvoir que pour prendre la parole. C'est « une idée en marche », disait Rémusat, mais la parole précédait l'idée, l'entraînant aux accents de sa fanfare. On avait nommé Guizot « le Pape de la Doctrine ». Les doctrinaires, le duc de Broglie, Barante, Royer Collard, etc... formaient cette coterie distinguée dont Rémusat qui en était, prétendait qu'elle tenait sur un canapé. De ce canapé, Guizot avait préféré faire une chaire, d'où il laissait tomber ses sentences. Ce protestant du midi dont le père avait été guillotiné à Nîmes pendant la Terreur et qui s'était réfugié avec sa mère à Genève voulait « restaurer le droit dans l'Etat », mais aussi « l'âme dans l'homme ». « Abstenons-nous de la pratique - Faisons de la métaphysique », entonnaient les doctrinaires sur un air de Labiche et sur les paroles de Rémusat qui avait un talent de chansonnier. Guizot ne distinguait pas la métaphysique de la pratique. Il ne séparait pas le spirituel du matériel. Ses sentences, érigées en dogme, étaient des maximes d'action.

Guizot avait, tout protestant qu'il fût, une vocation pontificale. Est-ce à ce titre qu'il a apporté son appui au Pape de Rome, défendant son pouvoir temporel et approuvant au temps du Concile l'infaillibilité. Il avait été pénétré dans son exil genevois de déisme staëlien et de moralisme kantien. Lorsqu'il se lia d'amitié avec Veuillot, celui-ci put s'écrier : « quel dommage que cet

esprit se soit formé dans le nid calviniste au lieu de se développer en plein air catholique !”. Mais Guizot, lorsqu’il reçut Lacordaire sous la Coupole, apparaissait « très peu protestant » au pasteur Coquerel et Victor de Broglie, l’ami de toujours, c’est « trop français pour être complètement protestant » qu’il le trouvait. Ramené paradoxalement par l’exigeante rigueur de ses origines cévenoles aux abords bien balisés et bien reconnus du catholicisme, est-ce dans le plein air reconstituant du Val Richer où il respirait, dans les ruines restaurées d’une antique abbaye, les effluves d’une spiritualité antérieure à la Réforme que s’est accomplie cette remontée d’une âme à ses sources cachées ? Nous nous sommes engagés dans toutes les voies familiales, domestiques, politiques rayonnant autour de ce foyer de vie que fut le Val Richer. La voie spirituelle reste peut-être encore à explorer.

Philippe SÉNART

Dostoïevski, le grand vivisecteur

par Christian SAVÈS

Feodor Mikhaïlovitch Dostoïevski (1821-1881), ce fin connaisseur de l'être, est de tous les grands écrivains celui qui a (probablement) exploré avec le plus de génie et d'empathie les coins et les recoins les plus secrets de notre âme. Cette précision de chirurgien (diabolique précision en vérité), cette froide dextérité de vivisecteur au sommet de son art lui a permis de pénétrer au plus profond de ce que nous sommes, de chacun d'entre nous. Il avait en quelque sorte violé l'intimité de notre être pour parvenir à saisir ce que nous sommes vraiment, c'est-à-dire intrinsèquement. Ce qu'il avait alors découvert, c'est notre âme, mise à nu et révélée à ses lecteurs dans son plus simple appareil, avec toute l'impudeur et le voyeurisme dont était capable le génie littéraire dostoïevskien. Le grand écrivain était irrésistiblement attiré par les ténèbres, l'ombre des ténèbres : aussi entreprit-il d'explorer pour son compte les aspects les plus enfouis et les plus refoulés de la psychologie humaine... notre psychologie des profondeurs.

Nul doute que Dostoïevski n'ait éprouvé l'effort d'exister en supportant le poids de l'enfer et de la damnation : quel autre écrivain fut, plus que lui, une âme damnée ? Ce démon qui l'habitait, c'est par l'écriture, par la littérature qu'il tenta de l'exorciser. L'auteur de « Crime et châtiment » ou des « Possédés » est peut-être celui qui a montré le plus de compassion à l'égard de l'être humain. Il est en tout cas celui qui l'a disséqué avec le plus de passion et de pitié. En littérature, Dostoïevski ne fut pas un grand inquisiteur mais plutôt un grand vivisecteur. En réalité, ce travail de vivisection fut constitutif de son projet littéraire-même ; il était le mobile de l'œuvre. C'est donc avec une rigueur toute scientifique qu'il mit la littérature au service de cette ambition : dans son esprit, elle n'était pas autre chose que la science (par excellence) de l'âme. De fait, sa technique littéraire était fondée sur cette conception de la littérature appréhendée comme une science naturelle. C'est qu'elle lui permit de décrire et de connaître avec précision, par les seules res-

sources de l'observation, ce qui faisait l'objet de toute son attention : l'homme, cet étranger à son propre être. Ce sens de l'observation, Dostoïevski en avait hérité en abondance, en même temps que d'un sens acéré de la psychologie. Aussi parvint-il à acquérir une connaissance intime, presque complice, des actions humaines et des motivations les sous-tendant. C'est, au demeurant, par ce travail de dissection et de connaissance « clinique » qu'il en arriva à appréhender l'essence et l'intelligence de l'être, bref sa quintessence.

Il sait l'homme pathétique et pitoyable mais ne cherche pas pour autant à le condamner : telle n'est pas sa préoccupation. Il préfère le scruter, l'épier sans relâche, jusqu'à trouver la faille, celle qui va révéler la plaie béante de l'âme. Ce travail patient et minutieux, il l'accomplit à la perfection dans « Les Frères Karamazov » : au travers des principaux protagonistes, Ivan et Dimitri en particulier, il tâte leur être au plus profond, au plus douloureux de l'âme. Il peut alors promener sur les passions humaines ce regard halluciné caractérisant celui qui a lui-même vécu tout cela de l'intérieur, avec intensité... trop d'intensité, parfois. Dostoïevski s'y entend comme personne pour porter la douleur psychologique et affective à incandescence, jusqu'à rendre ses héros fous, jusqu'à se rendre fou. Il y a souvent comme une démente jubilation qui traverse son œuvre, comme le souffle de l'esprit (ou du démon) : à leur manière, tous les héros de Dostoïevski sont des possédés. Mais, l'homme est intelligent : il sait s'arrêter lui-même au bord du gouffre pour mieux y précipiter ses personnages.

C'est au demeurant ce qu'il fait symboliquement dans l'un de ses récits : « Le Sous-Sol ». Le message fondamental que nous délivre le grand écrivain, à travers la personne de son narrateur, c'est qu'il n'y a pas de fond, il n'y a jamais de fond. L'homme est un puits sans fond, il le sait mieux que personne. Aucune autre espèce vivante n'est habitée à ce point par le démon de la perte. L'âme humaine est sans fond, c'est la preuve qu'il y a quelque chose d'insondable en elle, un peu comme si elle continuait à porter, à travers les siècles, le poids de la chute, du péché originel. L'homme n'a pas de limites, en tout cas pas d'autres limites que celles qu'il s'assigne, dans la sphère éthique, morale, philosophique. Il peut aller toujours plus loin, toujours plus bas dans l'abjection, l'ignominie, le mépris de soi, la bassesse, le reniement, l'humiliation, bref, le nihilisme et, au final, le désespoir. Il lui arrive même de s'y complaire dans une sorte d'abandon, de frénésie, de transe et de fascination le conduisant aux limites de la folie... et parfois au-delà.

Dans chacun de ses livres, le grand écrivain jette à la figure de son lecteur la part d'ombre qui est en lui et c'est du reste en cela qu'il fait œuvre de salu-

brité publique. Il est le démon de la nuit, celui qui jette une lumière crue sur l'obscurité de l'être, celui qui hante nos nuits sans sommeil, nos « Nuits blanches ». Il est celui qui éclaire ce monde immonde dans lequel l'homme vit, se meut et se meurt. Il est ce tuteur diabolique et rusé qui, en nous privant de toute échappatoire, nous oblige à faire face à ce que nous sommes, pour le pire plus souvent que pour le meilleur. Mais, par cette pédagogie de la souffrance, Dostoïevski réussit son pari en même temps que notre métamorphose : « l'Idiot » devient subitement intelligent et s'ouvre au monde. Surtout, il s'ouvre à la souffrance des autres, celle des humiliés et des offensés, qui devient du coup sa propre expérience transformée en conscience.

Au fond, c'est par un effort incessant d'empathie littéraire que le grand écrivain a tenté de soigner ce qu'il faut bien appeler « l'hallucination dostoïevskienne ». Par l'écriture, il consent un travail d'auto-analyse, au sens freudien de l'expression, pour sortir tout ce qui est en lui... tout ou presque. Chacun de ses livres constitue une tentative nouvelle pour relever victorieusement le terrible défi que lui lance sa névrose profonde. Bien sûr, cette tentative se solde invariablement par un échec ou goût amer ou, plus exactement, un demi-succès ou un demi-échec... bref quelque chose qui ressemble à une quête inachevée. Cent fois sur le métier il remettait son ouvrage, comme en témoigne « Les Frères Karamazov », ce chef-d'œuvre achevé quelques semaines seulement avant sa mort. C'était sa façon à lui de combler cette absence, ce vide laissé par l'inassouvi, pour accorder une compensation à sa « libido dominandi ». Chaque fois que ses vieux démons reprenaient possession de lui, c'est vers la littérature que se retournait Dostoïevski, pour tenter de les conjurer, dans une nouvelle tentative désespérée.

A bien des égards, son œuvre tout entière fut le récit de cet effort prométhéen pour tenter d'exorciser les vieux démons qui l'habitaient, le « possédaient » : celui d'un homme toujours désireux de se réconcilier avec la vie et avec lui-même, mais se sachant parfaitement incapable d'y parvenir. Il a vécu cette contradiction très intensément, trop intensément pour entrevoir le salut. Cette contradiction insurmontée (et, peut-être bien, insurmontable), il l'a payée au prix fort : celui d'un mal de vivre permanent, d'une inaptitude métaphysique au bonheur. Sa vie durant, il fut écartelé entre le désir de vivre pleinement sa vie et l'incapacité existentielle dans laquelle il se trouvait de réussir pleinement dans ce projet. Ce fut là sa « tension » permanente, son tourment... et aussi son expiation. En effet, cette expiation constitue le prix qu'il a dû acquitter (et qu'il a vraisemblablement eu conscience d'acquitter) pour nous laisser une œuvre littérairement parfaite, c'est-à-dire une œuvre qui soit le reflet authentique de la souffrance intérieure, du malheur et de la malédic-

tion portés par l'homme, un peu comme le Christ a porté sa croix. Encore une fois, gageons qu'il le savait, il ne pouvait pas ne pas le savoir, et c'est bien ce qui a fini par le tuer en tant qu'homme, dans le même temps où cette conscience le faisait naître à la vie comme écrivain. Il fallait bien que l'un des deux meure, pour laisser la place, toute la place, à l'autre...

L'existence de Dostoïevski donne un relief particulier à ce jugement que Dominique de Roux exprima à propos de la littérature : « On ne sait pas si on meurt ou si on commence à écrire ». Il ne fait aucun doute qu'il n'en ait éprouvé, bien avant cet écrivain français contemporain, la terrible vérité. Vivre ou commencer à écrire, c'était en fait le vrai dilemme dostoïevksien. Il est résumé par cette formule, plus déchirante qu'il n'y paraît. Notre homme a tranché le dilemme par un sacrifice, son sacrifice, c'est-à-dire celui de sa personne. Il a renoncé à vivre pour mieux pouvoir écrire. Il est vrai que l'écriture au service de l'être, de son âme blessée et souffrante, représentait un sacerdoce à plein temps. Dans son cas, la seule chose qui soit absolument certaine, aujourd'hui, c'est que ce sacrifice n'a pas été vain. Il a été payé en retour d'une œuvre magistrale...

Christian SAVÈS

Le dictionnaire du sens interdit

par André LE GALL

ÉCOLOGIE. Il faut être pour. Evidemment ! Il y a comme ça des mots qui contraignent la pensée ou du moins son expression. Les mots ne sont pas innocents. Il y a des mots coupables. De ces sortes de mots qui, même prononcés par inadvertance, obligent celui qui les a proférés à d'infinis exercices d'explication, d'excuse, de justification. Mais les exercices de reptation ne suffisent jamais. Le suspect demeure toujours marqué par la suspicion. Le gros mot politiquement incorrect, est chargé d'une signification qui échappe à celui qui l'emploie. Les dénégations ne servent qu'à confirmer la réprobation. A côté des mots qui encrassent le sens, il y a ceux qui le blanchissent. Le mot suffit à présumer l'innocence de l'entreprise. La manipulation consiste à promouvoir le mot en le chargeant de significations inavouées qui ne se révéleront qu'au fil du scénario. Il y a des mots qu'il faut savoir s'approprier. Le sujet le plus grégaire se veut anticonformiste parce que l'anticonformisme est la valeur de référence d'une société où chacun proclame à haute voix son moi, moi, moi, mais où tout le monde se fait dire la même chose en même temps. La revendication de la singularité est un lieu commun d'où l'on peut avantageusement faire le procès des bien-pensants, c'est-à-dire des autres. Les plus véhéments à dénoncer les bien-pensants d'hier sont les biens-pensants d'aujourd'hui. L'écologie figure en bonne place dans le petit dictionnaire portatif du blanchiment automatique. C'est que, bien sûr, le mot exprime une honorable, une nécessaire préoccupation d'hygiène sociale et économique. L'avenir est à sauvegarder. Là-dessus on ne peut qu'être d'accord. Les

agacements commencent quand des bureaucrates bien intentionnés, au chaud dans leurs bureaux, veulent à toute force imposer au berger qu'il partage le pâturage avec le loup. Les moutons ne comptent pas. Le loup les tue. L'Etat les rembourse au propriétaire. Qui pourrait se plaindre ? Pas les moutons. Ils sont morts. Le berger ? On a eu la condescendance de lui expliquer que s'il faisait bien son métier il n'aurait aucune raison d'avoir peur. Il continue quand même d'avoir peur ? Il n'a qu'à vivre avec sa peur. Sur la peur des bergers, les traités internationaux sont muets. A ce jeu-là, les écologistes auront créé les conditions psychologiques de la dramatique extermination à laquelle les loups sont à présent exposés. Les vélos sont comme les loups, écologiques. Les cyclistes sont une espèce à protéger. Soit. Cela justifie-t-il qu'on les trouve circulant sur les trottoirs, conjuguant leurs harmonieuses chorégraphies avec celles des pratiquants du patin à roulettes ? Et le piéton ? Le piéton est comme le mouton. Il ne compte pas. Les éoliennes vont-elles ravauger toutes nos terres d'enfance et d'adolescence ? Etc. Certains dommages collatéraux de l'écologie font soupçonner que les hommes libres doivent veiller à ne pas laisser l'écologie s'instaurer en une espèce de totalitarisme rampant, produit de substitution planétaire à un marxisme-léninisme déshonoré. L'homme est dans la nature. Il doit la respecter. Il n'est pas un sous-produit de la nature. Unique au sein de la création, il ne peut respirer que s'il communique avec le divin. Vive donc l'écologie ! Mais comme servante, non comme maîtresse.

André LE GALL

Notes de lecture

Il faut lire. C'est une activité qui disparaît en même temps que notre civilisation s'évapore. Le temps de Noël et celui des étrennes est propice à des dépenses modestes, mais gratifiantes, celle des livres. Ceux dont on vous parle ci-dessous de façon plus abondante que d'habitude ne sont guère loués par les marchands d'oubli. Raison de plus pour les regarder de plus près !

L'art qui glorifie la foi

Dans la culture catholique, la contribution de tous les arts à la gloire de Dieu et à la pédagogie de la foi s'est constamment manifestée depuis que la liberté a été donnée à l'Eglise au IV^e siècle. Architectes, sculpteurs, peintres, musiciens ont conjugué leurs travaux pour élever des temples et les orner et faire retentir les louanges. En ces temps de fêtes et de cadeaux, cette production mérite notre attention.

Cluny et Poitiers

Deux chefs-d'œuvre romans viennent de recevoir un éclairage nouveau. Anne Baud qui avait consacré sa thèse à l'abbaye de Cluny publie *Un grand chantier médiéval au cœur de l'Europe*, Cluny (Picard, Paris, fin 2003, 38 € jusqu'à la fin janvier 44 € ensuite). Compte-rendu de recherches, autant que livre d'art, avec 25 planches en couleurs sur les étapes du chantier, éclairé par de nombreux croquis et photocopies en noir et blanc, le travail d'Anne Baud renouvelle l'approche technique et esthétique de cette immense église, la troisième abbatale réalisée par Hugues de Sémur à la fin du XI^e siècle. Les commanditaires de Cluny, très liés à la papauté, ont voulu que l'abbaye soit comparable à Saint-Pierre de Rome à Rome.

Sous la direction de Marie-Thérèse Camus et de Claude Andrault-Schmitt une

douzaine de spécialistes ont retracé la construction et la décoration de *Notre-Dame la Grande de Poitiers*, l'œuvre romane (Picard et CESCUM Université de Poitiers, Paris, 334 p., près de 500 illustrations majoritairement en couleurs, 81 €). A partir de la collection photographique rassemblée par le Centre d'études supérieures de civilisation médiévale de Poitiers au cours des restaurations récentes, l'équipe pluridisciplinaire qui a composé le recueil, a redécouvert l'évolution .. authentique de l'édifice, de son histoire, de son décor et de la place dans l'art roman de ce bâtiment construit en deux étapes, la première au XI^e siècle (chevet, majeure partie de la nef, clocher, nombreux chapiteaux), la seconde entre 1115 et 1130 qui allonge légèrement la nef et édifie l'extraordinaire façade magnifiquement sculptée et jadis peinte à la gloire de l'incarnation du Christ, dans un cadre végétal somptueux qui devrait ravir les plus exigeants de nos écologistes ! Retenir l'étude très fouillée des sculptures de cette façade.

L'époque de Giotto

Nous avons tous en mémoire les deux magnifiques tomes de Steffi Roetgen *Les fresques italiennes de la Renaissance* qui éternisent les œuvres murales du Quattrocento, de Masaccio à Botticelli en passant par Benozzo Gozzoli, Piero della Francesca et Ghirlandaio (Citadelles et Mazenod, 464 et 472 p., 720 illustrations en

couleurs, 168 € le volume). L'édition reprend cette histoire picturale en amont et publié Les fresques italiennes du temps de Giotto (1290-1400) (Citadelles et Mazenod, octobre 2003, 472 p. relié toile sous jaquette et coffret, 350 illustrations en couleurs dont 250 pleines pages, 50 plans, 168 €). L'auteur Joachim Poeschke, professeur d'histoire de l'art à l'université de Münster, après avoir dégagé les origines et l'évolution de la peinture murale au *Trecento* décrit et analyse les grands cycles de fresques qui scandent tout le siècle et d'abord la basilique Saint-François d'Assise, qui dès l'origine a échappé à la sobriété franciscaine. Cet édifice à deux niveaux, bâti à l'initiative des papes au moins autant qu'à celle des franciscains, inauguré dès le milieu du XIII^e siècle, était dès l'origine destiné à recevoir des fresques. L'église inférieure fut décorée essentiellement par le maître de saint François, un anonyme, qui a composé la plupart des fresques du décor mural.

Cimabue, un florentin célèbre vient commencer vers 1280, les fresques du transept et de l'abside de la basilique supérieure. A son contact, Giotto, né près de Florence en 1267 a fait son apprentissage et c'est déjà maître de son art qu'il inscrit à partir 1300 le cycle de la légende de saint François sur les murs de la nef : il le conduira avec ses collaborateurs en 546 Giornate on journées de travail, avec une grande liberté par rapport au texte de la légende, mais un sens extraordinaire de la narration picturale. Quiconque a admiré ces fresques qui retracent des moments essentiels de la vie de saint François en reste émerveillé : Giotto present les découvertes techniques du Quattrocento, mais exprime dans son œuvre une spiritualité mystique dont on retrouve

l'écho dans Fra Angelico. Une œuvre admirable, tant de fois reproduite, qui demeure inégalée, sans pour autant oublier sa contribution à la décoration de l'église inférieure qui était restée inachevée, notamment à la voûte le triomphe de saint François et son mariage avec Dame Pauvreté !

La chapelle Scrovegni

Nous retrouvons la manière du maître dans la chapelle Scrovegni de Padoue entièrement décorée par Giotto dont l'œuvre recouvre tous les murs, avec un cycle christique complet depuis la naissance de la Vierge jusqu'à l'Ascension, les vertus et les vices en grisailles et un bouleversant jugement dernier qui se déploie sur la paroi occidentale. Pour être de moindre envergure les cycles que Giotto consacre dans l'église Santa Croce de Florence, à Saint-Jean Baptiste dans la chapelle Peruzzi et à saint François dans la chapelle des Bardi, postérieurs aux compositions précédentes, offrent des cadres architecturaux plus complets qu'à Assise et une identification meilleure des personnages, malgré la dégradation relative des fresques.

D'autres ensembles sont à retenir ou à découvrir à San Gimignano, à Santa Croce et à Santa Maria Novella de Florence ou encore à Sienne ou à Padoue. Sans oublier le terrible Triomphe de la mort de Buffumalco au Camposanto de Pise dont le contenu scénique exprime un fort pouvoir émotionnel, en dépit des dommages de la dernière guerre. Un recueil riche et significatif d'un siècle de foi et de fidélité.

Fra Angelico et la chapelle Niolline

C'est par hasard qu'un clerc familier des lieux, Agostino Taja, intrigué par une petite

porte dans l'angle de la salle des clairs-obs-curs au Vatican, trouva derrière une pièce au pavement de marbre, recouverte de fresques du sol jusqu'à la voûte. Il venait de redécouvrir, l'ancien oratoire de Nicolas V (1447-1455), que le pape avait fait ménager dans une ancienne tour d'Innocent III et dont il avait confié la décoration en février 1448, à Fra Angelico, le plus spirituel des peintres de la Renaissance italienne. Mais par suite de remaniements successifs du Palais apostolique, cette chapelle niccoline fut abandonnée puis oubliée. Une campagne récente de restauration a permis de rendre aux fresques de l'Angelico leur fraîcheur et leur éclat originaux, comme le montre le recueil publié sous la direction de Francesco Buranelli, directeur général des Musées du Vatican, *Fra Angelico, la chapelle Niccoline du Vatican, histoire et restauration* (Citadelle et Mazenod, 2003, 300 p. relié toile sous jaquette illustrée, 336 illustration, 69 €).

L'Angelico avait choisi comme cycle pour décorer cette petite chapelle où Nicolas V disait sa messe quotidienne, la vie des deux saints diacres les plus célèbres de l'histoire de l'Eglise, saint Etienne et saint Laurent, chacun incarnant les deux vertus majeures de ce pape, l'éloquence, Nicolas était un merveilleux orateur, et la charité, le pontife était d'une générosité proverbiale. La narration picturale de la vie des deux diacres est conduite parallèlement jusqu'à leur martyre, la lapidation pour le premier et le gril pour le second. Composition et facture expriment un artiste parvenu à sa pleine maturité, comme le révèlent les très nombreuses planches en pleine page qui constituent la moitié du volume. L'Angelico atteint un rendu réaliste des personnages,

qui à la différence de celui de Massaccio, s'exprime par une grande douceur. Une découverte à faire. Une autre plus lointaine et plus modeste sera celle de l'art figuratif de l'Egypte chrétienne présentée par Mahmoud Zibawi *Images de l'Egypte chrétienne, iconologie copte* (Picard, 240 p. nombreuses illustrations appareil critique abondant et riche bibliographie, 80 €). Depuis la Méditerranée paléochrétienne, cette tradition artistique a subsisté originale et riche.

Jean CHÉLINI

La puissance ou la mort **de Christian Saint-Etienne**

"Il faut cesser de faire comme si les Américains et Européens avaient une vision commune du monde, voire comme s'ils vivaient sur la même planète". C'est ce que déclarait Robert Kagan dans le numéro de "Commentaire" de l'automne 2002. Il y expliquait pourquoi la vision politique des Européens découle de leur faiblesse, alors que celle des Américains découle de leur puissance et de leurs responsabilités mondiales.

Christian Saint-Etienne prend ce défi au sérieux. Il ne souhaite pas que l'Union européenne vienne s'opposer à l'empire américain, mais il est persuadé que le monde futur n'accordera guère de place à ceux qui prôneront l'idéal kantien de la paix perpétuelle.

"L'Europe ne se fait pas dans le vide, mais au sein d'une économie mondiale en voie de hiérarchisation des puissances". Derrière l'Amérique se profile la Chine, le

Japon, puis l'Inde et la Russie, les nations-états dominateurs, rapaces et sans scrupules, de demain.

"Cessons de penser que l'Europe est au centre du monde qui naît sous nos yeux" nous exhorte notre auteur. Qu'elle prenne conscience au plus vite de sa "diminutio capitis" et qu'elle utilise les cinq ans à venir pour opérer un redressement qui se déploiera à partir d'une toute autre base que celle offerte par des débats institutionnels marqués par un juridisme paralysant. Ceux-ci risquent de canaliser les efforts loin de ce qui est vraiment important : le débat stratégique.

Quel modèle d'Europe voulons-nous promouvoir ? Pour atteindre quels objectifs dans le monde ? C'est en partant de cette deuxième question qu'il faut tirer à nouveau l'écheveau de la construction européenne. "On peut dépasser le cadre national pour construire un espace politique plus large. Mais, sans espace politique marqué par un legs de civilisation et par une volonté de construction d'une puissance positive, il n'y a pas de démocratie libérale durable, pas d'Etat républicain efficace, pas d'avenir assuré".

Pénétré des enseignements de Fernand Braudel, Saint-Etienne nous exhorte à ne pas glisser aux confins de l'Histoire, dans ces parages où il ne fait pas bon vivre, parce que l'on ne compte plus, parce que l'on se dissout dans la grisaille des cités assujetties.

Cette année 2004 sera cruciale pour l'avenir des peuples constituant l'Union européenne. Il sera tonique de lire ces considérations imprégnées d'une expérience millénaire. La décadence n'est-elle pas

davantage l'effet de l'insouciance que de l'impuissance ?

Clotilde SAINT-GIRONS

Ed. du Seuil, 18 €

Les arbres ne poussent pas jusqu'au ciel...

de Michel Drancourt

Donc, ajoute l'auteur, "il faudra beaucoup de forêts", c'est-à-dire d'idées. Et il nous en offre un florilège. Parce que "le développement durable" apparaît souvent comme un concept flou" une "tarte à la crème" médiatique, il faut se plonger dans la réflexion, comme Michel Drancourt, pour étayer certaines constatations et en tirer une règle d'action. "Tel qu'il fonctionne, précise-t-il, le système industriel se détruirait lui-même, ou plus exactement, porterait de telles atteintes aux ressources naturelles et à l'environnement qu'il mettrait la planète en danger". Aux dernières nouvelles il serait opportun de remplacer le conditionnel par le futur. Il est urgent dans ces conditions de modifier la notion de progrès. L'entrée en scène de la Chine qui crache dans le ciel le monoxyde de carbone par millions de tonnes pousse à une prise de conscience à propos de l'industrialisation. Pas de manière utopique ! Les hommes ont suffisamment goûté aux fruits du développement pour ne pas vouloir freiner celui-ci, en particulier dans les régions comme l'Afrique ou l'Inde, où ils commencent seulement à voir briller ces fruits au-dessus de leur tête sans pouvoir encore les cueillir.

C'est pourquoi l'auteur réclame la mise en œuvre d'une croissance bien tempérée. Dans ce but il prévoit une modification profonde des habitudes de vie. "La notion d'épargne reprendrait un sens qu'elle a pu perdre. Le "tout, tout de suite" laisserait place au "plus quand il devient accessible". Le niveau de vie ne serait pas abaissé : il changerait de nature.

L'originalité de Michel Drancourt tient à ce qu'il attribue à l'entreprise la mission d'opérer ce changement radical d'orientation. Non pas à l'Etat ou aux organisations non gouvernementales, aux beaux parleurs et aux grandes gueules. Les sectateurs de la trique proclament déjà qu'il faut agir par la contrainte réglementaire, par le renforcement de la police et par la multiplication des lois et décrets. Pour eux, les entrepreneurs, bêtes avides de marges bénéficiaires, n'accepteront jamais de sacrifier un espoir de gain immédiat à la perspective du développement durable.

Ils se trompent, dit notre auteur. Surtout ils trompent leurs fidèles. Car les entreprises sont par nature soucieuses d'allonger la durée de rentabilité des productions. A la différence des marchés financiers obsédés par l'immédiat, les entreprises s'efforcent toujours de rentabiliser la durée. C'est ainsi qu'une norme spéciale, ISO 14.001, validant un système de management durable a été créée et connaît un succès croissant. D'autres normes de ce type se multiplient. Les multinationales si souvent critiquées, sont à la pointe de ces efforts, tout simplement parce qu'à la différence des aboyeurs de terreurs apocalyptiques, elles ont une connaissance pratique de la planète et de son évolution à long terme.

Trois principes doivent permettre de mettre en œuvre les 158 points du plan adopté en 2002 à Johannesburg pour protéger l'environnement. Le premier est de faire plus avec moins. C'est le secret de la productivité, levier principal depuis Adam Smith, du progrès économique. Le second principe d'action "transversale" du développement durable est la recherche systématique de la qualité. Il s'agit de se fixer des normes, de définir, avec l'appui des pouvoirs publics, les procédures et les actions de soutien pour les atteindre. Le troisième principe consiste à réintroduire la notion de durée dans l'économie et la consommation. Le niveau de l'éducation donnée aux jeunes doit être relevé préalablement à celui de la production !

Le livre de Michel Drancourt a le grand mérite d'attirer l'attention sur l'évolution profonde qui marque l'esprit des vrais responsables de la défense (ou de la ruine) de l'environnement : les chefs d'entreprise. En pilotant la révolution industrielle, ils ont tiré une grande partie de l'humanité hors de la misère. C'est à eux désormais de sauver la planète, tout en satisfaisant les besoins, encore criants des pauvres et des faibles.

C'est un espoir. Pour qu'il devienne réalité et pour faciliter le changement d'orientation, il est nécessaire de transformer les modes de fonctionnement de notre économie et de notre société. C'est à cela que doivent tendre les réformes. Tel est le devoir des politiques.

Charles DELAMARE

Ed. Village Mondial, 24 €.

Compétitivité et vieillissement de l'Institut Montaigne

L'Institut Montaigne a publié de remarquables études sur les faits de société. Il vient de présenter sous le titre indiqué ci-dessus les travaux d'un comité d'études présidé par Claude Vimont.

Nous sommes à la veille du grand retournement de notre population. Il s'effectuera inéluctablement en 2006. A partir de cette date nous entrerons, comme toute l'Union européenne, dans une société de vieillesse. Si nous voulons maintenir les acquis de notre civilisation, il nous faut dès aujourd'hui prendre les mesures qui permettront de maintenir notre compétitivité vis-à-vis du reste du monde. Au sein de l'Union européenne la France souffre d'un fort handicap structurel dû à la mauvaise gestion des âges et des temps de travail de sa population active. Les réformes à entreprendre, d'urgence, doivent tendre à transformer en profondeur le modèle culturel qui prédomine actuellement dans notre pays. Dans cinq domaines principaux, il est nécessaire d'entamer une action énergique. L'orientation scolaire et professionnelle d'abord pour obtenir la meilleure utilisation des jeunes forces, déjà trop peu nombreuses et si stupidement gaspillées. La réinsertion des chômeurs ensuite qu'on laisse croupir dans l'inaction alors que leur retour dans le monde du travail est un besoin social autant qu'une thérapie individuelle. Ce sera une composante de la troisième action, celle qui portera sur les nouvelles politiques de l'emploi. Les "emplois seniors" constituent le moyen principal

pour maintenir la compétitivité de notre société par rapport à celles des autres civilisations qui débordent de vitalité (et s'en étouffent parfois). Cela suppose un changement profond dans la mentalité des chefs d'entreprise et surtout dans celui des travailleurs.

Ces derniers, grâce à une formation continue et cohérente doivent mériter ce beau nom le plus longtemps possible. Et s'en enorgueillir. Quant à l'immigration, le quatrième point, elle sera considérée sous un autre angle que l'apitoiement, mais sous celui de l'appel à la qualité et au dynamisme. Enfin, la politique familiale constitue la clé de notre avenir après qu'aura été abordé et dominé le choc du "vieillissement inéluctable".

L'étude a identifié deux domaines d'action prioritaires. L'articulation entre la formation initiale et la vie active et la transition entre vie active et retraite. Intéressant, n'est-ce pas ? Si vous croyez ne jamais devenir vieux, alors ne lisez pas ce livre.

Charles DELAMARE

Institut Montaigne, 25, av. Matignon - 75008 Paris - 15 €.

Concentration des multinationales et mutation des pouvoirs de l'Etat

de Pierre Bauchet

Il n'est pas contestable que, tout au long des XIX^e et XX^e siècles, l'économie est de plus en plus devenue le terrain habituel des

affrontements politiques. Avec une égale bonne conscience, les uns ont privilégié la connaissance et la prise en compte des réalités et parfois, à l'exclusion de toute autre considération, de l'arithmétique, d'autres la nécessité « d'humaniser » ce type d'activité, en sauvegardant à tout prix une part de volontarisme au service des valeurs de justice et de progrès. En définitive – tout au moins en Occident –, à travers tensions et conflits, parfois d'une extrême violence, mais aussi grâce à d'inventifs découvreurs de routes sachant éviter les écueils, des avancées économiques et sociales, souvent impressionnantes, ont pu s'accomplir.

Mais voici qu'aujourd'hui, avec la mondialisation de l'économie, le débat reprend avec plus de véhémence que jamais. Et trop souvent, malheureusement, pro –, anti –, ou alter - s'affrontent de manière d'autant plus péremptoire que leurs analyses et leurs interprétations des phénomènes demeurent plus abstraites et simplistes. Aussi, le livre sous revue vient-il à son heure nous présenter, clairement, concrètement et, ce qui ne gâte rien, brièvement, les caractéristiques de la globalisation en cours ainsi que les nombreuses initiatives déjà prises par les acteurs économiques – et politiques – pour s'y adapter et, dans la mesure du possible, la maîtriser - à l'échelon national, multinational ou même mondial.

Pierre Bauchet était l'un des économistes les mieux préparés à nous guider dans cette exploration. Observateur, tout au long de sa carrière à l'Université et au CNRS, de l' "international", en matière de transports notamment, il a aussi consacré une part de ses réflexions au champ et aux formes de l'intervention publique dans la vie économique aux différents stades de son évolution,

de « L'expérience française de planification » (1958), un « classique », aux contributions récentes sur l'utilité et le devenir des services publics au regard des transformations en cours (en particulier dans le discours prononcé au nom de l'Académie des sciences morales et politiques, lors de la séance de rentrée de l'Institut d'octobre 1995, publié dans le n° 309/310 de *France-Forum*).

Logiquement, il analyse d'abord avec précision et minutie la profonde transformation des acteurs économiques, nous initiant à l'extrême diversité des situations que recouvre le terme de « multinationales » : accords de partenariats plus ou moins limités, alliances, participations au capital, « externalisation » de certaines activités, intégration plus ou moins poussée d'unités préexistantes, maintien ou délocalisation du siège social...

Au-delà même de la difficulté évidente qu'éprouvent les statisticiens nationaux ou même ceux d'organisations plurinationales à « traiter » d'« objets » dont la dimension excède largement celle délimitée par les frontières nationales, comment repérer au sein de telles « nébuleuses » l'unité, le ou les centres de décision ? D'autant que leur gigantisme donne parfois le vertige. Au détour d'une note (p.20, note 9) on apprend par exemple que « ST Microelectronics NV, Motorola Inc, et Philips NV partagent en 2002 une recherche portant sur une nouvelle « puce » représentant 1600 milliards de dollars » !

De même a-t-on pu calculer qu'aujourd'hui, 1/3 du commerce dit international est en réalité constitué d'échanges effectués au sein des multinationales. Le mouvement en cours de centralisation de la décision écono-

mique – parfois jusqu'au cœur de réseaux financiers complexes – se poursuivra-t-il ? Ou la multiplication récente de faillites retentissantes de groupes géants est-elle le signe avant-coureur d'un renversement du cours des choses ? Quoi qu'il en soit, force est de constater la caducité des fameuses « lois » du libéralisme classique face à ce bouleversement des structures de l'économie. Que peut être aujourd'hui l'efficacité de la « main invisible » ? « Un environnement économique, juridique et physique des marchés, déstabilisé, empêche la concurrence de jouer son rôle autorégulateur ».

Bien au contraire, tend à s'installer désormais un état de guerre économique. Puisqu'il n'y a plus d'autorégulation, l'instauration d'un nouvel ordre économique passe désormais par la réalisation de compromis entre des coalitions regroupant Etats et multinationales. Mais les nécessaires changements de mentalité sont toujours plus lents que les bouleversements et ruptures qui les imposent. La prégnance des systèmes conceptuels élaborés depuis maintenant plus de deux siècles est d'autant plus forte que prédomine toujours, en raison de leur poids dans l'économie mondiale et de leur influence dans beaucoup d'organisations internationales, la pensée économique des Anglo-Saxons.

D'où la timidité à concevoir une « stratégie » économique cohérente et continue. Certes, il ne saurait être question d'en revenir au dirigisme d'antan ; mais une voie nouvelle est à trouver, faisant appel simultanément à plusieurs types d'action. Tout d'abord, ce qui est dans la logique libérale classique, il convient de préférer la régulation à la réglementation, c'est-à-dire de

recourir à un efficace encadrement juridique de l'activité économique plutôt qu'à une « ingérence » publique dans les choix proprement économiques. On a déjà bien avancé dans cette direction, et, en France, on ne recense pas moins de trente autorités administratives indépendantes (au sens large), compétentes dans des domaines aussi variés que les activités boursières, les nuisances aéronautiques, les télécommunications, etc... Et, de plus en plus, de tels organismes fonctionnent à l'échelon international, par exemple au sein de l'Union européenne ou des Nations-Unies. Leur mise en place, leur activité se sont heurtées ou se heurtent encore à de nombreuses résistances, mais ils sont les premières et timides amorces d'une gouvernance pluri-nationale ou même mondiale.

Mais cela ne saurait suffire. Pierre Bauchet fait très justement observer qu'en dépit d'une mondialisation croissante, le poids des budgets nationaux – en matière d'infrastructures, de politique agricole, de recherche et d'éducation, etc... - demeure considérable. Toutefois ces choix budgétaires ne correspondent pas forcément à la stratégie réfléchie, cohérente et durable propre à « écarter les risques de la présente mondialisation : celui de conflits mondiaux entre des coalitions d'Etats et de grandes unités et celui de la montée d'un populisme mondialiste engendré par les désordres de notre société ». Est-il raisonnable, par exemple, qu'aujourd'hui les aides publiques aux exportations agricoles représentent *par jour* six fois les aides *annuelles* aux pays en voie de développement ?

Pour Pierre Bauchet, « paradoxalement, ce sont les Etats, bien qu'affaiblis, qui gardent dans leurs mains les clefs de notre destin ».

Sans doute, est-ce, quelque temps encore, pour les citoyens et les hommes politiques, le « levier » le plus accessible et le plus maniable. Mais, d'ores et déjà, chacun sent bien la nécessité, coûte que coûte, de conforter et développer les institutions pluri-nationales existantes et d'en créer de nouvelles. L'irrésistible mondialisation de l'activité économique exige la mondialisation simultanée d'un environnement juridique adapté. Cet objectif est aujourd'hui devenu un défi majeur de civilisation.

Jean AUBRY

CNRS économie-CNRS Editions.

La vie à en mourir

Lettres de fusillés

Attention ! Ce livre est à mettre entre toutes les mains. Il n'est que le recueil des lettres écrites, avant leur exécution, par les résistants qui vont être fusillés, mais, de ces derniers mots, parfois à peine griffonnés au crayon sur une page de papier quadrillé, se dégage un superbe message.

Les auteurs sont jeunes ou plus âgés, pères de famille ou lycéens chez leurs parents, paysans, ouvriers, bourgeois ou aristocrates, engagés à gauche ou à droite ou dans aucun parti, athées ou profondément chrétiens. Certains font des fautes d'orthographe, d'autres écrivent un style élégant. Mais, tous disent la même chose qui est un acte de confiance dans la vie, d'où le titre de l'ouvrage.

Aux heures les plus sombres pour eux-mêmes et pour leur pays, ils ne doutent pas

de la victoire finale et se préoccupent avant tout de l'avenir, de ceux qui restent et du monde dans lequel ils vivront. Pas un mot de regret, pas un doute sur le sens qu'ils ont donné à leur vie, à leur sacrifice, pas même un réflexe de haine pour le bourreau (parfois hélas, l'Etat français de Vichy). L'immigré Guido Brancadoro, fusillé le 30 avril 1942, écrit "Ce sont les Français qui me livrent et je crie : vive la France ; les Allemands qui m'exécutent, et je crie : vive le peuple allemand et l'Allemagne de demain".

Tous sont fiers de ce qu'ils ont fait et de la cause à laquelle ils se sacrifient. Les hommes mariés invitent leur femme à retrouver un autre compagnon pour refaire leur vie et reconstruire l'avenir. Au-delà de sa circonstance particulière et dramatique, le message est d'une brûlante actualité. Le sens de la dignité, celui de la solidarité, de la responsabilité, du courage, du sacrifice s'il le faut, la confiance dans l'homme et l'amour de la vie trouvent dans ces lettres une expression émouvante et forte.

Les extraits suivants convaincront aisément de l'irremplaçable valeur de ces témoignages :

"Je meurs jeune, très jeune, il y a quelque chose qui ne meurt pas, c'est mon rêve. Jamais comme à ce moment il ne m'est paru plus lucide, plus somptueux, plus près de nous enfin... Il n'y a point de haine dans mon cœur. J'ai vu des larmes dans les yeux des soldats allemands qui nous gardent... Je sais que nous pouvons compter sur l'Allemagne". Félicien Joly, 22 ans.

"Je n'ai pas peur de mourir, je trouve quand même que c'est un peu trop tôt". Léon Goldberg, 19 ans.

"Mes chers parents, n'en veuillez à personne, je suis allé seul au maquis, je suis donc seul responsable de ma mort". Marcel Renard, 21 ans.

"Je veux vous dire que, dans mes dernières heures, je crois plus que jamais à tout ce que j'ai aimé". Jacques Grinbaum, 20 ans.

"Je te demande comme une suprême prière d'aimer la vie". Jehan de Launay.

"Je vous demande de faire dire des messes pour moi, de prendre soin de mes arbres afin que vous ayez un souvenir de moi". Marcel Simon, 23 ans.

"Peut-être te sera-t-il donné, si tu travailles bien et si Dieu t'aide, d'être dans vingt ou trente ans un des hommes qui relèvera la France, qui fera que je ne suis pas mort en vain". Robert Peletier.

"Je suis mon idéal. La Grande Révolution Chrétienne a ses martyrs. La Grande Révolution actuelle va avoir les siens. Qu'est-ce que la vie d'un homme en comparaison au bonheur de l'humanité ?". Louis Sabatié, 19 ans.

"L'honneur qui m'avait été refusé une première fois va m'être accordé, je vais mourir pour la France". Léon Jost, 57 ans.

Monsieur le ministre de l'Education nationale, voici au moins un de vos problèmes résolus. Plus besoin de débats sur l'instruction civique ! Prescrivez seulement à vos enseignants la lecture à leurs élèves d'une de ces lettres au début de chaque semaine scolaire.

Gérard VANIER

Ed. Taillandier - Lettres choisies et présentées par
Guy Krivopissko, préface de François Marcot, 21 €.

Les valeurs des modernes *Réflexions sur l'écroulement politique* *du nouveau siècle*

de Nicolas Tenzer

Nicolas Tenzer, penseur fécond, est à 42 ans l'auteur d'une bonne douzaine d'ouvrages tous centrés sur la philosophie politique ou sur le devenir de la société française, sur la politique. Toutefois, avec « Les valeurs des Modernes », il nous livre un ouvrage assez différent des précédents, que ce soit par son inspiration ou par son style. C'est un ouvrage plus personnel, aussi : il suffit de lire l'introduction pour s'en convaincre. L'auteur s'exprime souvent à la première personne du singulier. C'est probablement le signe qu'il a mis un petit peu plus de lui-même, dans ce livre.

Celui-ci comprend une introduction et six chapitres, qui sont en réalité autant de parties distinctes. C'est donc autour de cette architecture que l'auteur construit son constat brut sur ce qu'il appelle "l'écroulement de la politique". Dans un style direct et incisif, Nicolas Tenzer précise dès l'introduction l'objet de son livre : « C'est tout l'objet de ce livre que de montrer les détours que la politique est obligée d'emprunter pour imaginer un monde vivable (...) ». Comme pour mieux enfoncer le clou, il poursuit en clarifiant davantage sa pensée : « Cet ouvrage porte sur le changement que peut et doit conduire le pouvoir politique ».

Le chapitre 1 s'intitule : « Le pouvoir déficient ». Il analyse lucidement l'une des causes de cette déficience, notant que le conservatisme des élites traduit d'abord

leur incapacité à concevoir la société souhaitable, à y projeter leurs ambitions et y défendre leurs valeurs : « Le pouvoir transformateur de la société doit d'abord se comprendre comme rétablissement de la faculté d'agir des différentes couches de la société ». Quelque part, c'est donc bien un processus de réhabilitation du pouvoir et de ses acteurs qu'il appelle de ses vœux.

Le chapitre 2 évoque notre avancée vers ce qu'il nomme une « société libérale-communautaire ». L'auteur observe qu'il demeure un obstacle à notre compréhension de la société : l'existence d'une réelle distance entre celui qui observe et la perception de celui qui est observé. Les tendances communautaires se nourrissent de ce qu'il appelle l'érosion de la citoyenneté : « Dès lors, cette citoyenneté subjective, définie comme adhésion de principe à la politique, se caractérise par l'instabilité : on entre et l'on sort de cette citoyenneté comme dans un moulin ! ». C'est bien là le problème, aujourd'hui... du côté de nos banlieues, par exemple. Cependant, l'auteur souligne qu'une société ne saurait être seulement communautaire, comme elle ne saurait être purement libérale. La société libérale-communautaire naît de la conciliation entre le mouvement de la société (hors duquel il n'y a pas d'émancipation possible) et un système de normes collectives (sans lequel le sentiment élémentaire de sécurité ne peut exister).

Le chapitre 3 est opportunément intitulé « Les valeurs sans la morale ». Après avoir rappelé qu'« Une société civilisée est celle dont les membres ne s'humilient pas les uns les autres, alors qu'une société décente est celle où les institutions n'humilient pas

les gens », Nicolas Tenzer en vient à poser une question essentielle (sur fond de montée du fondamentalisme musulman, je suis au moins tenté de le penser) : il se demande ce que nous avons à opposer à des cultures qui ont beau jeu de proclamer qu'elles au moins n'ont pas peur de cultiver la vertu. Il serait urgent d'y répondre, faute de quoi, nous risquons de défendre notre civilisation au nom d'une culture qui n'existera plus, observe-t-il.

Le chapitre 4 « Donner des institutions » est le plus programmatique de tous. Je partage assez largement son analyse et ses propositions, même si je devine qu'elles risquent de faire l'effet d'un pavé dans la mare des politiques. Il propose ni plus ni moins qu'une réforme institutionnelle (passant obligatoirement, me semble-t-il, par une réforme constitutionnelle) qui aurait pour objectif de mettre un terme aux dysfonctionnements et aux maux récurrents dont souffre, depuis longtemps déjà, notre système politique. Sa préférence va manifestement à un scénario qui ferait évoluer la France vers un régime de type présidentiel (tout en évitant les inconvénients du système à l'américaine) afin de remédier au caractère « inachevé » des compétences du Parlement. Son analyse place en effet le Parlement au centre des difficultés que connaît notre démocratie, les groupes d'intérêt étant trop bien représentés par les parlementaires et les partis politiques exerçant une emprise trop forte sur le Parlement. Des correctifs s'imposent, dans notre intérêt.

Le chapitre 5 « Organiser l'Etat » suggère très explicitement que la réforme institutionnelle doit s'accompagner d'une

réforme de l'Etat (une vraie, cette fois-ci...). Il est urgent de parvenir à « décorporatiser » l'administration. Une administration interministérielle puissante et dotée de moyens d'analyses qui dépassent les seuls cercles administratifs et, idéalement, un travail parallèle des assemblées parlementaires sont aujourd'hui indispensables. Difficile de ne pas souscrire à un tel propos, pour qui connaît les conditions dans lesquelles fonctionne notre appareil administratif.

Le chapitre 6 « La gauche et la droite : un débat est-il possible ? », qui est aussi le dernier, s'intéresse donc à notre vie politique, à ses conditions d'exercice. L'auteur invite tout le monde, droite et gauche, sans exclusive, à changer. Pour y parvenir, il appartient d'abord aux forces politiques en présence de s'interroger sur leurs pratiques, bref de procéder à un nécessaire (et salutaire) effort d'introspection, à un examen de conscience. Souhaitons seulement qu'elles en soient capables...

Au final, et son « ouverture » en apporte la preuve, le livre de Nicolas Tenzer s'adresse à toutes celles et ceux qui présentent l'urgence d'une réflexion sur les moyens (ou la façon) de faire enfin la politique autrement. J'ajoute que cet essai trahit, chez son auteur, à la fois une impatience et un espoir. Impatience, tirée du constat fait à partir de son expérience irremplaçable de haut fonctionnaire, que nombre de blocages ou de préjugés constituent objectivement un obstacle au changement...ou, en tout cas, font que les choses n'évoluent pas assez vite pour adapter la société française à un monde qui bouge. Espoir, venant de ce qu'il veut croire, en

homme de bonne volonté, qu'il n'est jamais trop tard pour bien faire.

Puissent les événements lui donner raison, sur ce dernier point...

Christian SAVÈS

Ed. Flammarion, octobre 2003, 20 €.

La Terreur et l'Empire

de Pierre Hassner

Spécialiste éminent des relations internationales, directeur de recherches au CERI, à la Fondation des sciences politiques, Pierre Hassner est plus connu dans les grandes universités étrangères qu'il ne l'est en France. Il écrit peu mais ses livres sont importants, riches d'informations de première main, d'analyses et de réflexions originales et de synthèses éclairantes. Ce n'est pas seulement un expert, c'est un philosophe, un humaniste qui dépasse les relations internationales "pour interroger les points de rencontre entre la nature de l'homme, celle de la politique et la signification de l'histoire".

Son dernier livre constitue la deuxième partie d'un précédent ouvrage *La violence et la paix*. Il a choisi pour celui-ci un titre qui le relie directement à l'actualité : *La Terreur et l'Empire* où il évoque d'abord la période qui va de la chute du Mur de Berlin à la chute des "twin towers". On y trouve un texte écrit immédiatement après la fin de la guerre froide, qui prévoit avec une remarquable lucidité l'évolution future de l'Europe de l'Est. Ses analyses sur la

montée du nationalisme dans le monde ex-communiste, y compris en Europe centrale, par désillusion à l'égard de l'Occident et plus généralement pour rechercher des boucs émissaires dans une situation économique et sociale catastrophique, éclaire la situation présente. "Aux Européens de l'Ouest de savoir reconnaître que leurs voisins de l'Est leur tendent le miroir déformé de leurs propres carences et de leurs propres égoïsmes nationaux".

On pouvait espérer que la fin de la guerre froide ouvrirait la voie à un nouvel ordre européen mais les impuissances de la Communauté internationale et de l'Europe devant l'implosion yougoslave - expérience vécue de près par Pierre Hassner - laissent un goût amer de désillusion.

La troisième section de cette première partie est centrée sur le principal problème de la période actuelle : celui de "l'hyper puissance américaine" de sa réaction à "l'hyper terrorisme" d'Al-Qaida, aux défis des "Etats voyous" et des "armes de destruction massive".

Ce qui en fait l'exceptionnel intérêt c'est une connaissance approfondie des Etats-Unis dans tous leurs éléments : ouvrages de référence livrant les interprétations américaines du monde - Pierre Hassner les a tous lus -, attitudes des partis politiques, de l'administration, de l'armée, des médias, de l'opinion publique. Ses jugements, parfois sévères, sont toujours objectifs et exempts d'anti-américanisme, comme de préjugés systématiquement favorables. A cet égard Pierre Hassner est, comme le dit Alain Duhamel, "l'anti Glucksmann". Ses

conclusions très pondérées ne laissent pas de nous inquiéter.

Raymond Aron, dont il est un héritier, parlait déjà à propos des Etats-Unis de "République impériale". Hassner évoque le choix entre "l'empire de la force ou la force de l'Empire". Ce n'est pas chose nouvelle dans la politique extérieure américaine que l'exceptionnalisme et l'unilatéralisme. L'ouvrage nous montre comment, au fil du temps, les Etats-Unis sont passés tour à tour du repli à l'engagement international ou à l'impérialisme, avec presque toujours la conviction morale qu'ils agissaient pour le bien de tous. Mais il s'est passé quelque chose d'inouï le 11 septembre : les Etats-Unis qui n'avaient jamais été menacés sur leur sol - à l'exception de Pearl Harbor mais c'était à Hawaï - ont découvert tout à coup qu'ils étaient vulnérables chez eux, au cœur même de leur puissance. Les Européens n'ont pas suffisamment pris conscience des effets profonds et durables de ce phénomène entièrement nouveau sur les dirigeants et le peuple américain. Ils auraient tort au surplus de croire que ce terrorisme vise les seuls Etats-Unis. Cette divergence psychologique, cette incompréhension sont à l'origine des divergences politiques entre les deux rives de l'Atlantique, et cela avant même le déclenchement de la guerre en Irak.

Pierre Hassner pousse plus loin l'analyse. Les Etats-Unis, nous dit-il, sont aujourd'hui prisonniers d'un piège qu'on pourrait appeler le "dilemme impérial" : un double sentiment de vulnérabilité et de puissance, d'invincibilité, les anime. Le traumatisme du 11 septembre a permis aux idéologues néo-conservateurs, proches de Cheney et

de Rumsfeld - les Wolfowitz, les Pearl, les Kaplan -, soutenus par la droite chrétienne protestante, de rallier à leurs idées de guerre en Irak et de remodelage du Moyen-Orient non seulement le président Bush mais l'opinion américaine. Aussitôt après le 11 septembre Bush s'est écrié : "nous avons trouvé notre mission". La conception rudimentaire qui préside désormais à la stratégie américaine peut se résumer ainsi : c'est le terrorisme qui est l'adversaire ; le terrorisme est international et "quiconque abrite ou aide un terroriste sera considéré comme un terroriste" ; le front anti-terroriste est partout, il inclut non seulement la politique étrangère mais la politique intérieure y compris les problèmes d'immigration, les contrôles financiers et les libertés civiles, longtemps considérées pour acquises ; tous les Etats sont forcés de se livrer à un choix stratégique : "qui n'est pas avec nous est contre nous". Son aboutissement logique est une stratégie de "pré-emption" dans laquelle l'unilatéralisme des Etats-Unis, souverainistes pour eux-mêmes et interventionnistes envers les autres, les conduit à s'arroger le droit de décider seuls du bien et du mal.

Critique à l'égard des erreurs tactiques de la diplomatie française, Pierre Hassner porte un jugement lucide sur les suites probables de l'intervention américaine en Irak. Il avait prévu les difficultés et les impasses auxquelles se heurtent aujourd'hui les Etats-Unis dans ce pays qu'ils connaissaient mal - ce qui les amènera peut-être à mieux comprendre les "complexités du monde"... Il cite le mot célèbre d'Hegel sur Napoléon à propos de la guerre d'Espagne : "l'impuissance de la victoire". On pourrait y ajouter celui de

Talleyrand : "on peut tout faire avec des baïonnettes sauf s'asseoir dessus". Sous-estimant la force du nationalisme arabe cette stratégie "cherchant à combattre une terreur insaisissable risque à la fois de la répandre et de la reproduire". Il faut également être attentif aux dangers pour tous les pays occidentaux d'un échec américain en Irak, suivi d'un départ précipité...

Cette situation est particulièrement pré-occupante pour les amis et alliés des Etats-Unis, pour l'avenir de l'ONU et de l'Europe et pour la paix au Moyen-Orient. Nous gardons en mémoire la hauteur de vue de l'Administration américaine après la Deuxième Guerre mondiale qui a permis la construction des grandes Institutions internationales, favorisé l'unification de l'Europe, et aussi les efforts du président Clinton pour une solution pacifique du conflit israélo-palestinien, source majeure du terrorisme international. Aujourd'hui va-t-on revenir au temps de la force brutale, sans légitimité et sans règles, comme si la force militaire était l'alpha et l'omega de la puissance ?

Pierre Hassner met en lumière les divisions et les oppositions que cette politique suscite aux Etats-Unis même. Beaucoup dépendra de l'issue des élections présidentielles de novembre 2004, où l'état de l'économie américaine pèsera beaucoup lui aussi. George W. Bush doit jusqu'ici sa popularité à son rôle de chef de guerre dans la lutte contre le terrorisme. Pour ses électeurs de la droite chrétienne il est investi par Dieu de la mission d'assurer la victoire du bien sur le mal, mais des doutes commencent à apparaître dans son propre camp.

L'avenir dépendra aussi de l'Europe elle-même : "Le rôle de l'Europe est d'être un facteur d'équilibre et de contrebalancer ou de modérer les oscillations américaines, de réduire les tensions entre les Etats-Unis et le reste du monde...mais cela exige qu'elle ait une position commune plutôt que d'être divisée. Cela exige qu'elle ne répudie pas totalement la force, qu'elle soit suffisamment capable de l'exercer pour coopérer avec les Etats-Unis et éventuellement se passer d'eux. Sinon, le dialogue entre "l'arrogance de la puissance" et "l'arrogance de l'impuissance" risque de se perpétuer ou de se muer en affrontement ou en séparation. Une telle issue serait d'autant plus déplorable que, contrairement à la thèse de Robert Kagan ¹, elle n'est rendue inévitable ni par la puissance (toute relative quant à ses résultats) des Etats-Unis, ni par la faiblesse (toute relative quant à son potentiel) de l'Europe... mais c'est un fait que les Européens tendent à sous-estimer la gravité de la guerre contre le terrorisme et les Américains le danger de sa généralisation en guerre des cultures". Le rôle de l'Europe est d'empêcher, autant qu'il est en son pouvoir, que cette guerre ne devienne celle de l'Occident contre les arabes, l'islam ou l'ensemble du Sud.

C'est en philosophe que l'auteur termine cet ouvrage par ce qu'il appelle avec ironie des "divagations politico-philosophiques" sur la signification du 11 septembre, la dialectique du bourgeois et du barbare, de la peur et de la haine et la géopolitique des passions, en citant deux beaux textes de

¹ Robert Kagan *La puissance et la faiblesse : les Etats-Unis et l'Europe dans le nouvel ordre mondial*, Paris, Ed. Plon, 2003.

Bernanos et de Tocqueville. Il lui semble que la conscience occidentale est passée du monde de Kant - celui du droit international et cosmopolitique - au monde de Hobbes, celui du primat de la sécurité. Hegel disait que la lecture des journaux était la prière du matin du réaliste. Pierre Hassner ajoute que la philosophie est sa prière du soir et il forme le souhait "qu'ensemble les deux prières, celle de l'attention aux faits et celle du retour aux fondements, contribuent tant soit peu à conjurer le sommeil de la raison, celui qui enfante les monstres". Est-il besoin de dire qu'à France-Forum nous partageons cet espoir ?

Jacques MALLET

Ed. du Seuil, collection "La couleur des idées",
2003 - 21,50 €

Quand le capitalisme perd la tête

de Joseph Stiglitz

Ancien conseiller économique du président Clinton, l'auteur se présente comme un américain engagé dans le débat politique et très inquiet sur la voie qu'a pris son pays.

Les mutations qu'ont subies nos économies depuis quinze ans ont fragilisé à l'extrême l'équilibre entre l'Etat et le marché. Stiglitz est convaincu, après avoir été vice-président de la Banque mondiale, qu'il n'a pas été répondu correctement à ce défi et que les problèmes actuels reflètent cet échec.

Son livre, à côté d'une critique des erreurs commises au nom d'un libéralisme trop doctrinal, présente une série de remèdes à ces disfonctionnements. Il insiste en particulier sur la justice sociale. L'emploi en est une des composantes principales. Sa détérioration exige davantage qu'une nouvelle dose de flexibilité du marché du travail, expression codée, devenue pratiquement synonyme de réduction des salaires et de la sécurité de l'emploi". La mondialisation impose de se soucier des problèmes de justice sociale au niveau mondial. L'économie de marché, écrit-il, a d'immenses pouvoirs, mais aussi des limites. "Si les économies peuvent souffrir d'un Etat trop envahissant, elles peuvent souffrir aussi d'un Etat qui ne fait pas le nécessaire, qui ne régleme pas assez le secteur financier, ne veille pas à la concurrence, ne protège pas l'environnement, n'assure pas un filet de sécurité de base". On croirait entendre le programme de la Commission européenne ! Tout au moins en ce qui concerne les objectifs. Ce qui manque dans ce plaidoyer pour une autre politique américaine, c'est le rappel d'une doctrine globale, à partir de laquelle des réformes pourraient être réalisées au plus vite, en cas de changement d'orientation politique au moment des élections à la présidence des Etats-Unis, à la fin de 2004.

"Nous autres Américains, dit-il, regardons parfois d'un œil amusé les élucubrations théoriques de nos cousins d'Outre-Atlantique. Elles sont pourtant le grand avantage de préparer des révolutions silencieuses, et d'autant plus fructueuses, comme l'a fait la démocratie chrétienne après 1945 en construisant l'Union européenne".

Les réflexions de Joseph Stiglitz sont stimulantes. Elles ont le mérite supplémentaire en ces temps d'incompréhension mutuelle entre l'Europe et l'Amérique de nous démontrer qu'il existe beaucoup plus d'affinités de part et d'autre de l'Atlantique que les médias le proclament ! Si le capitalisme perd la tête, de bons esprits américains ne font pas de même. Il est important de lire cet essai d'un titulaire du Prix Nobel. Il n'a pas reçu cette distinction pour rien !

Sophie LEDRU

Ed. Fayard, 20 €.

Notre laïcité publique

d'Emile Poulat

C'est une somme, qui est loin d'être assommante. Au contraire ! A travers une riche documentation, au long d'un parcours historique jalonné de réflexions personnelles et profondes, l'auteur laisse entrevoir le mystère de l'Incarnation. La foi cherche sa voie au milieu des réglementations, des limitations, des disputes et des manœuvres politiciennes. On n'en a jamais fini avec la laïcité. "Toute la France s'est empêtrée en 1989, écrit Emile Poulat, dans l'affaire des "voiles islamiques". L'opinion s'est divisée : était-ce une atteinte à la laïcité scolaire ou non ?

L'auteur, dans une première partie, intitulée "Instituer la laïcité" rappelle les événements des deux derniers siècles. De quelle manière l'église catholique a-t-elle été traitée dès qu'elle a été séparée de la

royauté ? Dans une deuxième partie "Gérer la laïcité", il aborde les principaux chapitres du régime actuel. D'abord le statut des édifices du culte, ensuite la liberté scolaire, puis le monde singulier des religieux, puis les affaires épineuses qui révèlent un autre monde que celui de l'église catholique traditionnelle et enfin les sectes dont le surgissement offusque "l'establishment" juridique et politique; parce qu'il semble affirmer une "persévérance" religieuse que les athées militants ne sont pas loin de trouver "diabolique". La troisième partie, la plus originale et la plus lourde d'interrogations s'intitule "Penser la laïcité". Elle montre que l'on n'a pas réussi à mettre définitivement au point la formule permettant de maintenir en harmonie

durable société et religion. Dans la dernière partie l'auteur essaie de "décoder la laïcité". Les contradictions déchirent nos sociétés. Sur elles vient échouer "le monothéisme axiologique des "droits de l'homme" dont elles ont fait leur loi".

Notre laïcité est irréversible, mais elle bouge sans cesse. "Une société laïque est une société qui ne cesse d'apprendre" écrit l'auteur. Nos lecteurs seront certainement heureux de participer à cette recherche en méditant les réflexions consignées dans ce grand livre.

Charles DELAMARE

Berg International Editeurs, 22€.

Les auteurs

Maurice BLIN, *Agrégé de philosophie, Sénateur des Ardennes*

Marcel BOITEUX, *Membre de l'Institut, Président d'honneur d'Electricité de France*

Jean-Marie DAILLET, *Ancien Ambassadeur de France*

Charles DELAMARE, *Ecrivain*

Marcel DENEUX, *Sénateur de la Somme, membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (OPECST)*

René FOCH, *Directeur-Général honoraire à la Commission européenne*

Rolands LAPPUKE, *Ambassadeur de Lettonie en France*

André LE GALL, *Ecrivain, ancien Elève de l'ENA*

Corinne LEPAGE, *Présidente de CAP 21 ; ancien Ministre*

Yves MARTIN, *Ingénieur des mines, ancien président de la mission interministérielle de l'effet de serre, ancien président de la section technique du Conseil Général des Mines*

David OUVRARD, *Directeur à la Communauté d'agglomération de Saint Brieuc*

Jean-Marie PELT, *Professeur émérite de biologie végétale et de pharmacologie à l'Université de Metz, président de l'Institut européen d'écologie*

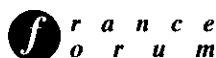
Hugues PORTELLI, *Professeur de sciences politiques à l'Université Paris II Panthéon-Assas*

Jean-Pierre PRÉVOST, *Ancien journaliste, ancien avocat*

Christian SAINT-ETIENNE, *Professeur aux universités de Tours et de Paris-Dauphine*

Philippe SAINT MARC, *Avocat à la Cour, Secrétaire général de la SIRES (Société Internationale de recherches pour l'environnement et la santé)*

Christian SAVÈS, *Politologue, écrivain*



Directeur de la publication : **Anne-Marie Idrac** — Gérant : **Catherine Bruno** — Comité de rédaction : **Jean Chélini, Charles Delamare, Nicolas Krausz, Jacques Mallet, Jean-Pierre Prévost** — Secrétariat-abonnement : **Thérèse Desplanques** — Maquette : **Jean Plonka** — Rédaction : 133 bis, rue de l'Université, 75007 Paris - Téléphone : 01.53.59.20.60 - Fax : 01.53.59.20.59 - e-mail : france-forum@udf.org — Commission paritaire : 0905 k 83488 — Impression : Roto Presse Numéris - 36-40, bd Robert Schuman, 93190 Livry-Gargan.

L'environnement pour vivre

A propos du développement durable PAR MARCEL BOITEUX

Une nouvelle politique de santé pour l'Europe : l'humanisme écologique PAR PHILIPPE SAINT MARC

S'adapter au changement climatique PAR MARCEL DENEUX

La loi de la jungle PAR JEAN-MARIE PELT

Fiscalité et protection de l'environnement PAR YVES MARTIN

Vous avez dit politique de l'environnement ? PAR CORINNE LEPAGE

Dossiers et études

L'Europe au crépuscule ? PAR MAURICE BUN

La longue marche PAR RENÉ FOCH

L'Euro : à ne pas négliger PAR CHARLES DELAMARE

Un exercice de réflexion stratégique pour l'Europe à 25 PAR CHRISTIAN SAINT-ETIENNE

Un voyage interreligieux à Jérusalem PAR JEAN-PIERRE PRÉVOST

La vie politique française PAR HUGUES PORTELLI

Roumanie : le salut par l'Europe et l'orthodoxie PAR JEAN-MARIE DAILLET

Y a-t-il une culture européenne (suite) PAR ROLANDS LAPPUKE

Alain Poher, la passion de l'Europe PAR DAVID OUVARD

Sommaire détaillé page 3